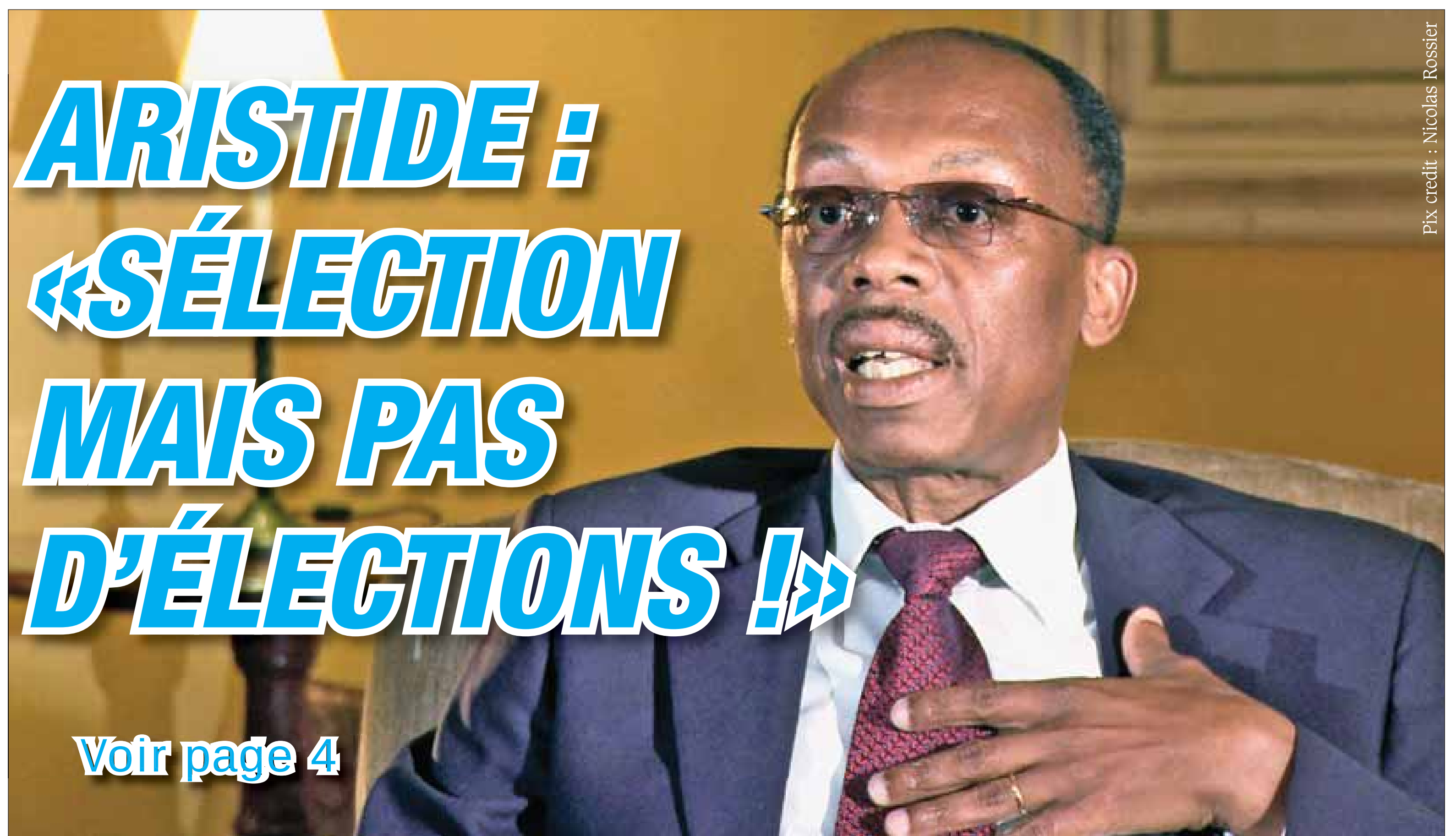
Vol. 4 • No. 17 • Du 10 au 16 Novembre 2010
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50




1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com


Pix credit : Nicolas Rossier

# ARISTIDE : «SÉLECTION MAIS PAS D'ÉLECTIONS !»

Voir page 4

Est-ce à cause d'un type d'occupation néocoloniale qu'ils veulent encore faire de l'exclusion et non pas de l'inclusion? Aujourd'hui, c'est encore du pareil au même. Ils n'ont pas l'intention d'avoir des élections libres, justes et démocratiques. Ils prévoient d'avoir une sélection.

# TOMAS A TUÉ ! CHOLÉRA TUE ENCORE !

Voir page 3




Au moins 21 morts après le passage de Tomas en Haïti. Le choléra pour autant vient de franchir la barre de 550 décès qui ont été recensés dans les départements de l'Artibonite, du Centre, du Nord, du Nord Ouest et de l'Ouest.



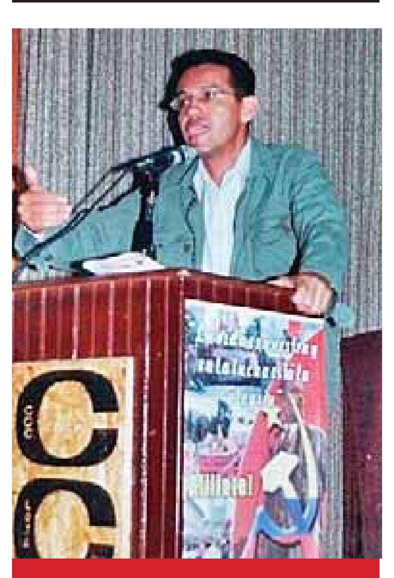












# Nous luttons pour l'Instauration d'une Démocratie à Orientation Populaire

**Par Jacques Elie Leblanc**

A quelques semaines des joutes électorales nos politiciens candidats à la présidence s'aplatissent parce que le département d'Etat les tient, leur assure l'impunité et les droits "acquis". Ils rampent, quémandent et sont prêts à toutes les concessions. Ils haïssent la démocratie car la démocratie suppose une échelle de valeurs où ils ne figurent pas.

Dans leurs discours au "peuple" qu'ils prétendent "sauver", ils mentent sciemment! Effrontément, par naïveté d'abord, par vanité ensuite, enfin par habitude. Ils ont, par intérêt de classe et pour s'accrocher à un pouvoir qui semble leur échapper, pénétré dans cette cité maudite du reniement où l'on ne respire que le dégoût de soi-même.

Ils n'ont ni le courage de leurs opinions ni d'opinion bien nette sur le courage. Leur nationalisme s'est depuis longtemps mué en désir de plaire à l'occupant, en rivalisant de platitude pour s'arracher les faveurs de l'occupant. Nous vivons en plein milieu d'une veulerie quasi générale.

Notre journal se trouve en première ligne de la lutte contre les traîtres et les vendeurs de patrie. Nous luttons pour que ce « plan de reconstruction » qui ressemble beaucoup plus à un plan d'asservissement, accorde la priorité à la construction de logements à bon marché pour les victimes du séisme du 12 janvier eux qui croupissent depuis 10 mois sous des tentes de fortune, en lieu et place de la construction du centre-ville.

Nous combattrons avec beaucoup plus de courage, plus d'intensité pour le départ des troupes d'occupation. Nous ne voulons plus écouter le cri des humbles femmes des bidonvilles qui entendent les explosions sèches des balles, destinées à trouer les poitrines de leur mari, de leurs pères, de leurs frères, et de leurs enfants. Nous avons marre de ces "sélections" concoctées tous les cinq ans pour assurer la survie d'un système en agonie, et qui n'est rien d'autre qu'une saignée au coeur des humbles. Et particulièrement pour notre peuple qui, en deux siècles, a vu ruisseler son sang généreux sur son territoire national envahi et occupé par l'armée américaine. Le fait le plus insolite et inusité dans les annales de l'histoire de l'Amérique Latine, et au beau milieu d'une expérience nouvelle, fut le kidnapping d'un président en fonction et élu démocratiquement. Aristide malgré ses errements, ses faux pas inadmissibles de notre point de vue, était loin d'être un François Duvalier ou un Tchang Kaï-chek. Et pourtant les Etats-Unis n'ont jamais rien fait pour les démettre.

Notre directeur, dans plusieurs de ses éditoriaux, a énoncé d'une façon claire et précise la position du journal concernant les "sélections" qui s'annoncent « …..*Le 28 Novembre, écrit-il, ce ne sont manifestement pas des élections présidentielles qui auront lieu, mais bien une mascarade…. Nous le répétons: ces élections n'apporteront pas de solutions au problème du pays. Au contraire elles ne feront qu'empirer la situation. De ce fait nous d'Haïti Liberté, nous n'appuierons aucun candidat lors de ces élections bidons, ces fausses élections qu'organise l'impérialisme dans le but de déstabiliser davantage le pays et de se donner bonne conscience. De plus, nous demandons à tous les membres du journal de respecter cette position……Nous sommes un journal progressiste, menant une bataille idéologique contre les différentes classes dominantes et les puissances impérialistes….* »

Nous luttons pour dégager la jeunesse de l'emprise du passé, l'affranchir du joug des actuels politiciens, car eux, ils représentent le passé ; ils ne veulent ni ne peuvent rien changer, faute de savoir ce qui pourrait être le présent voire l'avenir. Et pour amorcer une telle lutte, il faut des conditions correspondantes: des organisations populaires, des mouvements sociaux, des organisations ouvrières et paysannes conséquentes, indépendantes, basés sur le système de démocratie à l'intérieur et non sur le paternalisme qui les immobilise, leur coupe l'aile et refoule leur conscience dans l'attente d'un décret-loi.

Nous luttons contre les forces de régression, qui veulent garder notre pays au niveau féodal parce qu'elles défendent leurs intérêts. Ce sont donc les grands propriétaires fonciers, les grands importateurs du bord de mer, les grands trusts internationaux, l'impérialisme américain qui est contre l'industrialisation du pays parce qu'il entend que celui-ci soit toujours une zone réservée à l'achat à bon marché des matières premières et à la vente de ses produits d'industrie.

Nous luttons pour que la démocratie réelle devienne une réalité, celle qui donne à tous de la dignité, du bien-être et du bonheur. La démocratie ne va pas tomber du ciel; elle surgira de la suppression du régime social qui fait de l'homme un loup pour l'homme, par la lutte continuelle des opprimés; elle suppose une meilleure répartition des richesses produites par la communauté, c'est-à-dire qu'elle suppose la socialisation des moyens de production.

Nous luttons pour une démocratie élargie à orientation populaire.

Une telle idée suppose la formation d'un front uni pour barrer la route aux cannibales modernes de la division, dans le but d'établir une voie de passage solide et durable.

Nous lutterons avec toujours plus de courage, plus d'intensité pour le départ des troupes d'occupation. Le danger est là, visible, palpable. Il nous entoure, avec ces soldats venus d'outre-mer, armé de ces griffes sanglantes, prêtes à nous happer et à nous jeter dans une fournaise dantesque.

De partout montent les clameurs populaires et les frémissements des masses réveillées. Nous devons profiter de cette opportunité pour former un front commun. Il ne nous semble pas du tout chimérique de penser qu'une conjonction des forces progressistes de ce pays prend corps dans les matrices de l'histoire.

Rien de solide ne s'acquiert sans sacrifices et *Haïti Liberté* conscient des intérêts nationaux d'Haïti, espère avoir à ses côtés les consciences non asservies pour une bataille gigantesque de la liberté. Nous pouvons gagner la bataille et nous réaffirmons notre volonté d'être en première ligne avec le peuple. Un front uni devient un passage obligé.





**1583 Albany Ave**
**Brooklyn, NY 11210**
**Tel**: 718-421-0162
**Fax:** 718-421-3471

**3, 2ème Impasse Lavaud**
**Port-au-Prince, Haiti**
**Tél: 509-3407-0761**
**Responsable:**
Yves Pierre-Louis

**Email** :
editor@haitiliberte.com

**Website** :
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**
Berthony Dupont

**EDITEUR**
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAITI**
Wadner Pierre
Jean Ristil

**COLLABORATEURS**
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

**ADMINISTRATION**
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**
Pierre Jeudy
(514)727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

**WEBMASTER**
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Tomas a tué! Choléra tue encore! Aggravant la souffrance du peuple!

**Par Hervé Jean Michel**

Après le passage de l'ouragan Tomas sur Haïti, principalement sur les départements du Sud, Sud-Est, Grand-d'Anse et Nippes, les autorités ont dressé un bilan en termes de pertes en vies humaines et en matérielles !

En effet, le bureau de la Protection Civile dit recenser : 21 morts, 36 blessés et 11 disparus. Selon Yolène Suréna, un cadre de cette institution, les victimes ont été recensées dans le Sud, le Sud-Est, l'Artibonite et la Grand-Anse, des régions qui ont toujours été la proie des intempéries naturelles.

Sur le plan matériel, d'immenses dégâts ont été enregistrés dans certaines villes du Sud et de la Grand-Anse. Ces villes ont été partiellement inondées, ayant essuyé des rafales de vent qui ont fait souffrir les habitants. Dame-Marie, (Grand'Anse) Tiburon (Sud), Baradères (Nippes), Léogane (Ouest) et Gonaïves (Artibonite) sont les villes du pays qui ont le plus souffert des effets dévastateurs de l'ouragan Tomas.

La Protection Civile a aussi annoncé que les fortes averses provoquées par le passage de Tomas, ont rudement endommagé des tronçons de route et détruit des plantations agricoles. De ces régions sinistrées, viennent des appels au secours dans un univers haïtien où les problèmes de toutes sortes, particulièrement économiques sont légions. Là où le bât blesse, après avoir compté les morts, les blessés et les disparus, c'est la grande catastrophe des maisons détruites et endommagées, accusant respectivement le chiffre de 885 et 5069, augmentant ainsi le nombre des sans abris dans le pays. D'après les chiffres communiqués par la Protection Civile : 5954 familles sont sinistrées.

Les camps des sinistrés du séisme du 12 janvier 2010, malgré la clémence de l'ouragan Tomas (pour employer cette prosopopée), ont été éprouvés. Selon le bureau de la Protection Civile sur un échantillon de 317 camps visités 30% des tentes ont été détruites et il faudrait 3000 autres pour les remplacer.

Très rude situation, quand on sait que la gestion du gouvernement haïtien laisse à désirer ; que les autorités ne sont nullement sensibilisées par la souffrance, la privation et l'état de misère infrahumaine dans lequel vivent les populations réparties sur l'ensemble du territoire national.

Dans une conférence de presse donnée au palais national par le président Préval, le samedi 6 Novembre, après la visite effectuée dans les départements du Sud, de la Grand-Anse et des Nippes, une somme de quarante trois millions cinq cent trente cinq mille gourdes (43.535.000) était annoncée pour la réparation des dégâts causés par l'ouragan. Selon le chef de l'Etat, qui était accompagné de son premier ministre, de son ministre des Travaux Publics, de la Santé, entre autres, le matériel du Centre National d'Equipement (CNE) sera mobilisé, ainsi que celui des compagnies privées engagées dans la construction de la route Cayes/Jérémie ; celles-là seront réorientés vers la réparation des tronçons de routes endommagés par l'ouragan Tomas.

Au cours de cette conférence de presse qui était profondément politique (car à aucun moment le gouvernement Préval ne s'était aussi intéressé dans le drame qui a frappé les populations haïtiennes, lors des situations similaires) le chef de l'Etat, pour tromper la galerie, feignait d'être trop préoccupé et même trop sensibilisé par la souffrance de nombre de nos compatriotes victimes de l'ouragan Tomas pour faire de la politique. Le jeu était tellement clair, qu'un des ministres du gouvernement, Alex Larsen, répondant en lieu et place de Préval à une des questions d'un journaliste étranger, selon laquelle l'eau distribuée dans les abris provisoires était polluée, le ministre s'était laissé emporter par la colère et a laissé échapper : *« On a toujours mis deux étiquettes sur le dos des dirigeants haïtiens : voleurs et violeurs »*.



**Au Cap-Haïtien après le passage du cyclone Tomas**

Le ministre a raison d'être vexé par des accusations qui frappent ces très grands, très bons, et très zélés serviteurs qui accomplissent à la lettre la besogne des maîtres alors que ces maîtres se sont montrés parfois très ingrats. Le ministre Larsen estimait dans son droit de ne pas s'occuper de son président, qui lui conseillait de ne pas s'emporter contre les maîtres du pays, dans la peur que pareille réaction ne porte préjudice à son gouvernement.

En réalité le ministre a expliqué au journaliste étranger, qu'il devrait se référer au site du Ministère de la Santé Publique pour s'informer de toutes les questions relatives à la santé en Haïti. L'important dans cette course contre la montre du président Préval, *« c'est son vouloir d'intervenir au chevet des sinistrés de l'ouragan Tomas »* Quelle sollicitude du président Préval ? Quel sens de responsabilité, quel amour de ce chef d'Etat qui a subitement se décide « à aimer » dix mois après le tremblement de terre du 12 janvier ?

Bien sûr. Puisque la conjoncture change, le président a besoin que la population vote son candidat Jude Célestin pour se maintenir au timon des affaires de l'Etat. C'est certain que avant le 28 novembre 2010, il fera l'impossible « pour loger » les populations qui traînent leur misérable existence dans des endroits pouilleux, malsains, sous des haillons de fortune.

Malheureusement, l'épidémie de choléra entre-temps continue à tuer. Le nombre de morts s'élève à 550 et les hospitalisés à 8138 personnes, des chiffres publiés par le Ministère de la Santé. Jusqu'ici le gouvernement Préval/Bellerive pour ne pas déplaire aux autorités d'occupation refuse de mener une enquête véritable pour confirmer ou infirmer l'hypothèse selon laquelle les soldats de l'occupation d'Haïti (Minustah principalement les Népalais) ont contaminé le fleuve Artibonite par des dépôts de matières fécales accumulées dans les parages.

Le gouvernement préfère se lancer dans des propos évasifs d'une épidémie qui serait importée, sans conduire une véritable recherche sur les facteurs ayant véhiculé cette épidémie en Haïti. Quand les autorités prétendent que depuis l'indépendance, le pays n'a connu d'épidémie de choléra, que veulent-elles entendre par là ?

Personne ne le sait, néanmoins ces autorités haïtiennes, quand elles ne peuvent exercer leur pouvoir contre la vie et la survie du peuple, l'outrecuidance. Elles préfèrent pleurnicher, au lieu de chercher à connaître la vérité, niant du coup leur responsabilité pour faire passer le temps. Tout comme aujourd'hui, face aux sans-abris, ces autorités choisissent de miser sur l'usure du temps. *« Avec le temps va, tout s'en va »* comme disait Léon Ferré.

Le temps c'est de l'oubli, chaque minute, chaque heure, chaque jour, apporte son cortège de malheurs, faisant oublier, ou oblitérant même les drames d'avant-hier et d'hier. C'est à ce jeu que ce gouvernement se donne, croyant que le peuple n'a pas de mémoire parce que ses malheurs tellement nombreux, la lui enlèvent pour l'enliser dans la résignation, le mensonge et le Bon Dieu bon.



# Violente affaire de drogue à Jacmel, un mort, un blessé grave

**Par Jackson Rateau**

Le jeudi 4 novembre dernier, dans le quartier de 'Kay Chal', 13e section communale de Jacmel, un petit bateau en provenance de la Jamaïque, transportant de la marijuanna mouillait dans la rade de la localité, alléguant être en panne d'essence. Flairant que ce soit un vaisseau narcotique, les habitants de 'Kay Chal' ont attaqué ses occupants, emportant tout le contenu du navire, y compris le moteur. Ces derniers n'ont eu la vie sauve que grâce à l'intervention des autorités locales.

Selon ce qu'a rapporté le responsable du CASEC de la section communale 'Kay Chal', Christian Jean Philippe, 7 trafiquants de drogue, originaires de la Jamaïque, ont navigué le bateau jusqu'à Jacmel. Quatre d'entre eux ont ete épargnés de la colère de la population par Jean Philippe et ses hommes, tandis que les trois autres qui ont eu le temps de prendre le large sont activement recherchés par la police.

Sur ces entrefaites, un habitant qui tentait de traverser la Rivière de Jacmel, en crue, s'est noyé. Il voulait se rendre chez un nommé Génot Pierre, sur l'autre rive, pour réclamer de ce dernier sa part du butin de la marijuana.

Outre la mort de cette personne, cette situation a entraîné une violente bagarre incontrôlable entre les habitants de la localité 'Kay Chal' où habite notamment ce Génot Pierre, et a aussi causé un blessé grave. Il s'agit d'un nommé Luxène Guerrier, victime d'un coup de machette, tranchant d'une seule frappe un de ses bras.

Les quatre jamaïcains retenus au CASEC de 'Kay Chal' ont ete récupérés le samedi 6 novembre par les agents d'UDMO du Sud-est.

# Aristide : « Sélection mais pas d'élections ! »

## *Un entretien exclusif avec l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide*

## *«Ce qui se passe en Haïti est enraciné dans le colonialisme, le néo-colonialisme»*

*Il y a deux semaines, j'ai mené une interview exclusive de deux heures avec l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide sur les collines de Johannesburg. Je me suis entretenu avec l'ancien président sur sa vie en exil forcé, de la situation politique actuelle d'Haït, et de son éventuel retour en Haïti. Ceci est un extrait de l'entrevue.*

**Nicolas Rossier (NR):** Monsieur le Président Aristide, je vous remercie de m'avoir invité aujourd'hui. Ma première question porte sur le tremblement de terre qui a eu lieu en Haïti en Janvier 2010. Pouvez-vous me dire comment et quand vous avez été mis au courant de la tragédie?

**Jean-Bertrand Aristide (JBA):** C'était le matin ici. J'étais à l'Université de Witwatersrand ici à Johannesburg, je travaillais dans le laboratoire de la Faculté de Médecine de Linguistique et de Neuroanatomie. J'ai réalisé que c'était un désastre en Haïti. Ce n'était pas facile à croire ce que je regardais. Nous avons perdu environ 300.000 personnes, et en termes de bâtiments, ils ont dit qu'environ 39% des bâtiments de Port-au-Prince ont été détruits, y compris cinquante hôpitaux et environ 1.350 écoles.

Jusqu'à aujourd'hui, ils ont seulement enlevé environ 2% de ces 25 millions de mètres cubes de gravats et de débris. Donc, ce fût un véritable désastre. Nous ne pouvions pas imaginer que Haïti, déjà confrontée à tant de problèmes, ferait désormais face à un tel désastre. Malheureusement c'est la réalité. J'étais prêt à retourner pour aider mon peuple, tout comme je suis prêt à partir tout de suite si on me permet d'être là-bas pour aider. Près de 1,8 millions de victimes sont sans-abri, vivant dans la rue. C'est donc une tragédie.

**NR:** Votre ancien collègue, l'actuel président René Préval, a été très critiqué après le tremblement de terre et même a brillé par son absence. Dans l'ensemble, il a été jugé pour n'avoir pas fait montre de suffisamment de leadership. Pensez-vous que c'est une critique juste?

**JBA:** Je crois que le 12 Janvier 2010 a été une très mauvaise dâte et pour le gouvernement et pour le peuple haïtiens. Oui, c'était nécessaire que dans l'ensemble il y ait un leadership présent dans un moment de catastrophe comme celui-ci. Mais de critiquer quand vous n'êtes pas en train de faire mieux, c'est tout à fait cynique. La plupart de ceux qui ont critiqué lui ont envoyé des soldats pour protéger leurs propres intérêts géopolitiques, et non pas pour protéger le peuple. Ils ont saisi l'aéroport pour leurs propres intérêts, au lieu de protéger les victimes - donc pour moi, il devrait y avoir un certain équilibre.

**NR:** Beaucoup d'observateurs en Haïti et ailleurs n'arrêtent pas de me demander la même question et qui est la suivante: que faites-vous ici et ce qui vous empêche de retourner dans votre propre pays? La constitution haïtienne ne permet pas l'exil politique. Vous n'avez pas été reconnu coupable de quoi que ce soit, alors qu'est-ce ce qui vous empêche de retourner? Vous êtes un citoyen haïtien et on devrait vous permettre de circuler librement.

**JBA:** Quand je vois les choses du point de vue sud-africain, je n'en trouve pas les véritables raisons. Mais si j'essaie de les comprendre du point de vue haïtien, je pense que je comprends mieux. Il faut comprendre qu'en Haïti, nous avons les mêmes personnes qui ont organisé l'invasion de 2004 après m'avoir kidnappé pour me placer en Afrique. Ils sont toujours là. Cela signifie qu'il y a une sorte d'occupation néo-coloniale de 8.900 soldats de l'ONU avec 4.400 policiers dépensant plus ou moins cinquante et un millions de dollars US par mois dans un pays où 70% de la population vit avec moins d'un dollar par jour.

En d'autres termes, c'est un paradis pour les occupants. Nous avons d'abord eu la colonisation d'Haïti et nous avons maintenant une sorte d'occupation néo-coloniale d'Haïti. À mon avis, ils ne veulent pas de mon retour parce qu'ils veulent toujours occuper Haïti.

**NR:** Alors, vous voyez l'élite en Haïti influençant essentiellement ceux qui sont actuellement au pouvoir et faisant pression sur eux pour vous empêcher de retourner? Il y a certainement, maintenant, à Washington une administration plus favorablement disposée. Continuent-ils d'envoyer à l'Afrique du Sud les mêmes messages vous concernant?

**JBA:** Non ... (rires)

**NR:** J'ai entendu dire que vous avez essayé d'aller à Cuba pour une chirurgie oculaire d'urgence et vous n'avez pas été autorisé à vous y rendre. Est-ce vrai?

**JBA:** Permettez-moi de sourire ... (sourire) parce que quand vous y faites attention, vous souriez compte tenu de la contradiction observée. Ils prétendent qu'ils me craignent alors que je fais partie de la solution, si l'on se base sur ce que la majorité de la population en Haïti continue à dire. S'ils continuent à me demander mon retour en manifestant pacifiquement, cela signifie que le problème existe encore. Donc, si vous voulez résoudre le problème, ouvrez-moi la porte du retour.

Avant le coup d'Etat, j'appelais au dialogue de manière à ce qu'il y ait inclusion et non exclusion - pour qu'il y ait cohésion, et non pas une explosion de la structure sociale. L'opposition, avec ses supporters étrangers, a décidé d'opter pour un coup d'État et pour employer un proverbe hébreu, je dirais que le résultat est: ..................., voulant dire en anglais que «les choses sont allées de mal en pis». Donc, s'ils sont sages, ils devraient être les premiers à faire de leur mieux pour le retour, car le retour fait partie de la solution, il ne fait pas partie du problème.

**NR:** Vous avez dit que vous n'avez pas l'intention de vous impliquer dans la politique, mais plutôt de retourner en tant que citoyen. Est-ce cela votre vision?

**JBA:** Oui, et je l'ai dit parce que c'est ce que je faisais avant d'être élu en 1990. J'ai été enseignant et maintenant j'ai plus à offrir sur la base de mes recherches en linguistique et en neurolinguistique, ce qui est de la recherche sur la façon dont le cerveau traite le langage. J'ai fait une modeste contribution dans un pays où autrefois nous avions seulement 34 écoles secondaires lorsque j'ai été élu 1990, et avant le coup d'Etat de 2004, nous avons eu 138 écoles secondaires publiques. Malheureusement, le tremblement de terre a détruit la plupart d'entre elles.






**Aristide au cours de son entretien avec le journaliste et cinéaste Nicolas Rossier**

Pourquoi ont-ils si peur? C'est irrationnel. Parfois, les gens qui veulent comprendre Haïti d'un point de vue politique peuvent manquer une partie du tableau. Ils doivent également se pencher sur Haïti à partir d'un point de vue psychologique. La plupart des gens de l'élite souffrent d'amnésie psychogène. Cela signifie que ce n'est pas de l'amnésie organique, résultant de dommages causés par une lésion cérébrale. C'est juste une question de psychologie. Donc, cette pathologie, cette crainte, ressort de la psychologie, et aussi longtemps que nous n'aurons pas ce dialogue national, où disparaîtrait la peur, ils peuvent continuer à manifester de la crainte là où il n'y a aucune raison d'avoir peur.

**NR:** Qu'est-ce qui devrait être fait pour que vous soyez en mesure de retourner en Haïti? Que comptez-vous faire pour que cela se produise? Cela fait déjà six ans. Il doit être très difficile pour vous de ne pas être en mesure de retourner avec votre famille. Vous devez avoir le mal du pays assez comme ça.

**JBA:** Il y a un proverbe swahili qui dit: « *Mapenzi ni kikohozi, hayawezi kufichika*» - ou « L'amour c'est comme la toux que vous ne pouvez pas cacher ». J'aime mon peuple et mon pays, et je ne peux pas le cacher, et à cause de cet amour, je suis prêt à partir tout de suite. Je ne peux pas le cacher. Ce qui m'empêche de partir, comme je l'ai dit plus tôt, et si je le considère du point de vue de l'Afrique du Sud, je ne le sais pas.

**NR:** Mais quand on pose la question aux responsables ici, ils disent qu'ils ne savent pas.

**JBA:** Bon (pause) Je suis reconnaissant à l'Afrique du Sud, et je serai toujours reconnaissant à l'Afrique du Sud et à l'Afrique notre continent, notre mère. Mais je pense que quelque chose pourrait être fait en plus de ce qui a été fait afin d'avancer plus vite dans le sens du retour, et c'est pourquoi, pour autant que je suis concerné, je dis, et continue de dire que je suis prêt. Je ne demande même pas d'aide logistique d'aucune sorte parce que des amis pourraient venir ici et m'aider à rejoindre mon pays en deux jours. J'ai donc fait tout ce que je pouvais.

**NR**: Pensez-vous que le gouvernement haïtien laisse voir ses intentions au gouvernement sud-africain à l'effet qu'il n'est pas prêt? Par exemple, peut-être qu'ils ne veulent pas que vous retourniez, parce qu'ils sont préoccupés par des questions de sécurité vous concernant. Le gouvernement haïtien peut ne pas être en mesure d'assurer votre sécurité. Il y a certaines personnes qui, pour des raisons idéologiques, ne vous soutiennent pas et iraient même jusqu'à essayer de vous assassiner. Est-ce cela une partie du problème?

**JBA**: En latin, on dit: «*Post hoc ergo propter hoc*» ou «après cela, donc pour cette raison.» C'est une erreur de logique. En 1994, quand je suis retourné au pays, ils avaient dit la même chose: s'il revient, le ciel nous tombera dessus. J'étais de retour au cours d'une période très difficile où j'ai inclus des membres de l'opposition dans mon gouvernement, faisant chemin à travers le dialogue pour que guérisse le pays. Mais malheureusement, nous n'avions pas un système de justice, qui pourrait rendre justice à toutes les victimes à la fois. Cependant lentement, à travers la Commission de vérité et de justice, nous étions en train de préparer le terrain pour qu'il y ait justice. Bon, je ne vais pas retourner en tant que chef d'Etat, mais en tant que citoyen. Si je n'ai pas peur de retourner dans mon pays, comment se pourrait-il que ceux qui voulaient me tuer, qui ont comploté pour le coup d'Etat en 2004, soient les premiers à se soucier de ma sécurité? C'est une erreur de logique. (Rires) Ils se cachent, ou essayent de se cacher derrière quelque chose qui est trop petit ... non, non, non, non.

**NR:** Ont-ils peur de votre influence politique - peur que vous puissiez influer dans le sens du changement?

**JBA:** Oui, et je vais encourager ceux qui veulent être logiques (rires), qu'ils n'aient pas à craindre le peuple, parce que quand ils disent qu'ils me craignent, en fait ce n'est pas moi. C'est le peuple, à savoir qu'ils craignent les votes du peuple. Ils craignent la voix du peuple et cette peur est psychologiquement liée à une sorte de pathologie sociale. C'est une société d'apartheid, malheureusement, parce que le racisme peut être derrière ces motivations.

Je peux avoir peur de vous, pas pour de bonnes raisons, mais parce que je vous hais et que je ne peux pas dire que je vous hais. Voyez-vous? Nous avons donc besoin d'une société fondée sur l'égalité. Nous sommes tous égaux, riches et pauvres et nous avons besoin d'une société où les gens jouissent de leurs droits. Mais une fois que vous parlez de cette façon, cela devient une bonne raison pour que vous soyez expulsé du pays ou bien que vous soyez kidnappé (rires). Mais il n'y a pas moyen d'en sortir sans ce dialogue et ce respect mutuel. C'est le moyen d'en sortir.

**NR:** À votre avis, qu'est-ce qui manque finalement pour que vous retourniez? Vous avez dit qu'il y avait encore une chose qu'ils pouvaient faire pour votre retour. Pouvez-vous nous dire ce que c'est?

**JBA:** Ils ont juste besoin d'être raisonnables. La minute où ils décideront d'être raisonnables, le retour s'effectuera immédiatement.

**NR:** Et cela signifie-t-il un appel téléphonique au Département d'Etat américain? Le feu vert venant de quelqu'un? Techniquement, qu'est-ce que cela signifie?

**JBA:** Techniquement, je dirais que le gouvernement haïtien, en étant raisonnable, cesserait de violer la constitution et dirait clairement que les gens ont voté aussi bien pour le retour. La Constitution veut que nous respections le droit des citoyens, pour que nous n'acceptions pas l'exil. Ce serait la première étape.

Maintenant, si d'autres forces s'opposent à mon retour, elles devraient le manifester clairement et s'y opposer. Mais aussi longtemps que nous ne commencerons pas avec une décision du gouvernement haïtien, cela rendra les choses plus difficiles.

**NR:** Alors, le premier geste doit venir du gouvernement haïtien?

**JBA:** Oui

**NR:** Et ils pourraient faire en sorte que cela arrive en disant au Département d'Etat américain que vous devriez être autorisé à retourner, et que vous devriez retourner .

**JBA:** Ils n'auraient pas à le dire au Département d'Etat.

**NR:** Ce n'est donc pas une décision politique à Washington? C'est entre le gouvernement haïtien et le gouvernement sud-africain?

**JBA:** En fait, je n'ai pas de passeport, car il est arrivé à expiration. J'ai droit à un passeport diplomatique. En m'envoyant un passeport diplomatique normal il y aurait un signal clair de leur volonté de respecter la Constitution.

**NR:** Mais c'est le gouvernement haïtien qui doit le faire?

**JBA:** Oui

**NR:** Ou ils pourraient tout juste renouveler votre passeport haïtien?

**JBA:** Oui

**NR:** Vous demandez une nouvelle photo de vous et qu'on vous délivre un nouveau passeport?

**JBA:** (rires) Vous voyez pourquoi, j'ai dit plus tôt que nous ne devrions pas continuer à jouer comme un gouvernement fantoche aux mains de ceux qui prétendent être des amis d'Haïti. J'ai raison parce que tant que nous continuons à jouer comme ça nous ne faisons pas un pas de ce qui est bon vers ce qui est mieux, ou même de ce qui est bon vers ce qui est bon, mais de mal en pis.

**NR:** Il y a eu beaucoup de bruit ces derniers temps dans les médias américains au sujet de la candidature du chanteur Wyclef Jean, qui a été interdit de participer à la course électorale par le CEP (la Commission électorale intérimaire d'Haïti). Avez-vous quelque commentaire à propos de toute l'agitation autour de sa candidature?

**JBA:** Quand nous disons démocratie, nous devons pratiquer ce que nous disons. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour Haïti. Ils parlent de démocratie, mais ils refusent d'organiser



**Lyonel Etienne et le Dr Maryse Narcisse au cours d'une conférence de presse**

des élections libres et démocratiques. Est-ce à cause d'un type d'occupation néocoloniale? Est-ce parce qu'ils veulent encore faire de l'exclusion et non pas de l'inclusion qu'ils ont refusé d'organiser des élections libres et démocratiques?

L'année dernière, nous avons observé qu'ils ont dit qu'ils voulaient avoir des élections, mais en fait ils ont eu une sélection et non pas une élection. Aujourd'hui, c'est encore du pareil au même. Ils n'ont pas l'intention d'avoir des élections libres, justes et démocratiques. Ils prévoient d'avoir une sélection. Ils ont exclu le parti Lavalas *, qui est le parti de la majorité. C'est comme si aux États-Unis, on pourrait organiser une élection sans les démocrates. Aussi, de mon point de vue, Wyclef Jean est venu en tant qu'artiste pour se porter candidat et c'était une bonne chose pour ceux qui refusent les élections parce que c'était pour eux l'occasion de se permettre un «cirque médiatique» pour cacher le véritable problème, qui est l'inclusion de la majorité. Donc, c'est mon point de vue de la réalité.

**NR:** En portant un regard rétrospectif sur les événements dramatiques qui ont conduit à votre renversement en 2004, y a-t-il quoique que ce soit qu'après coup vous auriez souhaité n'avoir pas fait? Quelque chose de tactique ou de stratégique que vous auriez aimé avoir fait différemment et qui aurait pu empêcher le coup d'Etat?

**JBA:** Si je pouvais décrire la réalité de ce jour en 2004 à aujourd'hui, vous me permettriez d'utiliser l'expression en hébraïque à nouveau (parle en hébreu) ......................, qui signifie «de mal en pis". C'est ainsi qu'il en a été de 2004 à aujourd'hui. Quand on considère ce coup d'Etat, qui a été un kidnapping, j'appelais au dialogue et une petite minorité d'Haïtiens a été manipulée dans le dessein de jouer le jeu de passer de coup d'État en coup d'Etat, au lieu de se diriger vers des élections démocratiques et justes. La première fois que Haïti a eu des élections libres, justes et démocratiques a été 1990, lorsque j'ai été élu. Alors, nous avions voulu passer d'élection à élection. Ainsi, en 2004, nous nous dirigions vers une véritable démocratie et ils ont dit non. La minorité en Haïti - l'élite politique et économique - a peur d'élections libres et justes, et leurs alliés étrangers ne veulent pas d'une élection en Haïti. C'est pourquoi ils ont exclu Fanmi Lavalas. Tant qu'ils refusent de respecter le droit de chaque citoyen de participer à des élections libres, justes et démocratiques, ils ne régleront pas le problème.

**NR:** C'est une réponse intéressante, mais je pensais davantage à des erreurs stratégiques que vous avez faites comme demander à la France, en 2003, de payer pour réparations. En faisant cela, vous avez perdu un allié naturel qui aurait pu se tenir à vos côtés avant le coup d'Etat et au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies pour protéger votre gouvernement. En fait, la France s'est positionnée aux côtés des États-Unis et n'est pas venue à votre secours cette fois, probablement parce qu'elle était très contrariée par votre demande de restitution.

**JBA:** Je ne pense pas que ce soit le cas. La première fois que j'ai rencontré le président français Jacques Chirac, j'étais au Mexique. A cette époque, il était avec le Premier ministre Dominique de Villepin. Je les avais invités à nous rejoindre pour célébrer la liberté comme une valeur universelle. C'était donc une chance pour la France de réaliser que oui, Haïti et la France peuvent se mettre debout ensemble pour célébrer la liberté comme une valeur universelle.

En 1789, lorsque les Français ont eu leur révolution, ils ont proclamé «liberté, égalité, fraternité» pour tous, mais au fond d'eux-mêmes les esclaves n'étaient pas des êtres humains. Pour eux ni les esclaves haïtiens, ni les esclaves africains n'étaient des êtres humains. Nous nous sommes battus et nous avons obtenu notre indépendance, ce n'était pas un cadeau. C'est le sang de nos ancêtres qui a été versé pour gagner notre liberté. Pourtant, nous ne voulions célébrer nos 200 ans d'indépendance ni avec aucune sorte d'esprit de vengeance, ni avec un esprit de gloire pour rappeler à la France ce qu'elle avait fait. Ce n'était pas cela. C'était une invitation à célébrer la liberté comme une valeur universelle. Donc, c'était donner une occasion merveilleuse à la France de vouloir le faire ensemble avec nous. Cela n'eût pas exclu la vérité car la vérité c'est qu'ils avaient obligé Haïti à payer 90 millions de francs, ce qui pour nous aujourd'hui, vaut plus de 21 milliards de dollars US. Ça s'appelle restitution, et non réparation.

En 2001, ici, à Durban en Afrique du Sud, l'ONU a donné aux Haïtiens et aux Français l'occasion d'aborder cette question de la réparation. Les Français ont refusé, mais nous leur avons demandé respectueusement de nous laisser l'occasion d'aborder cette question d'une manière mutuellement respectueuse. En un mot - si, aujourd'hui, j'étais le président d'Haïti, comme je l'étais en 2004, j'aurais demandé à la France de rejoindre Haïti pour célébrer la liberté, et aussi pour aborder cette question des 21 milliards de dollars US. En fait, un chef d'Etat élu par son peuple doit respecter la volonté du peuple. Quand le président Sarkozy est allé en Haïti après le séisme, les Haïtiens ne faisaient pas la mendicité pour des centimes, ils réclamaient les 21 milliards de dollars US, parce que c'est une question de dignité. Ou bien nous avons de la dignité ou bien nous n'en avons pas, et les Haïtiens ont de la dignité. Cela signifie que nous respectons votre dignité, de sorte que vous devez aussi respecter notre dignité. Nous n'allons pas mendier des centimes. Des centimes ne résoudront jamais les problèmes d'Haïti. Après 200 ans d'indépendance, nous vivons encore dans une pauvreté abjecte. Nous avons encore ce que nous avions il y a 200 ans en terme de misère. Ce n'est pas juste. Donc, si nous voulons passer de la misère à la pauvreté digne, la France doit aborder cette question avec les Haïtiens et voir quelle sorte d'accord sortira de cette importante question.

**NR:** Mais ne pensez-vous pas maintenant, avec du recul, que cela pouvait vous avoir coûté votre présidence?

**JBA:** Ça aurait pu faire partie du tableau, mais je ne pense pas que c'était la raison principale.

**NR:** Si la France avait demandé au Conseil de sécurité d'envoyer des casques bleus pour maintenir votre gouvernement, pensez-vous que vous n'auriez pas été chassé du pouvoir?

**JBA:** Parfois, vous le savez il y a des mots diplomatiques pour couvrir autre chose. Je pense qu'à l'époque, la question brûlante était l'Irak. La France s'était opposée aux États-Unis sur cette question et cela avait été une occasion en or pour elle de sacrifier Haïti en terme de participer dans le leadership d'un coup d'Etat ou dans le kidnapping d'un président.

**NR:** Mais la vraie raison sous-jacente était que la France ne voulait plus que vous lui cassiez les pieds avec cette demande. 2003 a été la première fois, du moins publiquement et officiellement, que le président haïtien a fait une telle demande.

**JBA**: Je souris parce que les anciens colons défendent leurs intérêts, et non pas leurs amis. Même s'ils se disent des amis d'Haïti, ils continueront toujours à défendre leurs propres intérêts

On pourrait comparer ce qui se passe en ce moment aujourd'hui, après le séisme, à ce qui se passait en 2004, afin de savoir si la France est vraiment en train d'aider Haïti et s'ils changeraient leur politique ou non. De mon point de vue, ils ne changeraient pas leur politique parce qu'ils en ont suffisamment pour leur compte, en terme de catastrophes, pour aborder la question des 21 milliards de dollars US aujourd'hui. Mais ils ne veulent toujours pas, ce qui signifie que s'ils ne veulent pas y répondre aujourd'hui, après ce qui s'est passé en Haïti en Janvier 2010, je ne pense pas qu'ils auraient changé leur politique en 2004.

C'est ma grille de lecture. Mais peut-être qu'un jour le gouvernement français abordera la question parce que les hommes peuvent changer s'ils le veulent bien. Je souhaiterais qu'ils changent leur politique en abordant avec respect la question avec Haïti, parce que c'est un must.

**NR:** En fait, dès que Gérard Latortue a été installé Premier ministre, après votre enlèvement, le gouvernement haïtien a immédiatement laissé



**Wyclef Jean est venu en tant qu'artiste pour se porter candidat et c'était une bonne chose pour ceux qui refusent les élections parce que c'était pour eux l'occasion de se permettre un «cirque médiatique» pour cacher le véritable problème, qui est l'inclusion de la majorité**

tomber l'affaire.

**JBA:** La question ne disparaît pas pour autant (rires). A bien considérer l'histoire d'Haïti avant 2004, personne n'avait osé aborder la question, alors que nous autres progressions de la misère à la pauvreté digne. Puis, quand nous avons abordé la question, ils n'ont voulu y répondre - mais la question ne disparaît pas pour autant. Cela signifie qu'elle restera une réalité aussi longtemps qu'ils refuseront d'y faire face.

Mon souhait est que, un jour, ils se rendent compte qu'ils doivent le faire. Qu'est-ce qui s'est passé avec l'Italie et la Libye? L'Italie a abordé la question de la réparation ce qui a été une bonne chose pour les deux pays. De la même façon que nous devons aborder avec la France la question de la restitution.

**NR:** Je me souviens d'un article récent de Jacqueline Charles dans le Miami Herald, où un historien a été cité, il disait: «*Lavalas n'a jamais été un parti. C'était un mouvement, qui est maintenant dans une crise profonde et qui est divisé entre des factions distinctes menées par certains de ses vieux barons... Ils veulent tous le vote Lavalas sans faire appel à Aristide. Donc, oui, Lavalas comme nous le savions se meurt d'une mort lente.*" Il commentait le débat actuel autour des futures élections en Haïti. Que pensez-vous de ce qu'il a dit?

**JBA:** Certaines personnes prétendent qu'ils sont des experts d'Haïti,




**Le peuple continue à demander son retour**

mais ils agissent souvent comme des personnes souffrant d'amnésie sociale. Lorsque vous prenez un groupe de souris et que vous les mettez dans un laboratoire, si ces souris n'ont pas la capacité de production d'ocytocine dans leur cerveau, elles ne sont pas en mesure de reconnaître les autres souris. Voilà, c'est un fait. Ces personnes souffrent d'amnésie sociale. Ils sont incapables de reconnaître les Haïtiens comme des êtres humains à cause de notre couleur, notre pauvreté et la misère. La majorité de la population haïtienne a déclaré «Lavalas est notre parti politique.» C'est ce qu'a dit la majorité et ils ont leur constitution, alors comment quelqu'un peut-il prétendre que ce n'est pas le cas? Ces gens-là, à mon humble avis, agissent comme s'ils étaient mentalement des esclaves, ce qui signifie qu'ils ont leurs maîtres leur fournissant les ressources financières pour parler ainsi, et ils peuvent bien se couvrir d'un parapluie «scientifique», quand en fait ils sont mentalement des esclaves.

**NR:** Il ya donc cette amnésie, parce que la plupart des commentateurs admettent que Préval a gagné en 2006 grâce à la base de Lavalas. Beaucoup de gens en Haïti veulent utiliser Lavalas aux fins de gagner, mais personne ne veut que le parti Lavalas gagne ou mentionne votre nom dans le processus. Comment vivez-vous cette contradiction?

**JBR**: Malheureusement, ce que l'Afrique du Sud avait avant 1994 c'est ce que Haïti a toujours comme une réalité aujourd'hui. La structure de l'apartheid est toujours enracinée dans la société haïtienne. Lorsque vous avez l'apartheid, vous ne voyez pas ceux qui sont derrière les murs. C'est la réalité d'Haïti. Le peuple existe, mais ils ne voient pas le peuple et ils ne veulent pas le voir non plus. C'est pourquoi on ne les compte pas. Ils veulent les utiliser, mais ils ne veulent pas respecter leur volonté.

Quand on parle de Lavalas et du peuple haïtien, on les craint parce que, s'il y a une élection juste, le peuple les battra. Aussi ils se doivent d'exclure le parti Lavalas ou la majorité, afin de s'assurer qu'ils sélectionneront ce qu'ils veulent bien sélectionner. Donc, c'est le genre d'apartheid qu'on a en Haïti. Si vous dites cela, ils vous haïront et ils peuvent tenter de vous tuer. C'est parce qu'ils ne veulent pas que vous voyiez la réalité. Pourquoi est-ce que je dis cela? C'est parce que j'aime mon pays. Si vous avez un cancer et refusez de l'appeler un cancer, il vous tuera. C'est mieux de l'accepter et de trouver un moyen de prévenir la mort. C'est ce que je veux pour mon pays.

**NR:** Mais récemment il y a eu un certain opportunisme. Nous avons vu des gens comme votre ancien ami devenu plus tard votre ennemi, Evans Paul, demander votre retour. Ils se servent de vous pour obtenir le soutien de la base Lavalas. Ou bien beaucoup de gens veulent faire appel à Lavalas, mais ont peur de vous mentionner. Que pensez-vous de l'actuelle réalité en Haïti?

**JBR**: Le jour où je penserais utiliser le peuple haïtien, le peuple haïtien commencerait à se distancer de moi et me renierait. Et ils auraient raison de le faire, parce que personne, en tant que politicien, ne saurait prétendre que le peuple est assez stupide pour se laisser utiliser pour des votes, par exemple. J'ai fait de mon mieux pour respecter le peuple haïtien et je vais continuer à faire de mon mieux pour leur montrer du respect, eux et ce qu'ils désirent. En 1990, lorsque j'ai été élu président, les gens travaillaient dans des ateliers de misère pour neuf centimes l'heure. Quand j'ai réussi à augmenter le salaire minimum, c'était une raison suffisante pour monter un coup d'Etat. Et cela s'est passé au Honduras l'an dernier parce qu'en partie le jeu était le suivant: ne pas augmenter le salaire minimum, donc les gens doivent travailler comme des esclaves.

Aujourd'hui, le peuple haïtien se souvient de ce qu'ensemble, nous tentions de faire. Nous ne les utilisions

*Suite à la page (12)*

# Kanpay nan Inivèsite Leta kont Eleksyon yo

Depi premye novanm 2010 la, Etidyan Inivèsite Leta Dayiti a (UEH) te tanmen yon kanpay kont eleksyon/seleksyon pouvwa Rene Preval la ak patwon l yo nan kominote entènasyonal la vle fè nan peyi Dayiti. Se Platfòm rezistans jèn yo nan UEH la ki pran inisyativ sa a pou fè kanpay la. Jounen madi 9 novanm lan, etidyan yo nan Platfòm lan ki regwoupe etidyan nan tout Fakilte yo, te òganize mobilizasyon sa a devan Fakilte Etnoloji a, nan zòn Channmas la, kote yo te bloke lari a, boule foto, postè kandida yo, boule kawoutchou pou pwoteste kont eleksyon sa yo, yo di ki pap pote anyen pou mas pèp la.

Nan mobilizasyon sa a, yo te plis vize foto ak postè kandida INITE yo. Etidyan yo te vlope yon sèkèy ak foto, postè kandida INITE yo, mete l nan lari a, yon fason pou yo montre yo pa dakò ak maskarad elektoral Preval ak KEP/Dorsainvil vle òganize nan peyi a, epi chante fineray ekip INITE, pou yo pa fè n vale remèd fyèl la yo rele kontinite a. Etidyan yo ki nan Platfòm Rezistans te pwofite okazyon sa a pou yo te denonse kèk lòt etidyan sousou pran lajan nan men kèk kandida sou do yo nan Inivèsite a. Etidyan yo fè konnen mobilizasyon yo ap kontinye sou tout fòm kont eleksyon malatchong yo vle fè kont enterè mas pèp la.



**Mobilizasyon sa a te plis vize foto ak postè kandida INITE yo**

**Yves Pierre Louis**

# Deklarasyon Biwo Avoka Entènasyonal yo (BAI)

*Pòtoprens, Jedi 4 Novanm 2010*

Biwo Avoka Entènasyonal yo (BAI) salye kouraj ak detèminasyon pèp Ayisyen an douvan kalamite tout kalte, l ap sibi sitou aprè katastwòf 12 Janvye 2010 la.

BAI genyen gwo tèt chaje, lè li konstate otorite peyi Dayiti ki nan Gouvènman PREVAL / BELLERIVE la, pran plezi pase pèp ayisyen an nan betiz. Aprè konpòtman manfouben gouvènman sa a te genyen avan, pandan e apre tranbleman tè 12 Janvye a; jounen jodi a li deside lage popilasyon an, sitou moun ki pi pòv yo pou kont yo, lè li mande yo pou chèche kote pou yo abrite yo, nan lokazyon pasaj ouragan Thomas a. Gouvènman Préval / Bellerive la mande moun ki gen fanmi ak zanmi nan zòn ki genyen mwens risk pou ale lakay moun sa yo. Ki moun ki genyen kay pou resevwa lòt moun aprè 12 Janvye? Olye gouvènman an anonse klèman ki mezi ak estrateji lap pran pou pwoteje vi 1,500.000 moun ki nan move kondisyon nan kan yo, anba moso twal sal, prela, nan mitan ravin, bò rivyè elatriye... Li prefere fè demagoji, fè cho (show) elektoral ki pap rapòte pèp ayisyen an anyen, ki p ap chanje vye sistèm esklizyon an.

BAI ap mande pèp ayisyen an rete vijilan, l ap mande gouvènman PREVAL / BELLERIVE la adopte bon jan mezi ak estrateji pou pwoteje lavi pèp ayisyen an, nan lokazyon pasaj ouraganThomas. BAI vle fè ONG nasyonal ak entènasyonal yo konnen yo genyen gwo responsabilite nan menas ki pandye sou pèp la jounen jodi a. Plizyè santèn milyon dola ameriken gagote sou do pèp ayisyen an, pa egzanp nou ka site gagotay ki te fèt ak lajan ki te kolekte sou do vil Gonayiv aprè pasaj ouragan Jeanne ak Anna. Katastwòf natirèl toujou sèvi sous richès pou ONG ak moun nan gouvènman peyi Dayiti, se sa ki fè yo pa janm entèrese pran bon jan mezi

*Ale nan paj 16*

# Pozisyon PEVEP sou sitiyasyon politik ak sosyal peyi a

Plafòm Anplwaye Viktim Antrepriz Piblik yo (PEVEP) ap leve vwa yo byen fò pou mande otorite konsène yo, ki desizyon y ap pran nan dosye anplwaye revoke yo; ki toujou ap mobilize, manifeste depi plis pase 3 lane. Fè sitin, bay konferans pou laprès pou egzije Leta ayisyen dedomaje yo 36 mwa ak bon jan mezi dakonpayman pou tout revoke yo.

Platfòm Anplwaye Viktim Antrepriz Piblik yo ap denonse konpòtman pasif ak iresponsab gouvènman Preval/Bellerive la genyen nan dosye anplwaye revoke yo, ki jiskaprezan ap batay kont fòs fènwa yo e k ap batay pou fè respekte dwa ekonomik ak sosyal pèp ayisyen an. Donk revoke yo di, wè pa wè fòk yo jwenn jistis-reparasyon ak bon jan dedomjman pou tout viktim yo.

PEVEP ap pwofite di gouvènman manfouben an ak kominote entènasyonal la, pèp ayisyen an pap janm bliye kantite krim fòs okipasyon Loni an, Minustah fè sou popilasyon an kòm egzanp:

- Nan dat 9 avril 2005, nan Site Solèy, sòlda Minustah yo asasinen Fedia Raphael.
- 3 Jen 2005, sòlda Minustah touye 11 moun nan Nazon.
- 29 Jen 2005, sòlda minustah yo touye 7 moun.
- 13 Jiyè 2005, sòlda Minustah yo touye Michelet Seïde, yon etidyan UNICA, 33 lane ak yon bal nan tèt li.
- 27 Desanm 2006, sòlda Ministah touye 22 moun nan popilasyon an.
- Sòlda Ministah pann nan vil Kap-Ayisyen yon jenn gason.
- Sòlda Minustah maspinen

*Suite a la page (16)*

# Pozisyon Tèt kole sou eleksyon novanm 2010 yo

Nan okazyon eleksyon novanm 2010 yo, Komite Egzekitif Nasyonal Pèmanan TET KOLE TI PEYIZAN AYISYEN (KENPTK) ap raple tout dirijan ak kad TK, tout manm TK ak rès peyizan nan 10 depatman peyi a, tout bouradè ak zanmi TK, tout près la ak piblik la anjeneral : jiska nouvèlòd, tet kole pa gen kandida, ni tèt kole pap apiye okenn kandida nan eleksyon kominote entènasyonal la ak gouvènman an anonse pou mete prezidan, senatè ak depite pa yo pou kontinye dirije peyi a nan enterè pa yo, kont enterè peyi a ak enterè pèp ayisyen an.

Konsiy Asanble Nasyonal TET KOLE sou eleksyon klè kon dlo kòk. Li di : annatandan TK ak lòt mouvman sosyal popilè yo rive akouche pwòp altènativ politik pa yo, TK ka gen kandida oswa apiye kandida, sèlman nan 3 kondisyon sa yo :

1. Fòk patisipasyon TK nan eleksyon yo fèt nan kad yon regwoupman plizyè òganizasyon popilè / pwogresis.
2. Fòk kandida yo deside apiye a bay prèv l ap soutni yon pwojè politik popilè / pwogresis, ki nan enterè pòv yo.
3. Fòk desizyon pou patisipe nan eleksyon an soti nan Kongrè osnon Asanble Nasyonal TET KOLE.

Jodi a 3 kondisyon sa yo poko ranpli. E lè n gade kandida pati ak regwoupman politik yo prezante pou prezidan, pa gen youn ladan yo ki parèt ak yon pwogram politik ki koresponn ak vizyon yon pati politik ki ka pote osnon ki ka soutni, menm yon ti kras, osnon pou yon ti moman, yon pwojè politik popilè / pwogresis / demokratik.

Kandida pou prezidan ki jiska prezan parèt plis devan nan sondaj yo, anrasinen swa nan vizyon politik dedwat ak ekstrèm dwat ki pa janm danse kole ak mas pèp la depi 1804, swa nan kontinwite politik lavalas la k ap amadwe epi lolo pèp la depi 20 lane pou ka sèvi avè l pi byen, nan enterè gwo lidè politik yo ak gwo boujwa ti koulout.

Anplis, nan venn tou 2 gwo kouran politik sa yo se san restavèk pisans etranje kap koule. Jodi a, se konkou y ap fè pou wè kiyès nan kandida yo kap rive montre li gen plis talan ak plis konpetans pou sèvi enterè blan an pi byen. Anverite, ak kalite kandida sa yo, vrè enterè peyi a ak vrè enterè mas pèp la pap ka fè yon pa kita, yon pa nago!

Kanta kandida pou plas senatè ak depite yo, si w pase yo nan paswa gwo krib, se apèn si w ka jwenn 2 zou 3 ki rete. Si w ta rive konte ant 5 ak 10 ki rete nan krib la, ou ta mèt konsidere sa kòm yon gwo pa pozitif ki ta merite jwenn ankourajman mas pèp la atravè òganizasyon popilè ak pwogresis li yo !

Kidonk tout moun ki ta wè nan eleksyon sa yo yon mwayen pou mas pèp la ta soti nan ma labou li ye jodi a, detwonpe nou ! Kale je nou ! Rete klè, veyatif epi vijilan. eleksyon sa yo se yon kokenn jwèt koken makyavelik fòs okipasyon etranje yo ak gouvènman Preval / Bellerive la ap planifye pou chache kenbe epi ranfòse dominasyon ak pouvwa pèsonèl yo sou peyi a ak sou mizè pèp ayisyen an. se pa pou anyen jwèt la make san depi kanpay la kòmanse !

Pou tout rezon sa yo Komite Egzekitif Nasyonal TK envite dirijan, kad ak manm TET KOLE nan 10 depatman peyi a, fè tout jefò pou respekte epi fè aplike toupatou konsiy ak modòd Asanble Nasyonal mouvman an. An menm tan nou envite yo rafrechi lizyè yo sou dispozisyon atik 53.1 ak 53.2 Regleman Entèn TK yo prevwa kont tout manm ki ta devye prensip oryantasyon ak règ mouvman an, nan non enterè pèsonèl yo oswa enterè politik pa yo.

Pou pèp ayisyen an k ap trimen jouk jodi a anba tant, 10 mwa aprè tranbleman tè a epi ki pran anba kolera okipan yo, nou di kouraj ! Ann goumen pou kanpe pwòp fòs politik popilè pa nou kòm altènativ politik ki kapab rive wete nou nan mera!

ELEKSYON ANBA OKIPASYON FOS ETRANJE AK GOUVENMAN RESTAVEK PA YON SOLISYON POU MAS PEP
FOS PEP LA AK AVNI PEP CHITA NAN KONSTRIKSYON BON JAN OGANIZASYON POLITIK POPILE AK PWOGRESIS

POU KENPTK

ROSNEL JEAN BAPTISTE , GERTA LOUISAMA, JEAN JACQUES HENRILUS

**Pòtoprens 3 novanm 2010**

# Election présidentielle : le temps des sondages et du marchandage

**Par Catherine Charlemagne**

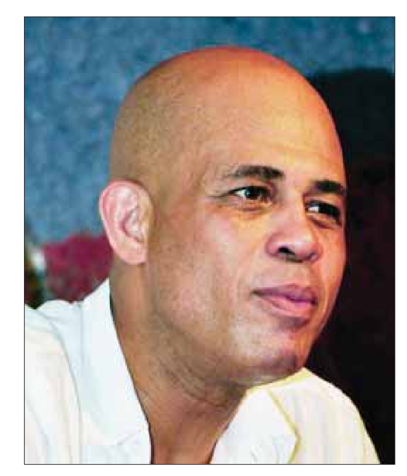
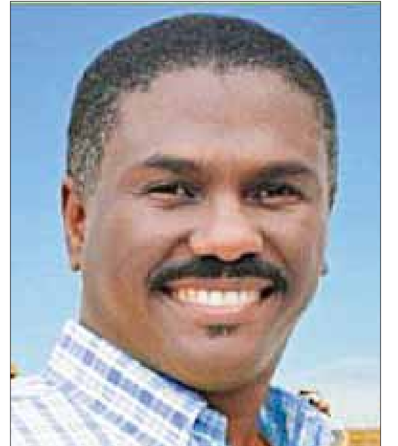
Depuis l'élection présidentielle de 2005-2006, certains tentent à leur manière, de faire entrer Haïti dans l'heure de la modernité politique et électorale. En présentant, en effet, tous les quinze jours, à la population un sondage sur les intentions de vote, une institution de sondage de la société civile, *Bureau de recherche en informatique et en développement économique et social* (BRIDES) pense pouvoir déceler quel candidat à la présidence, voire député et sénateur qui sera élu lors du scrutin du 28 novembre prochain. Selon les responsables de ladite institution, les techniques employées sont suffisamment fiables et même proches des grands instituts de sondages reconnus, pour que la marge d'erreur reste assez faible pour que les résultats annoncés reflètent la réalité.

Cette fois-ci, on veut bien les croire. Car, l'on se souvient qu'en en 2006, plusieurs sondages du même acabit n'avaient jamais vu le candidat René Préval dans la trajectoire de la victoire. Et tout le monde sait pourquoi. Le secteur ayant commandé ces sondages ne souhaitait, pour rien au monde, voir ce candidat figurer parmi les favoris, pire, le voir placé en tête des candidats. Depuis, on connaît la suite. Peut-on dire, cinq ans plus tard, qu'on reprend les mêmes et l'on recommence? C'est l'interrogation de tous, accueillant ces sondages avec scepticisme pour ne pas dire avec des doutes. D'ailleurs, même les candidats donnés favoris restent prudents par peur de la déception.

Quant à ceux placés en position défavorable, ils critiquent ouvertement l'institut et les résultats qu'ils jugent manipulés par leurs commanditaires. Selon les résultats de plusieurs sondages du même institut, la candidate du RDNP, Mme Mirlande Hyppolite Manigat serait à tous les coups élue Présidente de la République. Ces résultats sont constants. Ce qui revient à dire, qu'ils présentent une part de vérité. Les électeurs potentiels auraient fait leur choix et jetteraient donc leur dévolu sur Mme Manigat.

Si cet institut respecte tout l'art en la matière de sondages d'opinion d'une part et d'autre part, s'il n'y a pas de fraudes, il y a lieu de croire scientifiquement à une brillante et éclatante victoire de la première femme élue chef d'Etat d'Haïti. Puisque ce procédé scientifique marche ailleurs, il n'y a aucune raison à ce que cela ne marche pas aussi chez nous. De même, ailleurs comme en Haïti, dans un scrutin quelconque, tant que les électeurs n'ont pas réellement voté, il y a lieu de rester prudent. En Haïti, encore plus, où l'électorat demeure incertain, tant les données sont insaisissables. On ne connaît pas les critères avec lesquels les sondeurs ont procédé pour réaliser ces sondages.

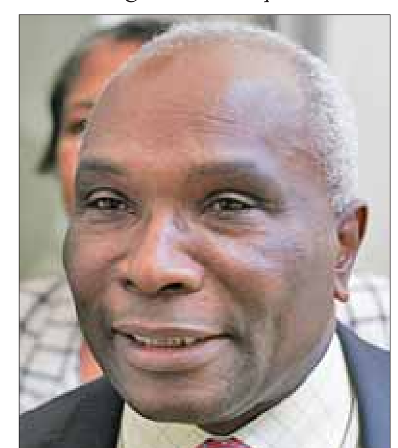
Et l'on ne connaît point leurs motivations et leur appartenance au secteur sociopolitique ayant commandité ces sondages d'opinion. Dans d'autres contrées de la planète, ces considérations auraient été superflues, mais l'on ne peut faire l'économie de ces questionnements pour Haïti, quand on sait la manière dont les élections se réalisent dans ce pays. Et ceci, pour l'ensemble du processus. Si les acteurs de la classe politique et particulièrement les candidats mettent systématiquement en cause l'organisme électoral pour son inféodation au pouvoir exécutif tout en soupçonnant ses membres de corruption, ils ne sont pas moins, pour la plupart, des corrupteurs en puissance.


De gauche à droite : Joseph Michel Martelly, Jude Célestin, et Mme Mirlande Manigat

Tout d'abord, les acteurs et les candidats ne croient pas forcément au vote démocratiquement exprimé par les électeurs ou la population. D'ailleurs, même s'ils font semblant de mener campagne, ils n'y croient pas. Du coup, ils ne le font que pour amuser la galerie ou justifier un don quelconque. En réalité, ils ne pensent qu'à trouver les moyens financiers pour corrompre tous ceux ayant un rapport de près ou de loin avec le processus jusqu'au résultat final. Pour eux, c'est le chemin le plus court ou, pour certains, le seul moyen de gagner le scrutin ou de profiter de l'occasion pour faire un peu d'argent avec l'ensemble de ceux qui ont une bonne raison d'investir dans cette ou ces élections. Les plus pauvres cherchent désespérément auprès de tous les partis ou des candidats de tirer profit de la conjoncture politique, histoire de survie.

Ceux qui ont déjà les moyens de survivre tentent tous les subterfuges pour améliorer leurs comptes en banque par des coups médiatiques et autres soutiens, en dépit du bon sens, à tel ou tel candidat. Toutes ces manœuvres rendent les résultats des sondages suspects, parfois même anecdotiques. Parce que, l'institut, aux yeux de l'opinion publique, paraît peu crédible, les sondeurs, peu fiables parce que naturellement avec des résultats auxquels personne ne croit. Prenons des sondages selon lesquels le candidat Joseph Michel Martelly (Sweet Micky) se retrouve en 2e ou 3e position. Ou d'autres donnent le candidat Inité, Jude Célestin, le candidat du pouvoir tantôt ex aequo avec Mirlande Manigat ou carrément devant elle.

Jean Henri Céant et Jacques E. Alexis

*Suite à la page (18)*

# Haïti : Élections présidentielles à la pointe du fusil

**Par John Marion**

Les élections présidentielles haïtiennes du 28 novembre seront un travesti de démocratie. Non seulement le peuple haïtien est encore à se remettre des effets du séisme du 12 janvier et des pressions diplomatiques des États-Unis, mais le gouvernement se prépare en plus à priver un grand nombre d'électeurs de la possibilité de voter.

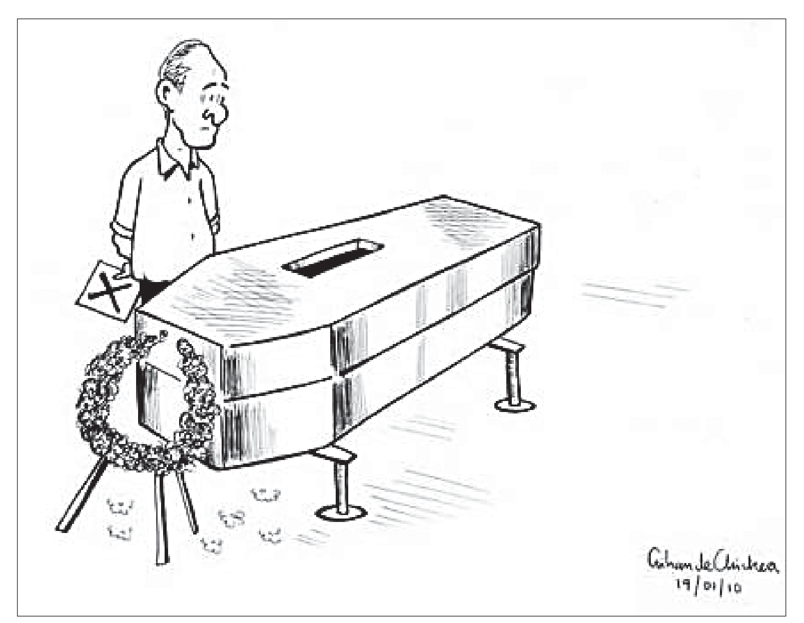
La préoccupation majeure du gouvernement haïtien est d'éviter une explosion politique en raison de sa gestion du tremblement de terre du 12 janvier, dans lequel ultimement plus de 200,000 personnes mourront et que l'arrivé des militaires américains bloqua l'approvisionnement du pays en matériel médical.

Le 28 septembre, le gouvernement imposa une date limite pour l'enregistrement des électeurs, déclarant que les personnes qui se seront enregistrées après la date limite devront attendre les prochaines élections présidentielles avant de pouvoir voter. En conséquence, un grand nombre de personnes se verront nier le droit de vote.

Selon le Conseil électoral provisoire (CEP), quelque 4,5 millions de Haïtiens sont sur la liste des électeurs enregistrés. Cependant, Le Monde rapportait en septembre que les électeurs décédés et immigrés n'avaient pas été purgés de la liste depuis 2005. De plus, des centaines de milliers, sinon des millions, de personnes sont toujours dans des camps de fortune érigés après le séisme.

Le Nouvelliste rapporta le 28 septembre que le gouvernement avait mis fin à l'enregistrement des électeurs, bien que de longues files de gens attendaient pour s'enregistrer. L'office national d'identification (ONI), comptant 141 points de service à travers le pays, émet la carte d'identification nationale (CIN) requise pour voter. Le BNI prévoyait recevoir au moins 400.000 demandes au 28 septembre, mais seulement 290.000 personnes complétèrent la procédure avant l'échéance.

Le journal a décrit les files d'attente face aux bureaux de l'ONI : jusqu'à ce mardi, ils étaient encore nombreux les citoyens qui, au dernier moment, voulaient solliciter leur CIN. De longues files d'attente ont été signalées devant le Bureau central de l'ONI à Babiole. Le spectacle n'était pas si différent à Pétion-Ville où une foule de gens étaient massée devant un autre bureau de cette institution. Certains étaient à leur énième voyage sans succès.




Des électeurs décédés n'avaient pas été purgés de la liste

Même ceux ayant pu s'enregistrer avant le 28, n'étaient pas certains de recevoir une carte. Marie Yolène Gilles, assistante de programme au Réseau national pour la défense des droits de l'homme (RNDDH), explique au journal que: « *Le bureau de l'ONI de la commune de Marigot, est installé dans un couloir du commissariat qui a été inondé à plusieurs reprises par les pluies qui se sont abattues dans le département ces dernières semaines (...). Les responsables ne disposaient pas des listes d'enregistrement des électeurs* ».

Elle décrit également la distribution des cartes dans la commune de Jacmel, où le bureau de l'ONI peut produire de 50 à 60 cartes par jour, mais n'en produisait que 15 à 20. Les opérations du Conseil électoral provisoire sont largement financées par les gouvernements étrangers, avec 7 millions en provenance d'Europe, 1,5 million promis par le Japon, 5 millions provenant des États-Unis et 5,3 millions de l'OAS/Caricom. Officiellement, les élections sont organisées sous la constitution haïtienne de 1987, adoptée après la chute du régime de Duvalier et des lois électorales subséquentes. Cette constitution promet aux citoyens le droit à la vie, à la santé et au respect de chaque individu en conformité avec la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Les conditions en Haïti, cependant, tournent ces promesses en ridicule.

Dix jours après le séisme, des centaines de milliers d'Haïtiens font toujours face à des conditions d'existence absolument horribles, selon un rapport du 6 octobre, produit par l'organisation internationale pour les réfugiés. Même ceux demeurant dans les camps de fortune, sont menacés d'éviction.

*Suite à la page (18)*

# Le choléra, le cyclone Tomas et les prochaines élections participent de la même matrice politique

**Par Marc-Arthur Fils-Aimé**

Le tissu social haïtien qui s'est avéré très poreux lors des dernières catastrophes ne date pas d'aujourd'hui. Ce tissu social dont les premières pierres de son architecture ont été posées dès le lendemain de la proclamation de notre Indépendance en 1804, n'est devenu plus simplement que plus vermoulu. Cette situation résulte de la domination du mode de production féodalo - capitaliste rachitique qui entrave son évolution intégrale. Une minorité riche, issue de toutes les couches épidermiques et protégée par une couche sociale dirigeante réactionnaire et extravertie, en est la principale responsable. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 dernier qui n'a fait que fragiliser davantage la condition de vie des masses populaires rurales et urbaines a affermi notre conviction d'un État affaibli par des gouvernements successifs sans projets nationaux et appauvri par une bourgeoisie compradore. Ces deux forces publiques et privées sont assujetties à l'impérialisme français et surtout américain.

En effet, sur les ruines du séisme se sont greffés malheureusement trois grands évènements qui se chevauchent depuis quelque quinze jours sur la scène sociopolitique haïtienne. Ce sont une épidémie de choléra, le cyclone Tomas et la campagne électorale dont les premières victimes se recrutaient parmi des gens qui fréquentaient en amont le fleuve de l'Artibonite, près d'une base d'un contingent népalais de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTHA). Malgré qu'ils se développent parallèlement, ces trois éléments dominants de l'actualité se rejoignent et s'entrecroisent dans le feu de la politique quotidienne. Ils participent de la même matrice systémique. Le vigoureux élan du gouvernement Bellerive et du président Préval personnellement qui a contribué à une réduction significative du nombre des décès réclame une petite mise au point. Cela montre aussi l'indifférence générale et traditionnelle des dirigeants envers les masses sauf quand ils veulent les utiliser.

Les journées de la première fin de semaine des 4, 5 et 6 novembre derniers ont soulevé l'inquiétude de tout le pays. L'annonce du furibond Tomas ne pouvait laisser personne indifférent. Son passage dans le grand Sud et le grand Nord a causé beaucoup de dégâts matériels, enlevé la vie au moins à une vingtaine de personnes. Les dispositions prises par le gouvernement a, sans aucun doute, limité les dommages en vies humaines. Mais pourquoi, cette brusque impulsion du président Préval qui a accordé cette fois-ci une importance particulière et dynamique à ce fléau ? Tout indique que ce dernier a servi de prétexte pour mener une campagne électorale en faveur de son candidat préféré, en l'occurrence Jude Célestin. Avant, le pouvoir se contentait de constater les maux. Peut-on déceler le même opportunisme eu égard au choléra?

Le choléra, surnommé maladie des mains sales, a atteint en premier lieu des personnes économiquement dépourvues qui s'abreuvaient dans un fleuve pollué par des alluvions de toutes sortes et d'autres déchets, provenant de partout, de l'usine hydro-électrique de Péligre jusqu'aux jardins qu'il arrose. Cela est dû à l'absence pour toute la population d'une couverture nationale d'eau potable. Les dirigeants du pays n'ont plus de programme d'éducation d'hygiène publique pour prévenir ces genres d'épidémie. Ce manque indique bien la dégradation du système en son entier. Même si autrefois le service d'hygiène public ne fonctionnait pas à la perfection, mais au moins le souci était là et cela avait aussi donné d'appréciables résultats. C'est pourquoi en dépit du fait que les symptômes relèvent du domaine médical, le choléra ne peut être détaché du contexte politique global. D'ailleurs, il ne saurait être éradiqué sans des mesures publiques justes. Il nous sera en tout cas difficile de nous en protéger à l'avenir sans une étude de son origine et sans punir pénalement les coupables, le cas échéant. Il est clair pour tout le monde que cette maladie subite est venue de l'extérieur. Comment et par qui ? Sa létale expansion ne semble pas trop déranger les candidats à la présidence, ni ceux qui visent à occuper l'autre tiers du Grand Corps, ou la chambre des députés. Pourtant, les personnes affectées par la bactérie, sont victimes de ce système politique anti -populaire alors que seul l'aspect technique a retenu l'attention du discours dominant. La dépolitisation du choléra apaise la conscience des membres du gouvernement et de l'ensemble des classes dominantes.

Si le choléra étonne beaucoup, c'est surtout à cause de sa nouveauté dans le pays. Les porte-parole internationaux ont rapporté qu'Haïti a connu, il y a une centaine d'années, une telle épidémie. Ce propos est vite relayé par les autorités locales alors que tout au début de sa parution, elles parlaient de la première expérience nationale dans ce domaine. Deborah Jenson a écrit à propos de l'arrivée du choléra en Haïti : « Presque deux cents ans après son arrivée aux Antilles, le choléra a enfin franchi la barrière invisible d'Haïti, comme si quelque lwa des mers ou des barrières aurait échoué. (1) » Peut-être, la communauté internationale détient des documents que ces autorités ne possèdent pas. Cependant, les élections qui sont l`autre élément fort de la conjoncture, ne constituent pas en soi un fait récent pour nous en Haïti. Elles ont accompagné tout au long de notre histoire la classe des grands dons et celle des compradores. D'ailleurs, même avant notre existence de peuple indépendant, Toussaint Louverture du temps de la colonie, en organisait pour envoyer des représentants en France. Les élections tendent à devenir depuis quelque vingt ans un exercice régulier dans la perspective de la modernisation du système. Le remue- ménage gouvernemental, toutes les fois qu'il ne remet pas en question le pouvoir oligarchique, s'identifie de plus en plus à la seule démocratie qui puisse exister selon le vœu du grand capital. « Jamais, en effet, on ne demande aux électeurs d'établir qui doit posséder quoi, ou de se prononcer sur les normes de management en vigueur sur leur lieu de travail. Inutile d'espérer que la sphère politique consente à étendre la démocratie à ces domaines relégués loin d'elle, en organisant des banques'' démocratiques'' sous le contrôle des citoyens. (2) » Mais, de quelle démocratie parle-t- on ? Quelle est sa vraie nature ?

On n'a même pas besoin de s'accrocher à la définition classique du terme démocratie- le pouvoir du peuple par le peuple-pour démontrer que nous vivons actuellement non seulement en Haïti mais presqu'à travers le monde, un détournement de ce précepte. Les riches ont repris à leur faveur la victoire que des masses travailleuses rurales et urbaines ont gagnée de hautes luttes à travers l'histoire universelle. La ploutocratie mondiale avec l'imposition quasi- générale de la globalisation est parvenue à adapter les principes exclusifs d'autrefois du féodalisme à la modernité néolibérale. En ces temps-là, le peuple -ou la canaille- était exclu des élections parce qu'il était en guenilles, analphabète. La femme elle aussi, parce que du haut de la chaire des seigneurs, était carrément déclarée sexe faible. Aujourd'hui, ces masses en sont reléguées d'une autre façon pendant que cette démocratie les instrumentalise en de simples votantes et votants passifs, sans aucun pouvoir réel. Elles n'ont aucune prise sur leur propre gouvernement, voire sur les multinationales qui ont à leur profit subjugué ce dernier. « Il arrive, bien sûr, que les procédures démocratiques débouchent sur des conquêtes sociales. Mais, elles n'en demeurent pas moins un rouage de l'appareil bourgeois, dont le rôle consiste à garantir la reproduction optimale du capital. (3) »

Aujourd'hui en Haïti, nous assistons à une singerie de ces procédures démocratiques. Pourquoi les pays occidentaux veulent nous ajuster sur le plan politique et idéologique comme le font le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale sur le plan financier ? Pour répondre à ce modèle inapproprié, les candidats prostituent leur avenir et hypothèquent leur conscience à la recherche des fonds nécessaires pour répondre aux exigences des campagnes. De l'essence de la démocratie universelle, ne nous est-il pas possible de trouver un moyen pour organiser des élections qui répondent à notre niveau économique et aux conditions sociales de la population ? La réponse sera l'œuvre d'un pouvoir étatique se dotant de mesures adéquates pour sortir de la dépendance en tout.



**Les personnes affectées par la bactérie, sont victimes de ce système politique anti -populaire alors que seul l'aspect technique a retenu l'attention du discours dominant**




**Le vendredi 29 octobre 2010, les étudiants ont protesté devant la base des Nations Unies à Mirebalais, demandant à la Minustah et aux soldats Népalais de quitter le pays**

La situation en Haïti ne présente pas une lecture différente de celle que vit une large portion de la planète. À peine entrée dans la course des élections dites libres, Haïti en est vite sortie par la force de l'argent. Autrefois, les militaires du temps de `` la société des baïonnettes`` pour user d'un des titres d'Alain Turnier, hissaient à la plus haute magistrature de l'État, un des leurs comme la rançon de leurs récurrentes batailles inter- factionnelles. Dans des farces électorales, ils nommaient en réalité les membres des chambres qui de manière indirecte, élisaient le président de la République. (4) « L'armée intérieure d'occupation à la suite de l'invasion américaine de 1915 » pour reprendre les propos de Jean Delille et de Jean-Pierre Alaux (5) manipulait, elle aussi, selon son gré les élections même si depuis 1950, le chef de l'État ainsi que les législateurs sont élus directement au suffrage universel. La succession d'appellations différentes - Gendarmerie D'Haïti (1916), Garde d'Haïti (1928), Armée d'Haïti (1947), et finalement Forces Armées d'Haïti (FADH, 1958) de triste mémoire, abolies dans une mesure drastique par l'ex- Président Aristide en 1995, ne changeait en rien la nature de cette force étrangère dirigée par des Haïtiennes et des Haïtiens (6).

Aujourd'hui, la démocratie est autrement pervertie. C'est l'argent qui règne en roi. L'ordre des choses est autrement perturbé. Nous nous posons des questions sur la valeur et la nature de la démocratie que d'aucuns croient avoir pris sa vitesse de croisière avec les élections en boucle. Plus qu'en 1990, la couche appauvrie et les masses populaires sont de plus en plus exclues des élections qui exigent à chaque joute plus d'argent. Qui peut financièrement participer à cette pollution d'affiches publicitaires très coûteuses en faveur de l'un ou de l'autre des candidats ? A la source même, la constitution qui veut que l'on soit propriétaire d'immeuble et le Conseil Electoral Provisoire qui réclame de fortes sommes d'argent pour se faire inscrire aux différents postes électifs, éliminent la grande majorité des masses populaires. La marchandisation des votes et le lancement des slogans tout faits se substituent à la diffusion de programmes sociopolitiques et économiques. C'est pourquoi nous n'assistons à aucun vrai débat digne d'une campagne électorale qui intéresse des postes si importants. En outre, une violence sourde menace de contrarier le jour décisif du 28 novembre ou potentiellement d'une autre date du processus mis en branle et très largement financé par ladite communauté internationale. Quel prétendant au prochain gouvernement a proposé de contrôler le prix des produits de première nécessité, ou de remettre en question la politique néolibérale ? C'est la seule condition préalable à la promotion de la production nationale. Quel aspirant au prochain exécutif a conçu un plan pour faire respecter les lois, notamment les prescrits du Code du Travail, pour restaurer l'autorité de l'État en général ? Celle-ci est descendue si bas que l'on ne parvient pas à fixer le prix des courses et le trajet des tap-tap ou à régulariser la conduite des motocyclettes.

L'absence d'un parti de gauche implanté dans les masses a laissé le terrain libre à la démagogie idéologique. Elle favorise ainsi largement la sécheresse des idées de "cette démocratie de façade ou de basse intensité" pour reprendre les paroles du professeur Camille Chalmers dans une conférence prononcée le vendredi 29 octobre dernier à la Plateforme haïtienne des Droits Humains (POHDH). Bien entendu, on ne peut imputer cette responsabilité aux fractions de droite et de l'extrême-droite qui mènent la danse sur le terrain. La solution dépend des dispositions concrètes des forces progressistes et révolutionnaires pour construire le Camp du Peuple. Qu'attendent-elles ?

Les Prochaines élections ne constituent pas un élan réel vers la démocratie où les citoyennes et les citoyens exerceront leur droit souverain, piétiné et humilié par des armes de l'impérialisme par l'intermédiaire d'une coalition de soldats de pays appauvris et exploités comme le nôtre. Ces élections corroborent le système obsolète, vieux de plus de deux cents ans, qui maintient la majorité paysanne dans des liens féodaux, qui inscrit Haïti dans la liste honteuse de pays à main d'œuvre à bon marché malgré la qualité de cette main-d`oeuvre internationalement reconnue.

*Suite à la page(16)*

# Haiti Needs Free and Fair Elections!

## November 28 Election is Exclusionary and a Violation of Democratic Rights

*Statement of the Canada Haiti Action Network: November 3, 2010*

The Canada Haiti Action Network (CHAN) is once again expressing its grave concerns about exclusionary elections in Haiti.[1] It joins with the many Haitians as well as human rights organizations in Haiti and abroad in condemning these elections as serving the interests of Haiti's wealthy elite and the foreign powers that have dominated Haiti's past and present.

A national election for president and legislature has been called for Nov. 28. While the focus of international media has been the candidacy of popular hip-hop artist Wyclef Jean and his exclusion from the ballot, the arbitrary exclusion of the candidates of Fanmi Lavalas is of much greater concern. It is the largest and most representative party in Haiti.

This is the third time in the past year that Fanmi Lavalas has been formally excluded from elections in Haiti. The party was excluded from the two-round, partial senate election held in April and June 2009 and from the presidential and legislative election scheduled for late February 2010, cancelled after the devastating Jan. 12 earthquake. Voter turnout in April/June 2009 was less than five per cent following the call for a boycott by popular organizations, including Fanmi Lavalas.

Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) has provided no credible justification for refusing to register Fanmi Lavalas. The council is widely regarded as a biased tool of President René Préval and the foreign powers that back him.

Recent protests outside the offices of the CEP and the US and French embassies demonstrate Haitian popular resistance to ongoing international interference in Haiti's sovereignty. Many Haitians disparage the upcoming elections as "*selections.*" [2]

The push for elections in Haiti is coming from the international powers that sponsored and assisted the overthrow of the elected government and presidency of Jean Bertrand Aristide in 2004. It is a part of the sweatshop labour model for Haiti's future development being touted by Haiti's elite, foreign governments, and Bill Clinton and other representatives of UN agencies and international financial institutions. Canada announced on Oct. 5 that it would fund the elections to the tune of $5.8 million.

Canada's Minister of Foreign Affairs Lawrence Cannon stated last May, "*The sooner we have political stability, the sooner we're going to be able to get economic stability and growth in that country.*" 'Political stability' for Haiti is imperial doublespeak for policies that deny social justice and political sovereignty to the poor and oppressed people of that country. [3]

Fanmi Lavalas leader Maryse Narcisse recently told the IPS news service, "*For us, this isn't just the exclusion of Fanmi Lavalas… What they want to exclude is the majority, the people.*"

She says that Fanmi Lavalas will not participate in the election. "*For us this is a selection, not an election.*"

As U.S. Congresswoman Maxine Walters and 44 other representatives recently wrote in an open letter to Secretary of State Hillary Clinton on Oct. 7, "*Haiti's next government will be called upon to make difficult decisions in the reconstruction process that will have a lasting impact on Haitian society, such as land reform and allocation of reconstruction projects among urban and rural areas. Conferring these decisions on a government perceived as illegitimate is a recipe for disaster.*"

Fanmi Lavalas and its presidential candidate, Jean-Bertrand Aristide, won an overwhelming victory in the 2000 national election. In February 2004, President Aristide and the Haitian legislature and senate were overthrown in a coup d'état backed by US, French, and Canadian armed forces. [4]

The Canada Haiti Action Network calls on the Canadian government to end its support for the sham election of Nov. 28. It must cease its ongoing interference in Haitian sovereignty, which only results in disenfranchising Haiti's poor majority. The suppression of popular dissent by UN and other foreign forces or foreign-funded Haitian police agencies must stop.

We urge members of Parliament and Canada's local and national media to speak out for democracy and national sovereignty for Haiti. No meaningful recovery from the earthquake can take place without the fullest democracy, including popular participation in decision making. Much more Canadian government resources are required for earthquake relief and reconstruction. None should go to continued interference in Haiti's political affairs.

Signed, the following member committees of the Canada Haiti Action Network:

**Haiti Action Montreal**
**Toronto Haiti Action Committee**
**Winnipeg Haiti Action Committee**
**Haiti Solidarity BC**

*To contact the Canada Haiti Action Network: canadahaiti@gmail.com. Phone Roger Annis at 778.858.5179 (Vancouver) or Niraj Joshi (Toronto) at 416.731.2325. Please voice your concern to the Minister of Foreign Affairs of Canada. See a suggested letter of concern here: www.canadahaitiaction.ca/statements*

**Footnotes:**

**1.** See CHAN statements: April 16, 2009, 'Haiti's Unfair Elections' and December 28, 2009, www.canadahaitiaction.ca/node/158; and 'Haiti: Flawed election in the making', www.canadahaitiaction.ca/node/66

**2.** For background on recent elections in Haiti: www.canadahaitiaction.ca/content/haitis-election-unfair-and-undem...

**3.** www.cbc.ca/canada/montreal/story/2010/05/21/mtl-cannon-haiti-elec..., *Damming the Flood* (Verso Books, 2008)

**4.** See Peter Hallward, Damming the Flood (Verso Books, 2008)

# From Humanitarian Crisis to the Crisis of Humanitarianism

**By Jane Regan**

The way Haitian and international authorities dealt with Hurricane Tomas can teach us a great deal about how the powerful in Haiti are dealing with the powerless, especially the 1.3 million living in refugee "tent cities."

For example, President Rene Préval urged homeless families – who have been living under tarps and tents for almost ten months now – to leave their tents and go stay with friends or family on higher ground.

Wouldn't families have done that long ago, if it were an option?

"*The majority of the people here have nowhere else to go,*" said François Delouis of the Sentra Park Camp in Grand Goâve told journalists recently. "*Their houses were truly destroyed. If I knew someone here had a house that was okay, I'd curse him out. Nobody is here by choice.*"

No human being would choose to live in the squalid camps with their fetid toilets, lack of electricity, schools, and other services.

On Nov. 5, as the rain fell, a young resident of the camp which covers Pétionville's Place St. Pierre, which is reminiscent of Manhattan's Washington Square Park, walked to a radio station that was providing non-stop Tomas coverage and waited in line to speak into the microphone. When it was his turn, his quiet, desolate voice said more than his words.

"*When the rain falls on our blue plastic roofs, its as if we were sleeping in the streets,*" he said. "*We get wet. They don't do anything for us. On top of that, we're hungry. We don't have any food to eat. You know that most of our parents don't work…*"

Earlier this week, the International Organization for Migration, now headed by a former U.S. Ambassador to Haiti William Lacy Swing, tried to move residents of the supposed "*model resettlement camp*" out of their temporary homes. But the Corail-Cesselesse camp, as relief worker Georgienne Nienaber wrote in a Nov. 3 Huffington Post post, "*is Haiti's grand illusion… [W]hy the Haitian government green-lighted a relocation camp in a flood zone is anyone's guess.*" One could make an educated guess. According to the Associated Press, some of that flood plain land is owned by businessman Gérald-Emile "Aby" Brun, who also served on the commission that helped the Haitian government decide where to put camps. Brun was also a lead negotiator with a Korean textile firm that hopes to put factories nearby.




**The Corail-Cesselesse camp: "Everyone has known for months that the camp is not safe for any housing – temporary or permanent."**

Everyone has known for months that Camp Corail's location is not safe for any housing – temporary or permanent. In a recent exposé by "Haiti Grassroots Watch" on the lack of any coherent or workable plan for Haiti's internally displaced (IDPs), Géhard Tauscher, an employee of the International Committee of the Red Cross and Coordinator of the "*Shelter Cluster*" – an informal grouping of international and bilateral agencies and humanitarian and aid organizations – confirmed that the land is currently unsafe. As of Oct. 12, little progress had been made, or was even in sight, for the hundreds of thousands living under pieces of plastic, which rain penetrates and any high winds will quickly shred.

In her column, Nienaber also noted that the United Nations Office on Humanitarian Affairs (OCHA) had a list of places where Haiti's 1.3 million IDPs could take shelter, assuming the penniless camp dwellers could find a computer, electricity, online access, and then link to an Excel document. "*[M]aybe, just maybe, the shelters can handle 50,000,*" she wrote. That leaves 1,250,000 that will need housing when the next storm barrels through the Caribbean.

More confoundingly, OCHA is also pleading for donations. But hasn't OCHA been in Haiti for at least ten months now? Didn't former U.S. President Clinton announce plans to spend $1 million on hurricane preparedness measures five months ago? Haven't billions been donated by citizens, governments and multilateral agencies for relief efforts to assist the Haitian people for just these types of emergencies?

*Continued on p(16)*

# Aid Facts on Haiti

**By Roger Annis, Canada Haiti Action Network**

*(All figures are based on the latest statistics from the Office of the UN Special Envoy on Haiti, September, 2010. Corrections welcomed. This aid feature will soon be posted to the CHAN website – http://www.canadahaitiaction.ca www.canadahaitiaction.ca – and kept updated. We leave aside comment on the utility, or not, of the international spending promised for Haiti.)*

• US$6.036 billion was pledged for Haiti in NYC on March 31, 2010, for the following 18 months in all fields of spending—government, international agencies, charities and NGOs. Of that, $886 million is for debt relief.

• As of September, $1.940B has been pledged for 2010. That's 32% of the total March 31 pledges. Of this amount, $1.317B has been disbursed or committed. That's 22% of total pledges. The US has committed zero for 2010.

• We have passed the seven-month mark since the NYC conference. At this rate, less than half of total pledges will be realized.

**Haiti Interim Reconstruction Commission**

• Of the $6.036B pledged in NYC, $507 million was destined for the commission. Of that, $163M has been paid or "confirmed" – 27% – including US$30M from Canada. Neither the US nor France have paid nor confirmed.

**Canadian Funding**

• In NYC on March 31, Canada said it is committing US$632 million to Haiti for 2010/11. This includes funding already promised to Haiti in Canada's pre-earthquake, CAN$555M aid budget for the years 2006-2011. CAN$150 million was spent up to March 31, 2010; none of this went to the Haitian government.

• Of the US$199M promised for 2010, Canada has disbursed $44M, or 22%.

• Since the earthquake, Canada has announced spending on police equipping and training of at least CAN$58 million: $44 million in April, $4.4 million in May, and $9.5 million in November. These include the construction of a training academy and a new national headquarters for the Haitian National Police. Policing is the largest item of Canadian government spending in Haiti to date. Additionally, it is giving $5.8 million to the flawed, November 28 election.

• The two largest non-police spending items are US$19M to the World Food Program and US$19M to a hospital in Gonaïves. The hospital has been promised for many years and remains a promise only.

# L'AIDE HUMANITAIRE À L'ENDROIT D'HAÏTI UNE RECONQUÊTE COLONIALE !

**La solidarité humanitaire à l'endroit d'Haïti, c'est-à-dire de l'aide qu'elle reçoit de la part des gran manitous de la Communauté Internationale met en cause la souveraineté nationale haïtienne**

Par Berthony Dupont

De graves dangers, des dangers imminents, menacent l'existence souveraine du peuple haïtien. La misère et la pauvreté ont atteint en Haiti un degré inestimable, rendant accablante, déchirante et même impossible la vie des masses populaires. Pourtant, par une tragique ironie, il ne se passe pas de jour sans qu'on entende parler de solidarité humanitaire à l'endroit d'Haïti, c'est-à-dire de l'aide que le pays reçoit de la part des grands manitous de la Communauté Internationale. En effet, cette solidarité combien importante met déjà en cause la souveraineté nationale haïtienne, si l'on tient compte de l'état de délabrement dans lequel se trouve le pays actuellement avec tous ces experts internationaux qui dirigent l'Etat.

Pour mieux saisir la portée de ce phénomène, il nous faut partir de l'époque coloniale avec l'arrivée de l'expédition de Leclerc, envoyée pour rétablir l'esclavage à Saint-Domingue en 1802.

Cette expédition ne fût pas particulièrement un projet de la France, mais bien celle d'une Communauté Internationale naissante, parce qu'elle était composée de la France, de l'Espagne, de la Hollande, de la Pologne et de l'Angleterre. Le général Leclerc, commandant de cette expédition, avait reçu des instructions claires et précises de Napoléon Bonaparte, à savoir : « *utiliser la violence pour tracer un exemple sûr afin que plus jamais de nègre, se libérant de l'esclavage et de la domination coloniale, ne constitue un modèle de référence pour le monde noir* »

C'est dans ce but que 24.000 hommes avaient envahi la colonie Française de Saint-Domingue pour buter sur leur défaite en novembre 1803, suite à la bataille de Vertières qui se traduira par l'indépendance de ce coin de terre, symbolisant la Première Nation noire, souveraine de l'hémisphère. On ne peut s'empêcher de penser que les esclavagistes occidentaux n'ont toujours pas digéré leur échec. Et depuis, Haiti s'est trouvée confrontée à pas mal de persécutions et de problèmes politiques venus de toutes parts. Comme nous le savons, son Fondateur a été assassiné, deux années après l'indépendance, occasionnant la scission du pays en deux États : le royaume du nord et la république du sud ; scission encouragée par une campagne de déstabilisation, orchestrée par ces puissances esclavagistes qui avaient vu Haiti comme une menace à leur économie qui, en ce temps là, était essentiellement basée sur le système esclavagiste.

Depuis cette époque, la paix ne règne plus en Haiti. Les forces esclavagistes, aujourd'hui impérialistes, n'ont jamais pardonné Haiti ni cessé de la déstabiliser pour non seulement la reconquérir mais la punir, du fait d'avoir posé le jalon incontournable de mettre fin à la traite négrière, à l'esclavage et au colonialisme.

Bien que la classe dominante haïtienne reste toujours inféodée à la politique de son ancienne Métropole, la France n'a jamais eu la possibilité de redevenir maîtresse de son ancienne colonie; sauf aujourd'hui, grâce à la filière de l'aide humanitaire, elle s' y est infiltrée pour manœuvrer et manigancer des actes négatifs dans le pays dont la plus récente a été sa participation souterraine mais active à la campagne de propagande contre la célébration du Bicentenaire de notre indépendance en 2004, qui s'est soldée par un coup d'Etat chapeauté par la Communauté Internationale. Qui pis est, le gouvernement français a profité de cette situation pour envoyer ses militaires sur le sol Dessalinien et ils sont présents dans le pays jusqu'à nos jours.

A chaque moment historique d'importance, l'oligarchie dirigeante internationale ajuste toujours son tir pour ne pas perdre le contrôle hégémonique d'Haïti. En fait la première grande initiative de mettre Haiti à genoux sous les bottes étrangères, n'aura pas été réalisée par la France, mais bien par les Etats-Unis, encore sous le même prétexte d'aide humanitaire.

En préparation de leur sale besogne, le ministre des États-Unis d'alors en Haiti le Dr. Henry W. Furniss avait envoyé ce rapport, au Département d'État en 1909 pour justifier leur plan d'occupation du pays qui allait se réaliser 6 ans plus tard : « *Après environ trois ans de résidence en Haïti et une étude très approfondie des gens et du gouvernement, j'en suis arrivé à la conclusion que dans le cadre du système actuel, il est impossible d'avoir un bon gouvernement tant qu'il sera dirigé par des Haïtiens. A la lumière des informations recueillies au cours de mes voyages effectués de ville en ville à travers le pays, je suis convaincu que, bien que ce soit l'un des pays les plus riches des Tropiques en matière de ressources naturelles, Haïti ne peut se développer et devenir une nation paisible et prospère, sans changer entièrement de système de gouvernement ; ce qui nécessiterait l'appui moral et matériel d'une nation plus puissante (***Entendez par là celle des États-Unis***), vu qu'un tel changement ne pourrait être accompli par les Haïtiens tout seuls* ». Et au président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, de déclarer plus tard « *Il faut constamment soulever les va-nu-pieds contre les gens à chaussures et mettre les gens à chaussures en état de s'entredéchirer les uns les autres ; car c'est la seule façon pour nous d'avoir une prédominance continue sur ce pays de nègres qui a conquis son indépendance par les armes. Ce qui est un mauvais exemple pour les 26 millions de Noirs d'Amérique* ».

Voilà pourquoi le 28 juillet 1915 les colons de l'Amérique accomplissaient leur rêve. Ils ont envahi militairement Haiti, sous prétexte de rétablir l'ordre et l'ont occupée. A peine débarqués, leur première préoccupation fût d'orienter l'économie du pays dans le sens de leurs intérêts. Pour ce faire, ils avaient rapidement pris le contrôle de deux importants bâtiments financiers du pays, en l'occurrence la Douane et la Banque Centrale. Cette dernière a été vite vidée de sa réserve en or qui a été volée pour être expédiée à la City Bank de New York.



**L'aide humanitaire n'a pas pour objectif de sortir les déshérités de la misère ou de la pauvreté**

Pour l'histoire, rappelons qu'en ce temps là, on pratiquait encore la ségrégation raciale aux Etats-Unis. On n'acceptait pas de noirs au sein du corps des Marines yankees et la majorité des troupes d'occupation venait du Sud des États-Unis, région où la ségrégation était la plus forte. Dès lors, on peut imaginer, la férocité de la violence raciale avec laquelle les occupants ont traité le peuple haïtien.

Heureusement, nos paysans avaient organisé une résistance à travers les Cacos sous la direction de Charlemagne Péralte et de Benoît Batraville qui en quelque sorte, peu ou prou, avaient altéré cette violence et cette humiliation.

Cette occupation de 19 ans n'a pas été favorable au peuple haïtien. C'est une illustration des méthodes utilisées par l'impérialisme pour démanteler, précisément, les forces progressistes. Au sujet des besoins du pays au point de vue socio-économique, cette occupation en guise de l'orienter, ne cesse de l'enterrer beaucoup plus dans le sous-développement.



**La priorité de la Communauté internationale n'est pas une aide effective aux sinistrés qui vivent sous les tentes dans des conditions infernales**

En réalité, outre l'effet psychologique de domination et la fonction politique de cette occupation de 19 ans, elle ne nous a laissé rien d'autre en héritage qu'une armée d'occupation. Et la majorité des officiers de cette Gendarmerie nationale laissée en place par l'occupant avait des liens secrets avec les services d'intelligence américains, qui la manipulaient pour faciliter leur complète ingérence dans la politique interne du pays. Cette Gendarmerie allait devenir plus tard Forces Armées d'Haiti dissoutes, en 1995 par l'ex-président Aristide lui-même victime d'un coup d'Etat exécuté par ces Forces Armées manipulées par les Etats-Unis.

Dans ce sens, bien que les marines fûssent partis en 1934, Washington continuait cependant de contrôler le pays par la filière de gouvernements réactionnaires qu'il manipulait à sa guise: les approuvant et les appuyant, s'ils se conformaient à sa politique, les renversant, s'ils manifestaient la moindre velléité d'autonomie ou lorsqu'ils leur déplaisaient. Ainsi le gouvernement des Duvalier et celui de l'actuel président Préval sont deux exemples concrets qui illustrent clairement la domination coloniale des Etats-Unis sur Haiti. Il y a fort longtemps, que cette domination se présente sous un visage humanitaire, avec des centaines d'ONGs, jouant un
rôle politique majeur, voire pernicieux puisque f
par les pays impérialistes, auprès desquels, il leur a
signé la mission d'influencer et de coopter les espr
les amener à jouer le jeu de l'occupant.

C'est donc à partir de cette présence hum
comme nouvelle formule de domination, que les so
aides étrangères, provenant de la Communauté
tionale s'octroient à nouveau le contrôle du pays a
notamment des puissances tutrices comme la
les Etats-Unis, le Canada et l'Union Européenne.
rité, l'aide humanitaire n'a pas pour objectif de s
déshérités de la misère ou de la pauvreté, mais c
le drame humain en cours pour servir les intérêts
qu'ils manipulent. C'est la raison pour laquelle l'ai
pas déployée pour servir les masses populaires, en
des routes, des écoles, des hôpitaux, des infrast
mais bien pour enrichir l'oligarchie et des gouvern
anti-populaires. En somme l'aide favorise le main
pouvoir de gouvernements corrompus et d'autres
tions politiques qui n'ont rien à voir avec nos pro
économiques et sociaux. Au contraire cette aide a c
la destruction de notre agriculture et d'autres do
importants du pays. En réalité, cette aide huma
affublée d'un masque de solidarité internationale,
d'outil d'ingérence sous couverture humanitair
mieux orienter leur domination politique.

En 1991 et en 2004, les Etats-Unis ont c
deux coups d'état pour renverser le président const
nel d'alors, Jean-Bertrand Aristide, la première foi
et la deuxième fois, avec la complicité agissante c
sances tutrices comme la France, le Canada et l'Un
ropéenne. Deux coups qui ont entraîné deux interv
étrangères. Le but prétendu de ces interventions
restauration de l'ordre et le maintien de la paix, q
fait, le premier coup avait des raisons très spéc
éliminer les masses populaires qui supportaient
vernement Lavalas et également faciliter la pén
en profondeur du fléau néolibéral, commencé dans
nées 80 sous le régime de Jean-Claude Duvalier, in
Haïti par l'impérialisme américain, avec l'aide acti
propre classe dirigeante encombrante et réactionn
second coup en 2004, perpétré par les USA et la
c'est pour avoir soulevé la question du rembou
des 21 milliards de dollars extorqués par la Fran
Haïtiens à partir de 1825, pour prix de leur lib
France dépitée, a alors soutenu à fond, le coup d
2004.

Cette troisième occupation des Etats-Unis,
nant sous couverture des Nations Unies relayée
Mission des Nations Unies pour la Stabilisation
(Minustah) est soutenue et malheureusement lar
considérée, pas seulement aux États-Unis mais à
le monde comme une « opération humanitaire »
de stabiliser la situation à Haïti, afin d'aider le peu
tien dans sa quête de développement et de la co
tion d'un climat politique stable. Or il n'en est rie
dans ce contexte systématique de mensonges et
fusion qu'un grand nombre de pays a rejoint cet
d'occupation.

Le Brésil, à qui le chef de file des pays impé
a confié la tâche de diriger cette occupation, a eng
armée dans une honteuse agression contre Hait
lustrant également son rôle de subalterne des Eta
A ce compte, dans le cas de l'Amérique latine, il af
statut de sous-impérialisme et espère gagner une
ité pour obtenir un siège permanent au conseil de
de l'ONU.

Mais une chose demeure certaine, la présen
Minustah est pour rassurer les capitalistes occid
notamment les Etats-Unis, la France, le Canada et
Européenne bastions et principales forces du colon
contemporain et pour garantir une certaine stabi
qu'ils puissent atteindre sans aucune contrainte
jectif, à savoir, nous imposer leur civilisation, le
tique, leur idéologie, leur façon d'agir et de vivre e
mot, la recolonisation. Ceci n'est rien de plus que

sistance de l'opinion raciste de ces gouvernements - qui n'est pas récente - et selon laquelle nous sommes incapables de conduire les destinées de notre pays de manière adéquate.

Cela ne veut pas dire qu'Haiti n'a jamais eu aucun lien ni ne souhaite aucune solidarité avec d'autres pays frères. Loin delà ! Car il y a l'aide de la République révolutionnaire de Cuba et celle du Venezuela par exemple et d'autres pays qui ne s'immiscent pas dans nos affaires. On ne peut que les féliciter. Ce ne sont que des manifestations désintéressées de solidarité internationale de peuples frères. L'aide de Cuba à Haiti est spontanée, libre de pression politique. C'est une aide offerte aux secteurs de l´industrie de la pêche, pour la formation de techniciens ou de la mécanisation de l'industrie de la canne à sucre en vue de l´augmentation de la production sucrière. D´autres exemples de coopération de Cuba avec Haïti, sont dans le cadre de la santé avec des médecins cubains, travaillant gratuitement dans le pays, et également à de nombreux jeunes haïtiens qui sont allés étudier dans différentes universités de Cuba. Nous ne pouvons pas oublier de citer aussi l'UNASUR et L'ALBA. Grâce aux initiatives solidaires des gouvernements progressistes et internationalistes cubain et vénézuélien, L'ALBA a fait faire des progrès significatifs à Haïti bien avant le tremblement de terre, en construisant des hôpitaux ruraux , des écoles de campagne, en fournissant de l'essence subventionnée ainsi que des prêts de développement à taux réduits.



Il faut en finir avec cette mainmise néocoloniale pour avant tout laisser au peuple haïtien la responsabilité de son avenir




Un médecin cubain travaillant en Haiti

Lors de la catastrophe du 12 Janvier 2010, au cours de laquelle plus de 300.000 haïtiens ont perdu leur vie, les villes de Port-au-Prince, de Jacmel, de Léogane, de Petit Goâve et de Grand Goâve ont été dévastées; l'attention de la planète entière était convergée vers Haiti, apportant sa solidarité humanitaire. Que c'était beau ! On ne peut guère nier cet immense élan de solidarité qui s'est manifesté à l'égard du peuple haïtien. Peu après, il y a eu des conférences par-ci par là. C'est ici même au Canada le 25 janvier 2010 qu'a eu lieu la première grande conférence sur le sujet à savoir, comment reconstruire le pays ? Du 15 au 17 mars 2010, était tenue en République Dominicaine, à l'hôtel Santo Domingo une seconde réunion dite préparatoire à celle du 31 mars aux Nations-unies. Malheureusement, malgré toutes ces conférences à grand renfort de publicité la montagne n'a accouché que d'une souris, vu qu'en dépit de ces millions promis par les pays donateurs, jusqu'à nos jours rien ou presque rien n'a été fait pour la population qui continue à vivre dans des conditions inhumaines.

Certains pays peuvent être de bonne foi en voulant solidairement aider un pays frère ; mais ce n'est pas l'objectif et l'idéal des grandes puissances, représentant des multinationales qui ne pensent qu'à s'accaparer des richesses des plus petits pays. Alors aujourd'hui que l'opportunité leur a été offerte pour en faire une bouchée, d'absorber un petit pays sous prétexte d'aide au développement, l'impérialisme est en train de se frotter les mains, profitant des catastrophes naturelles qui s'y abattent.

En ce sens, ce qui se passe en Haiti, n'est rien d'autre que la manifestation de la volonté des exploiteurs impérialistes de s'approprier légalement les richesses de notre terre par le biais de la dévastation sociale dont ils sont à l'origine. Il y a belle lurette, que le Conseil de sécurité des Nations Unies réfléchissait sur les moyens de mettre Haiti sous protectorat, puisque selon eux, c'est un pays qui a échoué. Mais, ils n'ont pas le courage de dire la vérité que c'est le pillage du pays qui l'a voué à l'échec, puisque c'est un pays qu'on a ruiné et appauvri. Aussi il est important de rappeler que tout ce qui est arrivé en Haiti est l'échec programmé d'un système corrompu et pourri mis en place depuis bien longtemps contre le peuple haïtien par les pays impérialistes ; eux qui, pour cacher leur mésaventure, ont adopté le nouveau label au vernis humanitaire de « Communauté internationale ».




Haïti a déjà été en plusieurs fois colonisée, après six ans d'occupation onusienne en Haïti, aujourd'hui elle est recolonisée, suite au tremblement de terre du 12 Janvier. La communauté internationale dix mois après la catastrophe, reste passive alors que les victimes du séisme ne sont pas encore relogées dans des maisons convenables. Les Etats-Unis, la France, le Canada et les Nations unies sans parler d'une série d'organisations non gouvernementales, n'ont pratiquement rien fait pour reloger les sinistrés jusqu'à date. Une seule chose compte pour eux c'est de permettre aux multinationales de venir s'installer pour continuer l'exploitation à outrance de la main d'œuvre haïtienne avec des salaires rappelant l'esclavage. Déjà les conditions dans lesquelles vivent les victimes du séisme dans les camps n'ont rien à envier de l'esclavage.

Deux faits importants éclairent l'évolution de la situation. Le premier est que le tremblement de terre du 12 Janvier sert de prétexte à la Communauté Internationale pour accélérer la mise en place de son programme néolibéral et pour renforcer l'occupation du pays. Car les Etats-Unis, au lendemain du séisme, n'avaient pas hésité à envoyer plus de 20.000 soldats, sous couverture de solidarité humanitaire. En d'autres termes, l'humanitaire n'est qu'un prétexte utilisé par ces vautours, ces puissances capitalistes pour servir non seulement leurs propres intérêts mais ceux des classes dominantes. C'est dans cette optique que Mohamed BELAALI avait souligné que « *Ce sont ces mêmes impérialistes qui ont détruit, à travers leurs programmes d'ajustement structurel, les services publics pour les remplacer par la charité des ONG humanitaires. L'aide humanitaire est subordonnée aux calculs et aux stratégies des puissances impérialistes, notamment des États-Unis qui l'instrumentalisent cyniquement pour leurs seuls intérêts. L'humanitaire est une forme de corruption à travers des aumônes déguisées en dons. Il sert à maintenir dans la dépendance les dominés pour mieux les asservir* ».

Le second fait, est que, quoi qu'en dise la propagande officielle, la création de la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti (CIRH), une institution internationale dominée par le fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale, reste aux yeux de l'opinion publique un objectif de conquête. Haiti n'a pas été détruite, ce sont seulement quelques villes qui ont été endommagées par le séisme, alors pourquoi parler de «Reconstruire Haiti» ? A ce sujet, et pour essayer de fermer la bouche à ceux qui revendiquent une vie meilleure pour les victimes du 12 Janvier, le représentant de la Métropole Bill Clinton, plein d'arrogance à la face même du peuple déclara au mois de juillet dernier « *que devant la situation des pays de l'Asie du sud-est, frappés en 2004 par un tsunami, celle d'Haiti était bien meilleure pour une période post-catastrophe égale* ».C'est alors dire qu'on est en bien meilleur état, et qu'on n'a pas à se plaindre.

Cette Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti (CIRH), comme l'a si bien signalé Camille Charlmers dans un sursaut de loyauté, « *ressemble étrangement aux commissions envoyées par les colons français avant 1804. Elle est sans aucun doute une répétition du "receveur général" nommé par l'occupation américaine après 1915 pour gérer les finances publiques de notre pays. Elle consacre "l'incapacité des haïtiens à diriger leur pays" proclamée dans le discours colonial et néocolonial tout au cours des 206 dernières années. Elle complète le dispositif mis en place depuis 2004 avec la Force Multinationale Intérimaire (FMI) en février 2004 et la MINUSTAH en juin 2004. La CIRH parachève un dispositif d'occupation et d'administration internationale avec l'élimination complète de nos espaces de gestion administrative et de notre souveraineté.* »

Et il ajouta que « *les décisions prises en 1915 sont, en partie, à l'origine du naufrage actuel de notre pays. L'occupation militaire de 1915 n'a apporté ni la paix, ni la prospérité promises. L'occupation militaire américaine a aggravé la crise structurelle du début du XXème siècle comme la CIRH va aggraver la crise actuelle en accélérant l'effondrement national.* »

A ce stade, nombreux sont ceux qui disent que tout est fini pour Haïti, vu que la situation est complètement révoltante, l'état des lieux désastreux, le pays vidé de sa substance. De fait, la priorité de la Communauté internationale n'est pas une aide effective aux sinistrés qui vivent sous les tentes mais bien de reconstruire le centre commercial pour faciliter les grandes compagnies industrielles. En réalité, le rôle des multinationales dans cette affaire, n'est jamais apparu plus clairement, face à ce qu'il faut bien appeler une conspiration, la plus grave sans doute qu'ait connue le peuple haïtien. Tout indique que la Communauté Internationale est déterminée à s'aventurer dans une politique criminelle de fuite en avant qui menace d'embraser le pays tout entier.

*Suite à la page(18)*

La présence de la Minustah est pour rassurer les capitalistes occidentaux, notamment les Etats-Unis, la France, le Canada et l'Union Européenne




De gauche à droite Clinton, Préval et Bellerive. La Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti que dirige Bill Clinton, n'est qu'un instrument, visant non seulement à parachever le processus de recolonisation, mais bien à reconstruire le capitalisme en Haiti.




Pour renforcer l'occupation d'Haiti, les Etats-Unis, au lendemain du séisme, n'avaient pas hésité à envoyer plus de 20.000 soldats dans le pays, sous couverture de solidarité humanitaire

*Suite de la page(5)*
pas juste pour avoir leurs votes. Ils ne sont pas stupides: nous marchions ensemble selon des principes démocratiques pour une vie meilleure. Si maintenant, ils continuent à demander mon retour, six ans après mon enlèvement, cela signifie qu'ils sont très intelligents. Ils peuvent être analphabètes, mais ils ne sont pas bêtes. Ils se souviennent de ce que, ensemble, nous essayions de faire. Je souhaite donc que les politiciens ne se concentrent pas sur moi, mais plutôt sur le peuple et non pas le peuple pour les élections mais pour leurs droits - le droit de manger, le droit d'aller à l'école, le droit aux soins de santé, et le droit de participer dans un gouvernement. Malheureusement, en 2006 ils ont élu quelqu'un qui les a trahis, ils s'en rendent compte maintenant. Oh là là là ! Ils disent: Qui d'autre viendra? Est-ce que cette personne nous trahira après avoir eu nos votes? Ils hésitent, et je les comprends, car ils ne sont pas stupides.

**NR:** Voilà maintenant une question pratique. Comment voulez-vous traiter avec le parti Lavalas en Haïti? Vous êtes toujours le leader national de Lavalas. Ne pensez-vous pas que ce serait une meilleure idée de transférer le leadership à quelqu'un d'autre en Haïti? Ne serait-ce pas une meilleure stratégie à long terme, plutôt que de s'accrocher au titre de chef de parti? Après tout, c'est l'un des prétextes utilisés pour ne pas autoriser Lavalas à participer aux élections passées ainsi qu'à l'avenir en Haïti?

**JBA:** Si nous respectons la volonté du peuple, alors nous devons faire attention à ce qu'ils disent. Je suis ici, mais ce sont eux qui prennent les décisions. Si, aujourd'hui, ils décident d'aller dans ce sens, alors vous devez respecter leur volonté. Cela signifie que je ne suis pas celui qui les empêche d'avancer en tenant un congrès et d'avoir un autre chef et ainsi de suite. En fait, en dehors d'Haïti je n'agis pas en tant que leader national, pas du tout. Je ne prétends pas être capable de le faire et je ne veux pas le faire. Je sais que ce ne serait pas une bonne chose pour le peuple d'agir de la sorte.

Ils ont dit que c'est une question de principe. Premièrement, ils veulent mon retour, et alors ils peuvent organiser un congrès pour élire un nouveau chef et aller de l'avant. Je respecte cela. Si, aujourd'hui, ils veulent le changer, qu'il en soit selon leur volonté. C'est ça la démocratie.

Ce qui est derrière l'image nationale est un sophisme. C'est un sophisme quand, par exemple, ils prétendent qu'ils se doivent d'exclure Lavalas pour résoudre le problème. Ne pas avoir Lavalas dans une élection, parce que c'est une sélection, c'est un sophisme.

Avant, j'ai dit «*post-hoc ergo propter hoc*» ou «à la suite de cela, donc à cause de cela», et maintenant je peux dire «*Cum hoc, ergo propter hoc*» ou «*avec ceci, donc à cause de ceci* «. C'est aussi bien une erreur de logique. Ils ne résoudront pas le problème sans la majorité de la population. Ils doivent les inclure dans une élection libre, juste




et démocratique avec mon retour ou avant mon retour ou après mon retour. L'inclusion du peuple est indispensable pour être logique et pour progresser vers une meilleure Haïti. C'est la solution.

**NR:** Alors, concrètement, si vous deviez dire aujourd'hui que vous endossez Maryse Narcisse comme leader national, ils accepteraient les candidats Lavalas?

**JBA:** L'année dernière, j'ai reçu


SE LI PEP LA TOUJOU CHOIZI

une lettre du Conseil électoral provisoire, en passant, un conseil qui a été choisi par le président, pour dire qu'ils font ce qu'il veut. Exclure Lavalas a été la mise à exécution de la volonté du gouvernement d'Haïti.

J'ai reçu une lettre de leur part m'invitant à une réunion et je me suis dit, «Oh c'est bien. Je suis prêt. Je vais y aller». Puis ils ont dit dans la lettre: «Si vous ne pouvez pas venir, enverriez-vous quelqu'un en votre nom? «Alors j'ai dit ok et j'ai répondu dans une lettre (1), qui a été rendue publique, en demandant au Dr Maryse Narcisse de représenter Lavalas et de présenter les candidats de Fanmi Lavalas sur la base de la lettre que j'ai reçue du CEP. Mais ils ont refusé parce que le truc était de m'envoyer la lettre et d'assumer que je ne répondrais pas. Ensuite, ils pourraient dire au peuple haïtien, «Voyez, il ne veut pas participer à l'élection.» Alors, ils ont utilisé un prétexte pour faire croire qu'ils sont intelligents, alors qu'en réalité c'était pour cacher la vérité.

**NR:** N'ont-ils pas prétendu à un moment donné qu'elle était fausse, ou bien que ce n'était pas votre signature?

**JBA:** Ils ont fait valoir que le mandat émanant de moi aurait dû être validé par le consulat d'Haïti en Afrique du Sud, alors qu'ils savent bien qu'il n'y a aucun représentant du gouvernement haïtien en Afrique du Sud, vous voyez.

**NR:** Pas d'ambassade du tout ?.

**JBA:** Non, quand j'étais président, j'avais nommé un ambassadeur en Afrique du Sud, mais ça a pris fin avec le coup d'Etat. Après notre indépendance, nous avons dû attendre jusqu'en 1990 pour avoir des élections libres et démocratiques. Nous ne pouvons pas changer la réalité économique en un jour, en un an, mais au moins nous devrions continuer à respecter le droit des Haïtiens à voter. Alors aujourd'hui, pourquoi jouer avec le droit de vote? C'est cynique. Vous ne pouvez pas améliorer leur vie économique et vous les privez de leur droit de vote. C'est cynique. L'Afrique du Sud a fait quelque chose qui pourrait être une bonne chose pour de nombreux pays, dont Haïti. En 1994, quand les Sud-Africains ont pu voter, ils ont essaient d'avancer sur la voie d'élections libres et équitables, tout en essayant d'améliorer leur vie économique. C'est la bonne façon de procéder. Ne pas nier aux pauvres le droit de voter tandis que vous ne pouvez même pas améliorer leur vie.

**NR:** La nuit du coup d'Etat. Vous en avez déjà parlé et à l'époque vous m'aviez dit que vous écriviez un livre sur le sujet. Est-ce toujours en préparation?

**JBA**: Ce livre est terminé depuis 2004.

**NR:** Prêt à être publié?

**JBA:** Il était prêt à être publié et il l'eût été déjà, si j'étais autorisé à le faire.

**NR:** Vous rappelez-vous la nuit du coup d'Etat - et je suis sûr que vous vous en rappelez parce que personne n'a l'habitude d'être réveillé au milieu de la nuit pour être embarqué dans un avion entouré de gens armés. Auriez-vous souhaité avoir dit non à M. Moreno, «je ne signe pas cette lettre de démission» ou bien «Je ne vais pas prendre cet avion. Je m'occuperai des questions de sécurité en Haïti avec mon gouvernement «?

**JBA:** Comme je viens de dire, si j'avais été autorisé à publier le livre, il aurait été publié en 2004. Ainsi, dans le livre, vous avez les réponses à vos importantes questions et c'est pourquoi maintenant je n'élaborerai pas là-dessus, sur la base de ce que je viens de dire. En un mot, je ferais exactement ce que j'ai fait et je dirais exactement pourquoi je l'ai dit parce que j'ai eu raison de dire ce que j'ai dit et de faire ce que j'ai fait. Ils se sont trompés, et ils sont encore dans l'erreur.

**NR:** Ce qui est connu, c'est la lettre (2) en créole que vous avez signée et qui selon vous a été mal traduite.

**JBA:** Bien sûr, elle a été mal traduite.

**NR:** Oui, mais vous avez clairement dit que vous avez été forcé sous la menace d'une arme et que c'est bien connu de tout le monde.

**JBA:** Oui, c'est bien le cas, mais si je ne précise pas, ce n'est pas parce que je veux donner une réponse évasive. C'est juste sur la base de ce que je vous ai dit avant.

**NR:** Alors quoi si le livre n'est jamais publié?

**JBA:** C'est peut-être la raison pour laquelle je suis toujours là (rires). Je souhaite qu'ils me laissent partir et qu'ils laissent publier le livre (rires).

**NR:** Il y a eu ces accusations (3) de corruption contre vous à commencer par le cinéaste Raoul Peck, ce qui a été repris par Mme Lucy Komisar et Mme Mary Anastasia O'Grady du Wall Street Journal au sujet de votre implication personnelle dans une transaction liée à la Teleco / IDT en 2003. Pouvez-vous dissiper ces accusations?

**JBA:** Tout d'abord, ils mentent. Deuxièmement, que pouvons-nous attendre d'un esclave mental? (Rires) Il mentira pour ses maîtres. Il est payé pour mentir pour ses maîtres, alors je ne suis pas surpris par ces allégations absurdes. Comme je l'ai dit, ils mentent.




**NR:** Ils mentent. Mais il est possible que au-dessous de vous, peut-être, à un certain niveau dans votre gouvernement, il y avait une certaine corruption impliquant la Téléco et l'IDT?

**JBA: Je** n'ai jamais entendu parler de choses pareilles quand j'étais là et je n'en ai jamais rien su. De l'avoir su, bien sûr nous aurions fait de notre mieux pour y mettre fin ou le prévenir ou sanctionner légalement les personnes qui pouvaient avoir été impliquées dans une telle chose.

**NR:** Pourquoi ne l'avez-vous pas déclaré publiquement? Parce que ces choses arrivent tout le temps. Je suis sûr que la corruption existe à tous les niveaux dans le gouvernement sud-africain, comme il y en a dans l'administration d'Obama. Des choses arrivent et nous n'avons pas besoin de mettre Haïti en examen pour le trouver. Vous auriez pu dire que vous étiez le chef de l'Etat, mais pas le chef de la Téléco. Des choses arrivent.

**JBA:** Comme je l'ai dit, il y a plus de personnes à recevoir de l'argent pour mentir que de personnes recevant de l'argent pour dire la vérité. Je ne sais combien de fois j'ai répondu à cette question, mais parfois le journaliste peut avoir la réponse, mais n'est pas autorisé à la rendre publique. (Rires).

**NR**: Seriez-vous en faveur de la création d'une Commission Vérité et Réconciliation haïtienne, pareil à ce que l'Afrique du Sud a fait, ce qui permettrait à certaines personnes qui ont été exilées sous Duvalier et Cédras et vos deux présidences de revenir et d'être appelées à comparaître devant cette commission - et demander pardon et amnistie en cas de besoin?

**JBA:** Ce que je vais dire maintenant, je ne le dis pas parce que je suis maintenant en dehors d'Haïti avec le désir de retourner. Non, je l'ai déjà dit et je vais le répéter: Il n'y a pas moyen d'avancer en Haïti sans dialogue. Un dialogue entre Haïtiens. Autrefois nous avions une armée de 7.000 soldats, contrôlant 40% du budget national, mais allant de coup d'État en coup d'Etat. J'ai dit non. Dissolvons l'armée, ayons une force de police pour protéger le droit de chaque citoyen, ayons un dialogue pour aborder nos différences. Il n'y a pas de démocratie sans opposition.

Nous devons nous comprendre les uns les autres quand nous nous opposons les uns aux autres. Nous ne sommes pas des ennemis, de sorte que nous pouvons aborder nos différences de manière démocratique et alors seulement pourrons-nous aller de l'avant. Je l'ai dit tant de fois déjà. Nous avons encore des gens qui se disent des amis d'Haïti qui continuent à venir exploiter nos ressources. Ils ne veulent pas de dialogue national. Ils ne veulent pas que les Haïtiens vivent en paix avec les Haïtiens.

L'Afrique du Sud l'a fait quand ils avaient la Commission de vérité et de réconciliation. Les gens sont venus et ont réalisé qu'ils avaient commis des erreurs. Tout le monde peut faire des erreurs. Vous devez reconnaître que vous avez fait des erreurs, et la société vous fera bel accueil. Si vous ne pouvez pas le faire par devant les tribunaux en raison du nombre, alors trouvez un moyen pour y faire face. Nous ne pouvons pas prétendre qu'Haïti aura un avenir meilleur sans ce dialogue. Nous devons l'avoir.

En 1994, quand je suis retourné en Haïti de l'exil, nous avons créé une Commission pour la Vérité et la Justice et la Réconciliation. J'ai passé les documents au gouvernement suivant, et je n'en ai jamais entendu parler à nouveau. Les Haïtiens n'en ont jamais entendu parler parce que le gouvernement voulait faire vite avec la privatisation des entreprises publiques au lieu de suivre cette voie qui avait été recommandée.

**NR:** Est-ce que cela voudrait dire permettre à tous les exilés politiques de retourner, peu importe à quel point ils étaient mauvais, y compris des gens comme Raoul Cédras et Jean-Claude Duvalier.

**JBR**: Je n'avancerai pas de conclusions en dehors de ce cadre de justice. La Commission a abordé le cas de ces criminels et a préparé le terrain pour la justice et le dialogue. Vous voyez, je l'ai dit, et continuerai à le dire: Nous avons besoin de continuer à traiter de cette question de dialogue, de vérité et de justice. Sinon, nous allons continuer à nous comporter soit comme un gouvernement fantoche soit mentalement comme des esclaves aux mains de ceux qui veulent encore exploiter nos ressources et ils ne se décideront à aucun changement en faveur des Haïtiens. Les Haïtiens doivent commencer à dire non. Changeons les choses - non pas contre des étrangers, non pas contre les vrais amis, avec eux s'ils le veulent, mais ils ne le feront pas pour nous à moins que nous commencions à le faire.

**NR:** Gardez-vous rancune aujourd'hui contre le président René Préval de ne pas déployer plus de vigueur pour tenter de faciliter votre retour en Haïti? Il doit son élection grâce à la base de Lavalas.

**JBA:** Si je fais attention à ce que les gens disent, ils décrivent le Président Préval comme quelqu'un qui m'a trahi et c'est vrai. Ils ont voté pour lui. Je n'ai pas voté, j'étais ici, mais ceux qui l'ont élu se rendent compte maintenant qu'il leur a fait faux bond. Il les a trahis.

Il se laisse manipuler par ceux qui sont contre les intérêts du peuple - c'est ce qu'ils ont dit.

**NR:** Vous sentez-vous personnellement trahi? Je suis sûr que vous vous rendez compte des difficultés de la situation dans laquelle il était.

**JBA:** Personnellement, je dis mettons les intérêts du peuple en premier. Non pas les miens. Si je peux faire quelque chose pour lui, ou si je dois le faire, je le ferais. C'est une question de principe, et dans son cas il n'avait besoin de faire quoique ce soit pour moi.

*Suite à la page (14)*





# Cinq Cubains à la Une

**Par Maurice Lemoine**

Il y a dix ans, le 27 novembre 2000, s'ouvrait à Miami le procès de cinq Cubains qui, pour avoir infiltré les réseaux criminels agissant contre l'île depuis la Floride, ont été condamnés à des peines qui défient l'entendement. Avant et pendant les audiences, tandis que les médias nationaux et internationaux se désintéressaient de l'affaire, ceux de Miami ont joué un rôle primordial dans la mise en condition de l'opinion – et des jurés.

Cent policiers ! Une opération digne d'Hollywood pour, ce 12 septembre 1998, à Miami, arrêter cinq Cubains : MM. Gerardo Hernández, Ramon Labañino, René González, Fernando González et Antonio (Tony) Guerrero. Suivent deux jours d'interrogatoires ininterrompus, exténuants, au long desquels ils ne peuvent ni se laver ni se raser. Le 14 septembre, vêtements fripés, joues bleuies par la barbe, chevelures en broussaille, yeux ravagés, on les propulse devant une nuée de photographes. Belle séance de portraits ! Ce sont ces « tronches » de truands qui apparaîtront dans la presse, dès le lendemain.

Ce même 14 septembre, en conférence de presse, le chef local du Federal Bureau of Investigation (FBI) Hector Pesquera fait l'important : « *Cette arrestation est un coup significatif porté au gouvernement cubain. Ses efforts pour espionner les Etats-Unis ont été déjoués.* » M. Pesquera ment. Il s'en moque. Il peut se permettre n'importe quoi. Il se trouve dans la République bananière de Miami et il le sait.

Ceux qui bientôt deviendront les « cinq » ont en réalité infiltré les organisations armées de l'exil anticastriste, tout comme leur vaisseau-amiral, la « très respectable » Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), créée par Ronald Reagan en 1981. Ils ont informé La Havane sur les tentatives d'infiltrations dans l'île et les attentats en préparation (1). Et pour qui douterait de l'existence de ces réseaux criminels, l'un de leurs principaux acteurs a mis personnellement les points sur les « i » : M. Luis Posada Carriles. Agent de la Central Intelligence Agency (CIA), auteur intellectuel du crime de La Barbade – l'explosion en vol, en 1976, d'un DC-8 de la Cubana de Aviación (soixante-treize morts) –, il a, depuis l'Amérique centrale, accordé treize heures d'entretien à Larry Rohter et Ann Louise Bardach, du New York Times. « *Je tiens à déclarer que je suis l'organisateur de la campagne contre des objectifs touristiques, en 1997, à Cuba.* » Une série de bombes a, du 12 avril au 4 septembre de cette année-là, frappé les hôtels de La Havane, provoquant d'importants dégâts, la mort d'un touriste italien et de nombreux blessés. Ayant, à ce moment, quelques comptes à régler avec ses amis, M. Posada Carriles a précisé : « *Je suis en lien permanent avec la FNCA.* » Réaction des journalistes : « *Vous voulez dire qu'elle est au courant de vos activités* ? » « *Evidemment, puisqu'elle les finance* ! *De* [Jorge] *Mas Canosa* [président à l'époque de la FNCA], *j'ai dû recevoir environ deux cent mille dollars.* »

Ces révélations, publiées par le NYT les 12 et 13 juillet 1998, tétanisent Miami. Le Miami Herald, le Nuevo Herald, le Diario las Americas, les radios – Radio Mambi, La Poderosa, etc. –, la télévision – Canal 23, Canal 41, TV Martí – détournent l'attention en bombardant le public de la nouvelle du siècle : une supposée maladie de M. Fidel Castro.

En revanche, quelques mois plus tard, et s'agissant des « cinq »… Tout y passe. Le mot « espions », en long, en large et en continu. Les formules stéréotypées, les clichés rebattus des plus mauvais romans. Les déclarations fantaisistes de fonctionnaires du FBI : les détenus sont des individus dangereux. Les mensonges les plus éhontés : « *Les espions planifiaient des sabotages en Floride* » (2).

Dix-sept mois d'isolement total dans le pourrissoir de cellules disciplinaires empêchent les inculpés de préparer leur défense. Qui serait assez simple, au demeurant. Il n'existe aucune preuve de leur culpabilité. Par ailleurs, prévoit la loi, si le climat hostile d'un lieu – et dans ce cas Miami, fief de l'extrême droite cubaine – peut avoir une quelconque influence sur le bon déroulement d'un procès, le juge doit le transférer en un autre endroit. Il n'en sera rien. Dix-sept avocats commis d'office par la Cour refuseront de siéger, craignant les répercussions que pourrait avoir sur leur carrière le fait de défendre un « espion cubain ».

Le 27 novembre 2000 commence la sélection du jury. De nombreuses personnes convoquées expriment leur réticence à l'intégrer, déclarant redouter la pression des médias. D'autres expriment leur crainte d'une manifestation violente de l'exil si les jurés décident d'absoudre les accusés. Le 2 décembre, la juge expose aux « heureux élus » les grandes lignes du fonctionnement d'un procès. « *Il vous est interdit de lire quoi que ce soit sur l'affaire, dans les journaux, ou d'écouter des commentaires à la radio ou à la télévision, les médias pouvant contenir des informations et des jugements qui ne constituent en rien des preuves. (…) Vous m'avez compris* ? » Ils acquiescent gravement. Un peu plus tard, ils quittent leur salon de réunion. Un greffier se précipitant sur leurs talons. Il lève une main pour montrer un journal froissé. Un exemplaire du Miami Herald. A la « une », un assassinat en règle des « cinq espions ».

Début du procès. Télévision, quotidiens sérieux et feuilles à scandale couvrent les audiences, espérant sans doute y trouver le monde glamour de James Bond, des nuits de cocktails, des autos de luxe, des armes sophistiquées – bref, des « super-espions ». Déception. Quand la défense commence à parler de leur objectif antiterroriste, le New York Times rappelle sa correspondante. Malgré leur passion pour les chroniques judiciaires, fussent-elles totalement dépourvues d'intérêt, les autres envoyés spéciaux font leurs valises aussi.

Les médias européens ? Si la grande presse américaine consacrait une large place à l'affaire, si celle-ci concernait une star du showbiz ou une personnalité connue – comme M. O.J. Simpson en 1994-1995 ou Michael Jackson en 1993 et 2003 – sans doute s'y intéresseraient-ils. Ce n'est pas le cas. Ne restent que les



**Douze ans après leur arrestation, les « cinq » pourrissent toujours dans les pires établissements pénitenciers américains**

reporters des médias de Miami.

Des manifestations ont lieu devant le siège du tribunal. Des excités brandissent des cordes en demandant que les « cinq » soient pendus. Jusqu'au moment des délibérations (le 4 juin 2001), les jurés subissent un harcèlement constant. Brandissant caméras et micros, des journalistes les poursuivent dans les couloirs, dans la rue, jusqu'à leurs véhicules, dont ils filment les plaques d'immatriculation.

Moment clé (parmi tant d'autres). Le 13 mars 2001, à la demande de la défense, M. José Basulto a été convoqué pour témoigner. Vétéran de la Baie des Cochons, lié à la CIA, auteur d'une attaque à la mitrailleuse contre un hôtel cubain en 1962, il a rejoint la contra nicaraguayenne (3) dans les années 1980 puis a fondé une « organisation humanitaire », Hermanos al Rescate (Frères du sauvetage ; HAR), à Miami, en mai 1991. Dotée de plusieurs avions – dont deux Cessna 0-2 en version militaire que lui a offert l'US Air Force (dont ils portent encore l'emblème), à la demande du président George Bush (père) – elle a pour objectif affiché de sauver les balseros (4) en perdition dans le détroit de Floride. Provoquant un scandale mondial, deux de ces appareils ont été abattus par la chasse cubaine (quatre morts), le 24 février 1996, dans l'espace aérien de l'île violé à maintes reprises pour inciter, à l'aide de tracts jetés du ciel, les Cubains à se rebeller. Lui imputant un rôle dans cet événement, on accuse M. Hernández de « conspiration d'assassinat au premier degré dans les eaux internationales ».

Seulement, le témoignage de M. Arnoldo Iglesias, lui aussi convoqué, a levé un coin de voile sur la face cachée de HAR. Pressé de questions par la défense, il a dû admettre que, en 1995, M. Basulto et lui ont fait l'essai de bombes artisanales en les lançant de leur avion dans la zone de l'aéroport d'Opa-Locka (et au large des Bahamas). Sommé de s'expliquer lors de l'audience du 13 mars, M. Basulto ment, s'enferre, se décompose et finit par perdre son sang-froid, accusant l'avocat Paul McKenna d'être « un espion communiste ».

Le lendemain, silence radio – au sens propre de l'expression. Indigné, M. Roberto González, frère d'un des accusés, René (5), croise le journaliste du Miami Herald dans le hall du tribunal. Il raconte : « *Je lui ai dit : "Chico, je suis préoccupé. On m'a parlé de la liberté de la presse, mais je vois que lorsque quelque chose à l'audience contredit la thèse du gouvernement, tu ne publies rien, le jour suivant.*" Il a eu l'air ennuyé et il m'a répondu : "*Les gens n'aiment pas ce genre d'information. Ils disent que j'aide la défense.*"

Le Nuevo Herald, pour sa part, titre, le 17 mars : « La défense tente de souiller Basulto ». Et le procès reste un brouillard pour ceux qui n'y assistent pas.

Extrême discrétion encore lorsque des représentants de la Federal Aviation Agency (FAA) confirment qu'ils ont averti sept fois M. Basulto du grave danger que faisaient courir à HAR ses vols illégaux sur La Havane. Lorsque le contre-amiral Eugène Carroll affirme que, informé par les autorités cubaines qu'elles défendraient leur espace aérien, conformément au droit international, il a prévenu les responsables militaires, à Washington, afin qu'ils mettent un terme aux provocations de HAR, mais qu'ils n'ont rien fait. Lorsque plusieurs officiers de haut rang – le général Edward Breed Atkison, instructeur de l'Ecole du renseignement pour la défense pendant dix ans ; le général Charles Elliott Wilhelm, ex-chef du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis ; le général James Clapper, ex-directeur de la Defense Intelligence Agency, les services secrets du Pentagone – déclarent à la barre qu'aucun des inculpés n'a obtenu ou recherché des informations pouvant porter préjudice à la « sécurité nationale des Etats-Unis ».

En revanche, le 30 avril, le Nuevo Herald sonne le tocsin : « *Le ministère public a assuré qu'il disposait de preuves et de documents en abondance au sujet des prétendues activités d'espionnage des accusés. Or, bien que le procès doive se conclure dans un mois, de nombreux observateurs et leaders communautaires se plaignent de ce que ces preuves écrasantes brillent par leur absence, et que la défense semble avoir assis l'exil cubain au banc des accusés… Si les choses continuent comme ça, ces espions vont être mis en liberté.* »

Vaine inquiétude… Le 8 juin 2001, sans doute soucieux d'éviter le lynchage, les jurés, à l'unanimité, déclarent les « cinq » coupables. Entre le 13 et le 27 décembre 2001, les peines tombent, démesurées, irrationnelles, pour « conspiration d'espionnage en vue d'affecter la sécurité nationale des Etats-Unis » : quinze ans d'emprisonnement pour M. René González ; dix-neuf ans pour M. Fernando González ; perpétuité plus dix-huit ans pour M. Labañino ; perpétuité plus dix ans pour M. Guerrero ; deux perpétuités

*Suite à la page(16)*

# Inondation à Ouanaminthe, 2 morts, des centaines de sinistrés

Par Jackson Rateau

L'ouragan Tomas a porté sa fureur jusque dans la ville de Ouanaminthe, une ville frontalière haïtienne qui a été à moitié inondée. En effet, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 novembre, la Rivière Massacre, une lisière limitrophe des deux villes frontalières (Dajabon et Ouanaminthe) était sortie de son lit et a déversé ses flots sur la petite ville haïtienne. Des centaines de maisonnettes ont été inondées. Grâce à la diligence des autorités locales haïtiennes, des centaines de sinistrés ont été évacués et logés à l'Ecole Nationale de Ouanaminthe. A Ferrier, une localité située à 7 Kms de Ouanaminthe, une femme enceinte dont la maison a été inondée a rendu l'âme avec le bébé mort dans son sein.

D'autre part, concernant le marché binational de Dajabon qui a été brusquement interrompu à cause de l'épidémie de cholera en Haïti, une réunion a eu lieu le vendredi 5 novembre dernier à Dajabon entre les autorités haïtiennes et dominicaines, sans résultat, malheureusement. Cette réunion se déroulait sur la nouvelle modalité imposée par les autorités dominicaines aux marchands et acheteurs haïtiens devant s'établir au marché. Cette nouvelle modalité consiste à isoler les haïtiens dans un endroit très inapproprié dans le marché. Il s'agit en fait d'un hangar très insalubre, empesté, encore en construction. Les marchands et acheteurs haïtiens qui disent être considérés comme des pestiférés par les dominicains ont refusé catégoriquement cette condition inhumaine des autorités dominicaines à leur endroit, alors qu'ils apportent de l'argent dans l'économie dominicaine.

# Vagues d'expulsion d'haïtiens par les autorités dominicaines

Selon ce qu'a rapporté l'Unité Spéciale Chargée de la Surveillance de la Frontière (CESFRONT), par l'organe de son chef, César Nicolas Castaing Jiménez, entre le 16 août et le 1e novembre 2010, soit 76 jours, 4540 haïtiens, vivant en République Dominicaine ont été expulsés vers leur pays d'origine, Haïti. Ont été également saisies beaucoup de marchandises haïtiennes, provenant de la contrebande, introduites illégalement sur le marché dominicain, dont 47 sacs de riz, 15 caisses de rhum barbancourt, 210 sacs d'ail, 135 gallons de clairin, 46 livres de marijuanna, 3 véhicules volés, une arme de poing et 83 motos sans plaques ni papiers.

Une chasse rigoureuse aux compatriotes haïtiens, a été déclarée par les autorités dominicaines qui établissent une militarisation draconienne des frontières depuis le déclenchement de l'épidémie choléra en Haïti le début du mois d'octobre 2010.

Selon des sources informelles, entre 100 et 200 compatriotes haïtiens sont expulsés quotidiennement vers Haïti par les autorités dominicaines.

# Haïti frappée par l'ouragan Tomas

Selon le dernier bilan officiel, 21 personnes sont décédées dont 7 dans le département de la Grand'Anse et 36 blessés à la suite du passage de l'ouragan Tomas. On compte aussi 9 disparus, 1,004 maisons détruites, 5,336 endommagées.

Sur l'ensemble du territoire, les autorités ont dit dénombrer 6, 610 familles sinistrées. L'on doit se demander : comment ces autorités ont-elles pu parvenir à ces chiffres lorsqu'on sait combien ces bouffons font de la paresse une vertu et le je-m'en-fichisme leur agenda politique?

# L'épidémie de choléra atteint Port-au-Prince

Selon les autorités sanitaires haïtiennes, 120 cas suspects de choléra ont déjà été examinés à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Au moins 114 parmi ces cas soupçonnés proviennent de Cité Soleil, le plus grand bidonville du pays.

Le centre de santé « The Samaritan's Purse » à Cité Soleil vient d'annoncer la détection de 47 nouveaux cas suspects de choléra.



Suite de la page (12)

Il avait simplement à respecter la Constitution. La constitution ne permet pas l'exil. Il ne devrait pas violer la constitution. C'est ça. Mais, comme il l'a fait, l'histoire prend note et l'histoire reconnaîtra qu'il a malheureusement failli.

**NR:** Je me souviens d'un célèbre journaliste progressiste à Genève qui faisait la critique de mon film (4) et l'une des critiques qu'il avait, c'est que je n'avais pas parlé de vaudou et comment il affecte la vie politique d'Haïti. Que pensez-vous de cette tendance parmi de nombreux journalistes occidentaux qui tentent d'expliquer Voodoo comme une des principales raisons des problèmes d'Haïti?

**JBA:** J'aime dessiner des parallèles entre le vaudou et la politique. Pourquoi? Parce que, en Occident quand ils veulent régler les problèmes politiques, ils peuvent, comme vous l'avez suggéré ou indiqué, les mélanger avec le vaudou comme une manière d'éviter d'aller droit à la vérité. La vérité pourrait être, par exemple, historique.

Quatorze ans après l'arrivée de Christophe Colomb en Haïti, en 1492, ils avaient déjà tué trois millions d'autochtones. En parlent-ils aujourd'hui? Qu'en savent-ils? Je ne sais pas. A cette époque, on pouvait avoir 14 ans et avoir à payer vingt-cinq centimes or à Christophe Colomb ou bien ils vous coupaient un bras, un pieds ou les oreilles. En parlent-ils ? Si vous le faites, c'est comme «oh vraiment ! ou, peut-être.» Ils ont des problèmes à exposer la vérité, à reconnaître ce qui se passait à cette époque-là. Et si vous regardez la réalité d'aujourd'hui, c'est presque la même chose.

La semaine dernière, il y avait quelques difficultés en raison des orages et des tremblements de terre et Haïti a perdu une dizaine de personnes, certains disent cinq d'autres disent plus de dix. Dans tous les cas, même si c'était une seule personne, cela signifierait déjà beaucoup pour nous parce que un être humain est un être humain. Au lieu de se concentrer sur ce qui est la réalité de la misère, la pauvreté abjecte, l'occupation, la colonisation, certains préfèrent trouver un bouc émissaire dans le vaudou. L'ONU elle-même avait dû expulser 114 soldats pour viol et mauvais traitement sur la personne d'enfants. Donc, nous voyons des gens envahir un pays, prétendant aider, alors qu'ils sont en fait impliqués dans des viols, mauvais traitement sur la personne d'enfants et ainsi de suite. Et ce n'est pas un problème pour ces gens qui aiment parler de vaudou comme si le vaudou lui-même pouvait couvrir cette réalité. De la même façon qu'ils ne veulent pas faire face à notre drame historique lié à la colonisation.

**NR:** Est-ce une distraction raciste?

**JBA:** C'en est une, oui. Je respecte la religion et je respecterai n'importe quelle religion. Les Africains avaient leur religion ici. Ils sont allés en Haïti et ont poursuivi leur pratique et je dois respecter cela. En outre, la Constitution haïtienne, respecte la liberté de religion.

Aussi, parlons de drame, de misère, de pauvreté, d'exploitation, d'occupation, et des personnes sans droit de vote ou de manger. Les gens veulent être libres. Ils n'ont pas d'autodétermination. Concentrons-nous sur les personnes qui n'ont pas de ressources et meurent. Nous avons eu une solidarité tellement merveilleuse après le 12 Janvier de par le monde, où les citoyens à travers le monde étaient en train de manifester de la solidarité envers les Haïtiens. C'était formidable de voir Blancs et Noirs aller au-delà des barrières de la couleur pour exprimer leur solidarité avec les victimes du tremblement de terre meurtrier.

Et au nom du peuple haïtien, si vous me permettez, je vais dire merci à tous ces vrais amis qui l'ont fait alors que d'autres qui se disent les vrais amis d'Haïti ont préféré envoyer des soldats avec des armes pour protéger leurs propres intérêts au lieu de protéger des êtres humains qui souffraient vraiment. Des amputations - on en a eu par milliers sans anesthésie. Ils coupaient les mains et les pieds des victimes ce qui n'est pas un problème pour certaines personnes qui préfèrent parler de vaudou comme si le vaudou pouvait être la cause de ce qui se passe en Haïti. Non, ce qui se passe en Haïti est enraciné dans le colonialisme, le néo-colonialisme, dans cette politique néolibérale appliquée et imposée à Haïti, pas dans des questions religieuses comme le vaudou. Pour moi, tant qu'ils ne cherchent pas à faire face à la réalité telle qu'elle est, ils peuvent continuer à utiliser des questions comme le vaudou pour dissimuler des faits, toute tentative de remplacer la vérité par des distractions racistes échouera.

**NR:** Un mot sur la récente épidémie de choléra?

**JBA:** En ce qui concerne cet incident de choléra, si oui ou non elle a été importée - comme on le suggère fortement -c'est critique. Tout d'abord, ceux qui ont organisé le coup d'Etat / kidnapping de 2004, ouvrant la voie à l'envahisseur maintenant accusé d'être la cause de la récente épidémie de choléra, doivent aussi partager le blâme. Deuxièmement, les causes profondes, et ce qui a facilité la propagation mortelle de la maladie, sont d'ordre structurel, enracinées dans l'appauvrissement historique d'Haïti, de la marginalisation et de l'exploitation économique. L'industrie du riz du pays, autrefois prospère - détruite par l'industrie américaine du riz subventionné dans les années 1980 - a été dans l'Artibonite, l'épicentre de l'épidémie de choléra. La quasi destruction de notre industrie du riz associée à l'élimination systématique et cruel des porcs haïtiens a rendu la région et le pays plus pauvres. Troisièmement, en 2003, notre gouvernement avait déjà payé les droits sur un prêt approuvé par la Banque interaméricaine de développement pour mettre à exécution un projet de désinfection de l'eau dans l'Artibonite. Comme vous pouvez vous rappeler, le prêt et quatre autres ont été bloqués dans le cadre d'une stratégie calculée par les soi-disant amis d'Haïti de façon à affaiblir notre gouvernement et justifier le coup d'Etat.

**NR:** Quelque chose que vous aimeriez ajouter, que vous avez à cœur et que vous n'avez pas été en mesure de dire?




**La majorité de la population haïtienne a déclaré « Lavalas est notre parti politique »**

**JBA:** Bon ... si vous demandez à un Zoulou*, le moyen d'arriver quelque part alors que vous êtes sur la bonne voie, cette personne vous dira (en zoulou): «Ugonde ngqo Ngalo mgwago» ce qui signifie allez directement sur votre chemin.

C'est pourquoi le peuple haïtien qui avance de la misère vers la pauvreté dans la dignité doit continuer à progresser tout droit vers cet objectif. Si nous perdons notre dignité, nous perdons tout. Nous sommes pauvres - pire que pauvres parce que nous vivons dans une pauvreté abjecte et dans la misère. Mais sur la base de la dignité collective enracinée dans nos ancêtres, je crois que nous devons continuer à lutter de façon pacifique pour notre autodétermination, et si nous le faisons, l'histoire rendra hommage à notre génération, parce que nous sommes sur la bonne voie.

**NR:** Monsieur le Président, je vous remercie.

**Notes:**

[*] Lavalas est un mot créole signifiant «avalanche», une «masse de personnes» ou «tous ensemble». Fanmi signifie «famille».

[*] Zoulou est le nom du plus grand groupe ethnique en Afrique du Sud et aussi la langue maternelle la plus parlée .

1) Lettre du Président Aristide - novembre 2009 - autorisant le Dr Maryse Narcisse à inscrire les candidats Lavalas pour voter.

http://www.hayti.net/tribune/index.php?mod=articles&ac=commentaires&id=725

2) Lettre de démission de Jean-Bertrand Aristide - la traduction originale Kreyòl par le professeur Bryant Freeman

http://www.nathanielturner.com/aristidedidnotresign.htm

L'autre traduction officielle fournie par l'ambassade des États-Unis et la plus largement utilisée dans les médias grand public:

http://articles.cnn.com/2004-03-01/world/aristide.letter_1_constitution-jean-bertrand-aristide-haitian-president-jean-bertrand-aristide?_s=PM:WORLD

3) « Les affairistes américains d'Aristide», un article de Mary Anastasia O'Grady

http://online.wsj.com/article/SB121720095066688387.html

4) «Aristide et la révolution sans fin», un documentaire de Nicolas Rossier, http://www.aristidethefilm.com

**A propos de Nicolas Rossier:**

Nicolas Rossier est un cinéaste primé et un journaliste qui vit à Brooklyn, New York. Ceci est le premier d'une série d'entretiens avec d'anciens chefs d'Etat controversés.



**Ndlr.** *Post hoc, ergo propter hoc* est un sophisme qui consiste à prendre pour la cause ce qui n'est qu'un antécédent , c'est prétendre que si un évènement suit un autre alors le premier doit être la cause du second. La locution est souvent simplifiée en *post hoc* comme dans « raisonnement post hoc ».

*Cum hoc ergo propter hoc* (latin signifiant *avec ceci, donc à cause de ceci*) est un sophisme qui consiste à prétendre que si deux événements sont corrélés alors il y a un lien de cause à effet entre les deux

# Au rythme du pacemaker (2e partie et fin)

Par Dòk Fanfan

**Implantation du pacemaker**

Tout se passe sous anesthésie locale. Vous devez cependant être hospitalisé, le temps de vérifier que tout fonctionne bien après l'implantation.

Avant l'intervention, vous devez être à jeun et avoir effectué un bilan sanguin pour vérifier la coagulation et la fluidité du sang (l'hémostase). Dans la plupart des cas, avant l'intervention, on donne des antibiotiques pour empêcher un éventuel problème infectieux.

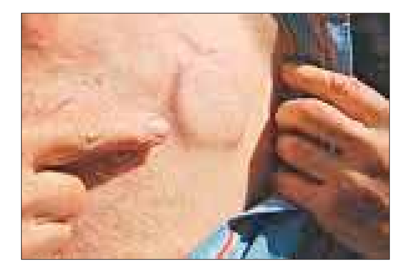
Lors de l'intervention, une incision cutanée est effectuée sous l'une des deux clavicules. C'est par là que les sondes sont introduites dans une veine. Ces sondes sont ensuite poussées dans le réseau veineux, le cardiologue introduit et pousse les sondes jusqu'à l'intérieur du cœur en contrôlant par la radioscopie. Leurs extrémités sont alors placées dans les cavités appropriées du coeur.

Ensuite les sondes sont reliées au boîtier, lui-même implanté sous la peau (Fig.1), dans la région sous-claviculaire ou sous le muscle pectoral. L'intervention dure environ une heure. Un peu plus longtemps, lorsqu'il s'agit d'un stimulateur triple chambre.

Sauf complication, le patient peut quitter l'hôpital 24 à 48 heures après l'intervention. Les fils de la cicatrice (Fig.2) sont enlevés vers le dixième jour. Lorsqu'il s'agit seulement de changer le boîtier, l'opération est plus rapide, les sondes, elles, restant en place.

**Risques et précautions**

Il existe **très peu de risques secondaires** à la pose d'un stimulateur cardiaque. Le geste opératoire est maintenant bien rôdé. Cependant, il s'agit toujours d'un corps étranger introduit dans l'organisme, notamment les sondes qui sont placées dans les veines. Le risque le plus redouté des médecins et des patients, est **le risque infectieux**. Il est rare, mais pas nul. On l'estime à 2%, malgré toutes les précautions prises par les équipes médicales. C'est la raison pour laquelle le stimulateur cardiaque ne doit être posé que sur des indications très rigoureuses. Il faut bien calculer le rapport bénéfices/risques. Lorsqu'un problème infectieux survient, c'est tout le matériel implanté qui doit être retiré, le temps d'un traitement antibiotique important. Ce n'est qu'après un traitement d'au moins trois semaines, que l'implantation pourra être reprise.


Pacemaker sous la peau au niveau de la clavicule


Fils de la cicatrice post chirurgicale

Parmi les risques moins importants, il y a aussi **les risques cutanés**. Chez les personnes très maigres, la peau peut se fragiliser.

Il peut arriver également que les sondes se déplacent.

Tous ces risques sont rares. Mais on estime que 5% des patients implantés auront des problèmes plus ou moins importants.

**Précautions à prendre**

Il y a **peu de précautions à prendre**. Il faut cependant prendre garde aux interférences électromagnétiques.

Lorsque vous devez passer dans un **portique de détection, présentez votre carte de porteur d'un stimulateur**, le passage devrait vous être épargné. Le risque d'une perturbation est minime, mais il est toujours possible que cela déclenche les alarmes et surtout que cela dérègle les paramètres du stimulateur cardiaque.

De même, il est conseillé d'éviter la proximité des plaques de chauffage à induction, ou la pratique de la soudure à l'arc.

Il est, de même, préférable de **tenir son téléphone portable à distance** du pacemaker. Il est également conseillé de ne pas s'exposer trop au soleil. Les risques de brûlures sont augmentés par la présence d'une masse métallique pouvant stocker la chaleur en sous-cutané.

L'usage du four à micro-ondes n'est absolument pas dangereux. Le principal conseil est cependant d'ordre médical. La première précaution à prendre est un bon suivi médical. C'est-à-dire un suivi régulier : **tous les trois ou six mois**.

**La pratique d'un sport**

Rien ne vous empêche, si vous êtes porteur d'un stimulateur cardiaque, de pratiquer le sport de votre choix.

Certains sports sont, cependant, déconseillés : tous les sports qui pourraient avoir pour effet de déplacer le boîtier. Il s'agit notamment du **tennis** ou du **golf**. Cependant, les porteurs de pacemaker n'étant pas, dans la plupart des cas, des athlètes de haut niveau, une pratique raisonnable de ces sports n'est pas interdite.

**Nouveautés en matière de stimulateurs cardiaques**

La plus importante de ces nouveautés concerne les stimulateurs cardiaques capables de lutter contre l'insuffisance cardiaque, une invention française. Lors d'une insuffisance cardiaque, les patients peuvent être très fatigués, essoufflés, avec les jambes gonflées, etc. On peut désormais les traiter en implantant un stimulateur cardiaque à trois sondes. La première et la deuxième sonde dans le ventricule droit et la troisième sonde sur le ventricule gauche. Cela permet de stimuler les deux ventricules, de les resynchroniser s'ils ne travaillaient plus en même temps. L'amélioration de la capacité respiratoire est souvent nette. C'est une bonne prévention des arrêts cardiaques. L'appareil peut aussi avoir dans certains cas une fonction de défibrillation. La défibrillation, appelée aussi choc électrique externe ou cardioversion est le geste médical consistant à faire passer volontairement et de manière brève un courant électrique dans le cœur lorsque celui-ci présente certains troubles du rythme appelés fibrillation, courant destiné à rétablir un rythme cardiaque normal.

L'autre nouveauté concerne la surveillance à distance: le télésuivi des pacemakers. Pour le patient, c'est simple : il pose sur sa table de nuit un petit appareil qui va envoyer, par ligne téléphonique, tous les paramètres de l'appareil. Ces informations vont arriver directement chez le médecin ou sur un site Internet que pourra consulter le médecin. Cela permet donc le suivi à distance du stimulateur.

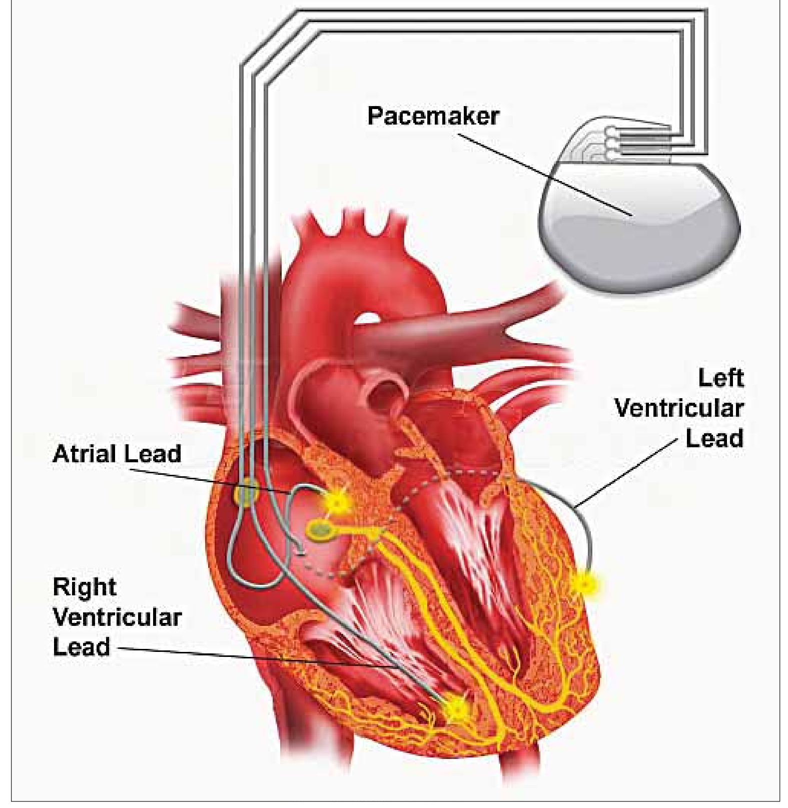


Diagramme d'un pacemaker de type « stimulateur triple chambre ou bi-ventriculaire». Des trois sondes (leads), l'une s'en va dans l'oreillette droite (atrial lead), la deuxième (right ventricular lead) dans le ventricule droit et la troisième (left ventricular lead) dans le ventricule gauche. Noter le réseau très ramifié du circuit de conduction électrique dans l'épaisseur du muscle cardiaque (voir notre numéro précédent pour les informations déjà fournies à propos du pacemeaker)

# Deklarasyon

*Soti nan paj 6*
pou retire pèp ayisyen anba risk tout kalite ki toujou peze sou tèt li. Konpòtman manfouben gouvènman PREVAL / BELLERIVE lan k ap mande pou moun al lakay zanmi oswa fanmi se yon siy ki montre y ap tann dega katastwòf natirèl pou yo ka fè kapital ekonomik ak politik yo sou do sinistre yo. Oganizasyon Mondyal Metwopolitèn (OMM), anonse ouragan an kapab afekte 500 mil moun. Ki plan dirijan Leta yo genyen pou pwoteje 100,000 fanmi sa yo? Eske se nan mande moun ale lakay zanmi ak fanmi yo, yon gouvènman responsab ka sove lavi plizyè santèn milye fanmi sa yo ?

BAI mande pou pèp ayisyen an rete vijilan, pa kite yo sèvi ak ouragan oswa menas ouragan pou fè kanpay elektoral. BAI mande tout moun ki nan kan debèjeman Deplase Entèn yo rete vijilan, yon fason pou yo pa ekspilse yo sou pretèks se pwoteksyon y ap ba yo. Yon gouvènman ki respekte tèt li dwe genyen yon plan pou sekirize sitwayen ayisyen yo pandan e apre nenpòt katastwòf natirèl.

BAI kwè nou pa kapab kontinye konte kadav, pandan woulibè tout kalite nan gouvènman ak nan ONG yo ap kontinye ap gagote lajan sou do pèp la, nan woule bèl machin, peye liks nan gwo otèl, flannen nan elikoptè, avyon, elatriye. Tankou epidemi kolera a, BAI ap rete vijilan epi mete kanpe yon selil pou fouye je gade kouman yo pral sèvi ak lajan ouragan an, yon mannyè pou ede pèp Ayisyen an trennen douvan lajistis nasyonal ak entènasyonal tout endividi ak enstitisyon ki pa respekte dwa moun, nan gagote lajan èd ki vini pou pèp ayisyen an.

**Mario JOSEPH, Av.**

# Pozisyon

*Suite de la page (6)*
ak fè arestasyon illegal sou etidyan nan fakilte Etnoloji.

Tout moun konnen, tout moun verifye, popilasyon Mibalè a konfime, se Minustah ki sous ak orijin Kolera a an Ayiti. Nan sans sa a, PEVEP ap mande depa Minustah san kondisyon, ki se yon fòs kriminèl k ap mache touye moun anndan peyi a.

Pou fini, PEVEP di li pral deklanche yon gwo operasyon nan peyi a, k ap pote non "Lè a rive". Apati 10 novanm 2010, nan yon kokennchenn manifestasyon pou di:

1e) Lè a rive pou Minustah ale, rache manyòk li sou bout tè papa Dessalines nan.

2e) Lè a rive pou revoke yo touche lajan yo prese, prese.

3e) Lè a rive pou viktim k ap mande travay, jwenn jistis ak reparasyon.

4e) Lè a rive pou Ayiti libere anba men tout mechan ak tout fòs fènwa, tout okipasyon etranjè.

5e) Lè a rive pou Bill Clinton ak Edmond Mullet kite peyi a sanpèditan.

6e) Lè a rive pou n fini ak vye sistèm kraze zo, pezesouse sa a nan peyi Dayiti.

7e) Lè a rive pou n fini ak peyi enperyalis yo tankou Etazini, ki se yon mons pou monn lan, espesyalman pou Ayiti.

8e) Lè a rive pou eleksyon/ seleksyon k ap pote enstabilite fini nan peyi a.

Angwo, lè a rive pou tout revoke yo ki t ap travay nan Teleko, APN, ONA, ak SMCRS jwenn lajan yo, ki se 36 mwa ak bon jan mezi dakonpayman

# Cinq

*Suite de la page (13)*
plus quinze ans (« conspiration en vue d'assassinat ») pour M. Hernández (6).

**La presse locale explose de joie. Les médias internationaux se taisent.**

En septembre 2006, scandale (très limité) : on découvre que dix journalistes influents, d'origine cubaine, qui travaillent dans les médias de Miami (7) – Miami Herald, Nuevo Herald, Diario Las Americas, les chaîne Univisión, Telemundo et Canal 41, Radio Mambi – sont régulièrement payés par le gouvernement fédéral pour participer à des programmes de Radio et TV Martí – deux chaînes officielles émettant vers l'île pour appuyer la politique anticastriste – afin de réaliser des opérations de propagande clandestine – ce que, dans le jargon des opérations psychologiques, on appelle « semer l'information ». Ces « professionnels » sont ceux qui, par leurs articles et commentaires, ont contribué à créer le climat qui a entouré l'affaire des « cinq » depuis leur arrestation en 1998 (8).

Le 2 juin 2010, le comité national américain pour la libération des « cinq » – Free The Five – a annoncé sa décision de porter plainte contre le Broadcasting Board of Governors (BBG), entité autonome du gouvernement fédéral responsable de toutes les transmissions financées par ce même gouvernement. Au terme d'une enquête de dix-huit mois, le comité dénonce le paiement par le BBG de 74 400 dollars à des journalistes, afin de créer une atmosphère préjudiciable aux « cinq ». Du 27 novembre 2000 au 8 juin 2001 – c'est-à-dire pendant le procès –, le Nuevo Herald a publié huit cent six articles, et le Miami Herald trois cent cinq, hostiles aux accusés. Jamais la vérité n'a été aussi nue.

Mais, douze ans après leur arrestation, les « cinq » pourrissent toujours dans les pires établissements pénitenciers américains.

**Notes.**

(1) Depuis 1959, les actions armées de l'exil ont fait plus de trois mille quatre cents morts à Cuba.

(2) El Nuevo Herald, 17 septembre 1998. El País, sous le titre « Les 007 de Fidel » (Madrid, 21 septembre 1998), évoquera des « plans de sabotage contre des avions et des aéroports » et le recueil d'« information détaillée sur les hauts commandants du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis ».

(3) Contre-révolutionnaires qui ont mené des opérations armées contre la révolution sandiniste, depuis leurs camps du Honduras.

(4) Cubains cherchant à gagner les Etats-Unis sur des embarcations de fortune.

(5) Nés aux Etats-Unis de parents cubains qui ont regagné l'île après le triomphe de la révolution, ils ont tous deux la double nationalité cubaine et américaine, tout comme M. Antonio Guerrero.

(6) Au terme d'un processus judiciaire complexe, les peines de trois détenus ont été réduites, en 2008 : vingt et un ans et dix mois de prison pour M. Guerrero ; trente ans pour M. Labañino ; dix-sept ans et neuf mois pour M. Fernando González.

(7) Parmi eux : Carlos Alberto Montaner, collaborateur du journal conservateur espagnol ABC.

(8) En décembre 2006, Jésus Díaz, président et rédacteur en chef du Miami Herald et du Nuevo Herald a dû démissionner.

**Le Monde diplomatique Novembre 2010**

# From Humanitarian

*Continued from (9)*
And it's not just the UN and government agencies that are woefully ineffective. The misnomered "non-governmental organizations" are as well. In a Nov. 2 post, the Center for Economic Policy Research wrote: "*As we have pointed out numerous times before, 6 months after the earthquake, U.S. relief groups had raised well over 1 billion dollars, but spent just a small fraction of that. Although even more months have passed, with displaced quake survivors – many of whom still must live under leaky tarps – being forced to endure heavy rains, flooding, and now an outbreak of cholera, and the threat of a hurricane later this week, it seems that NGOs have yet to scale up their spending.*"

Also telling was the reaction of the U.S. State Department, which sent 20 people from its Disaster Assistance Response Team (DART) to "*prepare the ground for the storm*" by helping the Haitian government "*mitigate potential damage through canal clearing and drainage channel preparation, and providing information to the Haitian people,*" according to State Department Assistant Secretary for Public Affairs Philip J. Crowley.

How was the DART team – with its expensive U.S. salaries, hotel rooms and vehicles – planning to single-handedly "*mitigate potential damage*" and "*provide information*" that wasn't already being provided? For all the criticism one might have for the Haitian government, officials, doctors, nurses and others were on the radio full-time on Nov. 5, as Tomas was hitting Haiti.

And why weren't the canals cleared already? The Haitian Minister of Public Works has hundreds of employees. The government's National Equipment Center (CNE), run by Préval's hand-picked presidential candidate Jude Céléstin, has dozens of trucks, backhoes and bulldozers. There are thousands of people working "cash-for-work" jobs and are scores of foreign contractors, like the Haiti Recovery Group (HRG) which is, according to its website, "*dedicated to helping Haiti rebuild*" but also to winning contracts. Its parent company, Florida-based Ashbritt, follows disasters and catastrophes around the world.

Finally, the U.S. Southern Command sent the USS Iwo Jima, which the ship's own website portrays as a war vessel. The ship "*inserted marines from the 26 MEU (SOC) into Northern Iraq during Operation Iraqi Freedom, patrolled the Persian Gulf, conducted operations in and around Djibouti as part of Operation Enduring Freedom, and executed a peacekeeping missions off the coast of war-torn Liberia, transiting more tha 45,000 nautical miles.*"

It appears Haiti is the ward of the new "*military humanitarian complex*" described by Costas Douzinas, Professor of Law and Director of the Birkbeck Institute for the Humanities at Birkbeck, University of London. In 2007, he wrote an article entitled "*The Many Faces of Humanitarianism*" in which he outlined humanitarianism's historical roots:

"*The westerner used to carry the white man's burden, the obligation to spread civilisation, reason, religion and law to the barbaric part of the world. If the colonial prototypes were the missionary and the colonial administrator, the post-colonial are the human rights campaigner and the NGO operative. Humanity has replaced civilisation. 'The humanitarian empire is the new face of an old figure' one of its supporters admits. 'It is held together by common elements of rhetoric and self belief: the idea, if not the practice, of democracy; the idea, if not the practice, of human rights; the idea, if not the practice, of equality before the law.' The postmodern philanthropist, on the other hand, does not need to go to far-flung places to build clinics and missions. Globalization has ensured that he can do that from his front room, watching TV images of desolation and atrocity and paying with his credit card. As Upendra Baxi puts it, 'human rights movements organize themselves in the image of markets' turning 'human suffering and human rights' into commodities.*" (page 21)

To conclude, let us take one other excerpt:

"*Unlike the missionary, the humanitarian does not need to believe in any particular religion or ideology, except the global ideology that people suffer and we have an obligation to relieve their woes. Pain and suffering has replaced ideology and moral sentiments have replaced politics, as Richard Rorty advised us to do. But this type of humanitarian activism ends as an anti-politics, as the defense of 'innocents' without any understanding of the operations of power and without the slightest interest in the collective action that would change the causes of poverty, disease or war.*" (page 22)

See CHAN statements: April 16, 2009, 'Haiti's Unfair Elections' and December 28, 2009, http://www.canadahaitiaction.ca/node/158; and 'Haiti: Flawed election in the making', http://www.canadahaitiaction.ca/node/66

For background on recent elections in Haiti: http://www.canadahaitiaction.ca/content/haitis-election-unfair-and-undemocratic

http://www.cbc.ca/canada/montreal/story/2010/05/21/mtl-cannon-haiti-elections.html#ixzz11WQeCr8c

See Peter Hallward, Damming the Flood (Verso Books, 2008)

# Le choléra

*Suite de la page (8)*
Pourtant, si les procédures démocratiques étaient respectées, les élections même bourgeoises modifieraient positivement la nature de la Chose publique haïtienne. Il faut de vrais partis politiques connus et reconnus pour que cette même première phase de la révolution démocratique bourgeoise se réalise. Le peuple doit savoir choisir de façon éclairée. Il a été maintes fois déjà victime du choix entre le pire et le moins pire.

**Marc-Arthur Fils-Aimé**
**Directeur de l'Institut Culturel Karl Levêque**
**8 novembre 2010**

**Notes**

DeboraH Jenson est codirectrice de Haïti du Franklin Hope Institute(HHI) Duke University en Caroline du Nord aux États-Unis. Nouvelliste du vendredi 5 au dimanche 7 novembre 2010.

[2] Slavoj Zizek : Pour sortir de la nasse. Monde Diplomatique: no 680. Novembre 2010

[3] Slavoj Zizek : Pour sortir de la nasse. Monde Diplomatique: no 680. Novembre 2010.

[4] Antoine Michel dans : Avènement du Général Fabre Nicolas Geffrard à la présidence d'Haïti : « A la date du 21 janvier(1859) il y avait beaucoup de Sénateurs à la capitale. Le comité permanent convoqua le sénat pour le 22 janvier…Le président du bureau provisoire, le baron P.F. Toussaint était assisté de D. Labonté, premier secrétaire et de D. Trouillot, deuxième secrétaire. Il exposa à ses collègues que l'objet de la convocation était de recevoir le serment constitutionnel du général de division Fabre Nicolas Geffrard" appelé à la dignité du Président de la République".

Aucun Sénateur ne pensa à lui demander à quelle époque il avait été élu. L'article 105 de la constitution prescrivait qu'au Sénat seul il appartenait de nommer le Président d Haïti. Cette nomination se faisait par élection au scrutin secret des deux tiers des membres présents de l'assemblée. » Les Éditions Fardin. Port-au-Prince. Reproduction 1981. Pages 122 et 123.

[5] Dans l'Avant-propos de : Quelle armée pour Haïti de Kern Delince.H.S.I-KARTHALA. P13

[6] Maurepas Auguste dans: Genèse d'une république héréditaire: « La désignation d'un duvaliériste à la tête de l'Armée puis à celle de l'État, renforçait considérablement le camp du sinistre petit médecin au point que le Conseil Militaire de Gouvernement que présida le Général Kébreau ne s'employa qu'à mettre en place l'appareil administratif destiné à assurer le triomphe total à l'urne du candidat. »

« Ils (les nombreux officiers) se représentaient le pays déboucher sur une situation pareille à celle qui prévalait sous le règne d'Estimé. On s'en souvient. Président de la République grâce à l'appui déterminant de Major Magloire, membre de la Junte Militaire du Gouvernement et Ministre de l'Intérieur, M. Estimé hypothéqua son règne en faveur de ce dernier, demeuré le seul maître à bord, jusqu'au moment où l'officier jugea opportun de se passer des services d'un Président qui ne serait pas lui-même.» Les éditions Fardin. Port-au-Prince, Haïti. Page310.

# Côte d'Ivoire: Aux urnes le 28 novembre

Initialement prévu le 21 novembre, le second tour de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, se déroulera finalement le dimanche suivant. Ce report est dû à des ajustements techniques, ont fait savoir les autorités du pays.

Le processus électoral suit normalement son cours en Côté d'Ivoire. Et le report d'une semaine du second tour de l'élection présidentielle ne modifie pas la donne. Tel est le message apaisé livré mardi par Guillaume Soro, le Premier ministre du pays. Dans un entretien accordé au Parisien, le chef du gouvernement confirme que le duel final pour la présidence entre le sortant Laurent Gbagbo et son adversaire Alassane Ouattara se déroulera le 28 novembre, au lieu du 21, comme initialement annoncé.

Une décision qui fait, selon lui, l'objet d'un consensus et ne saurait être interprétée comme un facteur d'instabilité. "Pour des raisons pratiques, techniques et matérielles, la commission électorale indépendante a demandé une semaine supplémentaire pour préparer dans les meilleures conditions le second tour des élections présidentielles", a fait savoir Soro, ajoutant, dans les colonnes du Parisien, que



Laurent Gbagbo (à droite) et son adversaire Alassane Ouattara

« Les Ivoiriens ont surpris le monde entier en allant à ces élections dans la tranquillité, la discipline et la responsabilité ».

**Ouattara, le "candidat de l'étranger"**

A vingt jours de l'échéance, le duel entre les deux candidats s'annonce des plus serrés, alors que la campagne tend à se crisper quelque peu. En apportant un soutien plein et entier à Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié, arrivé en troisième position du premier tour, a provoqué un certain raidissement dans le camp Gbagbo. Désormais en ballotage défavorable, le président sortant, auteur de 38% des suffrages le 31 octobre dernier, tente de décrédibiliser son adversaire, son entourage se chargeant d'accuser Ouattara de vouloir "aliéner l'indépendance nationale".

Estampillé "candidat de l'étranger", l'ex-directeur-adjoint du FMI, exclu de l'élection présidentielle de 2000 pour "nationalité douteuse", est suspecté de prendre "ses ordres et ses moyens via Dakar", poursuit le camp Gbagbo, en référence à l'audience accordée à Alassane Ouattara par le chef de l'Etat sénégalais, Abdoulaye Wade. Des attaques auxquelles le chef de file du Rassemblement des Républicains (RDR), issu du nord du pays - une région longtemps en bute avec le pouvoir central - n'a pour l'heure pas daigné répondre.

**Jdd 9 Novembre 2010**

# Netanyahu aux USA, la colonisation continue !

La municipalité israélienne de Jérusalem a approuvé la construction de plus de 1 300 nouveaux logements dans le secteur oriental de la Ville sainte, à majorité palestinienne, a annoncé hier l'ONG israélienne anti-colonisation La Paix maintenant. « Il y a trois nouveaux plans qui ont été publiés pour enquête publique », a déclaré à l'AFP une porte-parole de l'organisation, Hagit Ofran.

Selon le porte-parole, la grande majorité des nouveaux logements à construire est située dans le quartier de colonisation juive de Har Homa, où résident plus de 7 000 habitants. Mme Ofran a qualifié cette décision de « grande provocation ». Provocation d'autant plus grande qu'elle intervient alors que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est en visite aux États-Unis où il doit notamment parler du processus de paix, relancé par Washington le 2 septembre dernier. Processus dans l'impasse en raison du refus israélien de proroger le moratoire sur la colonisation en Cisjordanie qui a pris fin le 26 septembre dernier. L'annonce intervient, en outre, au lendemain d'une rencontre entre Netanyahu et le vice-président américain Joe Biden. Biden dont la visite en Israël, il y a quelques mois, avait été marquée, déjà, par un feu vert des autorités à la construction de 1 600 logements pour des colons à Jérusalem-Est.

Hier, les États-Unis se sont dits « profondément déçus » par cette annonce qui « est contre-productive vis-à-vis des efforts pour reprendre des négociations directes entre les parties ». « Nous espérions que Netanyahu allait aux États-Unis pour arrêter la colonisation et reprendre les négociations, mais il est clair pour nous que Netanyahu est déterminé à détruire les négociations. Il a fermé toutes les portes des négociations et nous le tenons pour responsable de leur destruction », a réagi le négociateur palestinien Saëb Erakat. Netanyahu, de son côté, a affirmé qu'Israël ne



**Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est en visite aux États-Unis où il doit notamment parler du processus de paix, relancé par Washington le 2 septembre dernier**

cédera pas aux pressions extérieures. « Les dirigeants palestiniens désirant sincèrement la paix doivent arrêter de mettre des conditions préalables, et entamer des négociations de paix », a-t-il déclaré devant des organisations juives à La Nouvelle-Orléans.

Parallèlement, le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a affirmé hier qu'Israël commettrait une « erreur tragique, historique et stratégique » s'il acceptait de discuter des frontières d'un futur État palestinien « avant d'avoir achevé les discussions sur la sécurité ».

Or, sur ce sujet, le Haaretz révélait hier que la liste des Palestiniens recherchés par l'armée israélienne en Cisjordanie était quasiment vide. Un résultat que le quotidien israélien attribue précisément à la coopération accrue en matière de sécurité entre Israël et l'Autorité palestinienne. L'armée n'a pas voulu confirmer ces chiffres, mais un porte-parole militaire a indiqué que la situation sécuritaire était « largement meilleure que les années précédentes ».

**L'Orient-le-Jour 9 novembre 2010**

# Décès du secrétaire-général de la Jeunesse communiste d'Equateur Edwin Perez

Nous le redoutions quand nous annoncions la nouvelle de son agression, il y a une dizaine de jours. La détérioration de son état de santé dans la semaine écoulée nous faisait craindre, chaque jour passant, le pire.

Le 25 octobre dernier, il était agressé violemment à l'Université de Guayaquil par Neftali Ramirez, surnommé « Le scorpion », pseudo-étudiant en droit et membre du parti d'extrême-droite « Madera de Guerrero ». Ce dernier a surpris lâchement Edwin Perez par derrière, avec une barre de fer et l'a frappé avec une violence telle qu'il dût être interné en urgence à la clinique Kennedy dans la soirée. Les derniers bulletins médicaux datant du 28 octobre confirmaient que le pronostic vital était désormais engagé.

Edwin Perez, et l'organisation qu'il dirigeait, avaient fait preuve de courage et de droiture en dénonçant des élections universitaires frauduleuses qui auraient dû faire de Neftali Ramirez un dirigeant de la Ligue sportive universitaire (LDU), le plus puissant club sportif du pays. L'attentat commis par ce dernier n'était donc qu'un acte barbare de représailles.

Le président Equatorien Rafael Correa s'était rendu en fin de semaine dernière à la clinique Kennedy, au chevet d'Edwin Perez. Bouleversé, après avoir confirmé que la fraude dénoncée par Edwin Perez était bien avérée, il se demandait: « Comment cela peut-il se passer dans une université Equatorienne? ».

Cela ne peut que prouver douloureusement la nécessité que les choses changent dans le milieu universitaire équatorien gangréné par



**Edwin Perez, secrétaire-général de la Jeunesse communiste d'Equateur (JCE), est décédé ce week-end à la clinique Kennedy des suites de ses blessures**

l'extrême-droite: « Ces faits démontrent le besoin de réaliser une véritable révolution universitaire urgente, pour avoir de véritables universités. »

Pour lui, ceux qui sont derrière l'assassinat du jeune dirigeant communiste sont aussi ceux qui ont fomenté le putsch du 30 septembre: « Ceux qui ont participé à l'agression sont les mêmes désaxés qui étaient dans les coulisses du coup du 30 septembre. Ils nous ont trompés. »

Depuis l'agression du 25 octobre, des dizaines de messages de solidarité avaient été envoyés de la part d'organisations de jeunesse de toute l'Amérique Latine et au-delà, au nom de la FMJD (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique) en particulier. Dans la Jeunesse communiste française, l'appel de solidarité avec le camarade Edwin Perez avait été relayé massivement.

**Solidarité Internationale 9 novembre 2010**



# Obama perd la Chambre des représentants, mais conserve le Sénat

Le président américain Barack Obama n'a plus le contrôle total du Congrès américain après les élections de mi-mandat qui étaient annoncées difficiles pour les démocrates. Pas de miracle pour Barack Obama. Comme les sondages l'indiquaient depuis plusieurs semaines, le président américain a perdu le contrôle du Parlement américain lors des élections de mi-mandat.

Ses adversaires républicains ont ainsi largement remporté la Chambre des représentants avec au moins 239 sièges sur 435 d'après les derniers résultats, mercredi matin. Les démocrates conservent en revanche d'une courte tête au Sénat, avec au moins 51 sièges sur 100. Le scrutin révèle une poussée à droite de l'électorat, notamment au sein même du parti républicain, où au moins deux candidats issus de la mouvance ultra-conservatrice du « Tea Party » vont faire leur entrée au Sénat.

**Compromis et défensive**

Deux ans après son élection triomphale, Barack Obama n'a donc plus les coudées franches pour gouverner le pays comme il l'entend. Il va devoir passer des compromis et les réformes annoncées les plus controversées, comme la législation sur le réchauffement climatique et sur l'immigration, paraissent désormais peu



**Barack Obama, tentant de mobiliser ses troupes, le 30 octobre 2010 à Philadelphie. © AFP**

probables.

Le président américain risque même de se retrouver sur la défensive quant aux acquis de ses deux premières années : les républicains veulent notamment défaire quelques-unes des principales dispositions de la réforme du système de santé, comme l'obligation pour les Américains d'avoir une couverture de santé.

La Maison Blanche a d'ores et déjà souhaité trouver « un terrain d'entente » avec les républicains et a affirmé que le président était « impatient de travailler avec eux » (la nouvelle Chambre sera investie en janvier).

**Jeune Afrique 3 Novembre 2010**

## Suite de la page (7) Haïti...

L'organisation Réfugees International (RI) rapporte que 15.000 personnes ont déjà été évincées de différents camps. Les évincés sont parfois logés dans de nouveaux camps, sans accès à l'aide humanitaire.

Dans un des camps, le propriétaire a incendié une trentaine de tentes durant une éviction, tuant un enfant dans l'incendie. RI rapporte également une augmentation de la violence domestique et des agressions sexuelles en raison de la pression exercée par de telles conditions d'existence. Elle a également « *reçu des rapports de femmes et de jeunes filles, forcées d'échanger des faveurs sexuelles pour de la nourriture, particulièrement depuis la fin de la distribution générale de nourriture en avril* ».

Les civils n'ont en fait aucun recours ; cependant les plaintes doivent être soumises au bureau de la principale force militaire étrangère en Haïti, la force de maintien de la paix de l'ONU le MINUSTAH. Selon le rapport de RI « *le coordonnateur actuel de l'aide humanitaire, dont le rôle est d'assurer l'efficacité de la réponse humanitaire et de la livraison de l'aide, joue également le rôle de résident coordonnateur et député spécial représentant du secrétariat général de la MINUSTAH.* »

Des rapports, il ressort clairement que les investisseurs internationaux utilisent leur contrôle sur les élections pour obtenir un gouvernement servile qui leur donnera toute la latitude pour exploiter les masses haïtiennes appauvries et frappées par le séisme.

Le 8 octobre, Le Nouvelliste rapporta que lors d'un forum d'affaire Québec-Haïti auquel participait l'ambassadeur canadien Gilles Rivard: « *M. Rivard s'est évertué, dans les derniers jours, à convaincre les candidats à la présidence qui se succèdent à l'ambassade, qui a pignon sur la route de Delmas, à accélérer, s'ils sont élus, la réforme de la justice* » pour mettre en place un système juridique qui protégerait les investisseurs.

Rivard a clairement fait comprendre que les investisseurs n'engageraient pas les fonds nécessaires à la reconstruction du pays, tant qu'ils n'auraient pas l'assurance de pouvoir compter sur un gouvernement qui pourrait leur assurer un climat favorable à la réalisation des profits. Il a dit : « *Il y a de la solidarité à l'égard d'Haïti. Je pense que le Canada et le Québec l'ont démontré de façon éloquente. Le problème, c'est que ce n'est pas avec la sympathie et de la solidarité qu'on fait des investissements, c'est plutôt avec un climat d'investissement sécuritaire et fiable.* » À ce même forum, Josseline Colimon Féthière, la ministre haïtienne du Commerce et de l'Industrie, vantait les actions de son gouvernement, notamment que les investisseurs jouissent « *d'une exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu pendant une période pouvant aller jusqu'à 15 ans. De plus, ils sont libres de transférer à l'étranger, sans aucune sorte de restitution, intérêts et dividendes, tout revenu gagné en Haïti.* »

En juin 2010 le sénateur américain, Richard Lugar a publié un rapport intitulé « Haïti : Pas de leadership - pas d'élections » Le rapport, adressé au Comité des relations étrangères du Sénat américain, contient en réalité une série d'instructions pour le président sortant René Préval, qui, espère Lugar, assurera la « légitimité » du régime actuel. Lugar a comparé sans détour Haïti aux pays du Moyen-Orient occupé par les États-Unis: « *Les leçons apprises en Irak et en Afghanistan démontrent que la principale contrainte à la reconstruction de pays dévastés, déchirés par la guerre ou autrement, est l'absence d'une direction forte et transparente.* »

Comme dans la maxime selon laquelle celui qui paie le musicien décide de la chanson, Lugar a fait la menace que malgré que « *les États-Unis et la communauté internationale avaient démontré leur désir d'appuyer le peuple haïtien... cet engagement ne devrait pas être pris pour acquis.* »

En contrepartie de son financement, Lugar intimait la communauté internationale de se réserver le droit de dicter comment le CEP allait mener les élections. Son rapport dictait à Préval « d'entreprendre la restructuration appropriée du membership du CEP, en concertation avec les partenaires internationaux ».

Le gouvernement des États-Unis est particulièrement sensible au rôle joué par le parti Fanmi Lavalas. Le coup d'État soutenu par les États-Unis en 2004 chassa le président élu Jean Bertrand Aristide, un des dirigeants de ce parti. Le rapport de Lugar ajoute que la « communauté internationale des donateurs » devrait « chercher à obtenir une entente avec le CEP et tous les partis politiques, incluant les factions du Fanmi Lavalas, afin d'assurer que tous les partis rencontrent les critères légaux du CEP. »

**WSWS 16 octobre 2010**
**Mondialisation 2 novembre 2010**

## Suite de la page (11)

Ainsi, dans une période de crise comme celle que traverse actuellement notre nation, la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti que dirige Bill Clinton, n'est qu'un instrument, visant non seulement à parachever le processus de recolonisation, mais bien à reconstruire le capitalisme en Haiti. Il n'est pas sans importance de rappeler que la CIRH est un plan conçu pour enrayer brutalement tout processus progressiste, voire même révolutionnaire, qui déboucherait sur un développement authentique de libération nationale.

Par ailleurs, les élections programmées pour le 28 novembre 2010 ne serviront à rien, sinon qu'à soutenir toujours les intérêts de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie locale, dans l'unique but d'empêcher les masses populaires d'occuper la scène politique. Il faut donc s'attendre non pas à une élection mais bien à une sélection, car ce sont les forces occupantes qui choisiront leur marionnette.

Je profite de l'occasion pour adresser mes condoléances aux victimes de l'épidémie de choléra, maladie qui n'est qu'une autre catastrophe, liée à la politique anti-peuple du gouvernement haïtien et des pays impérialistes. En d'autres termes c'est une maladie de la pauvreté, une plaie venue du sous-développement et de l'occupation du pays.

Malgré nos malheurs, Haiti ne peut rester en panne à la croisée des chemins tout comme le peuple ne doit pas se laisser influencer par les fausses sirènes de reconstruction qui l'incitent à la subordination et à la démobilisation. Comment pouvons nous faire confiance à ceux dont les mains sont encore souillées du sang innocent de nos frères et sœurs qu'ils oppriment depuis si longtemps ?

Aujourd'hui il nous faut résister à l'envahisseur étranger pour sortir le pays de la misère et de l'arriération économique dans lesquelles l'ont enfoncé des siècles de domination colonialiste et impérialiste. Il faut en finir avec cette mainmise néocoloniale pour avant tout laisser au peuple haïtien la responsabilité de son avenir. Et cette obligation nous mène tout droit à compter sur nos propres forces et sur l'initiative créatrice des masses populaires pour propulser la nation vers d'autres horizons. Sur ce déclarons de toutes nos forces :

Justice pour les masses haïtiennes !

Hors du pays les forces d'occupation !

Canada, hors d'Haïti!
USA, get your hands off Haiti!
France, hors d'Haïti!

**Cette présentation fût livrée à New College Toronto, Canada au cours de la neuvième « Conférence annuelle d'études sur les Caraïbes » le 30 octobre 2010**

## Suite de la page (7) Election présidentielle

*Suite de la page (7)*
Ou certains donnant Jacques Edouard Alexis et Jean Henry Céant loin derrière Charles Henry Baker. On peut comprendre qu'il est fort difficile pour une institution de sondage d'opinion de prévoir avec exactitude le résultat d'une élection aussi ouverte que ce scrutin. Mais de là - s'il ne s'agissait pas de tentative de manipulation - à placer le chanteur Swet Micky devant le candidat de *Renmen Ayiti* (Aimer Haïti), Jean Henry Céant ou de l'ancien Premier ministre Jacques Edouard Alexis, il y a là quand même une aberration. De même, qu'on joue avec les nerfs de la population en laissant penser que le candidat du pouvoir peut gagner cette présidentielle de manière régulière, sans tromperie ni manipulation devant Mirlande Manigat, Jean Henry Céant ou Jacques Édouard Alexis.

C'est aussi prendre tous les observateurs et analystes politiques indépendants dans ce pays pour des aveugles et des sourds muets, au pire, pour des imbéciles. Certes, le candidat de Inité dépense sans compter pour sa campagne. D'où lui viennent tous ces fonds? Tout le monde le sait. Mais cela ne fait pas de lui un favori pour autant ! Loin de là. Et ceci, si l'on tient compte de l'impopularité de celui qui l'adoube, le soutient et qui le présente comme étant le candidat de la continuité. Mais ne sommes-nous pas à l'heure des sondages, de la manipulation et du marchandage? Période au cours de laquelle l'on aura tout vu et tout entendu.

N'a-t-on pas vu, Me Osner Févry faire son show avec sa *CONACED* (Coalition Nationale du Centre Démocratique) pendant des semaines rien que pour amuser ses amis et, peut-être ceux qui le payent pour un amusement qui ne fait rire personne ? Me Févry qui est loin d'être un idiot, a choisi d'être le Bouffon ou le Bossu de la République. Puisque, à presque chaque élection présidentielle, il s'organise pour jouer le rôle qu'il s'est octroyé : ne jamais rater une occasion de tirer ses marrons du feu. Cette fois-ci, n'étant pas candidat, il a monté tout un ramdam sorti de son imagination fertile pour ne pas sortir perdant de l'affaire.

Sous prétexte de travailler pour la démocratie qu'il confond volontiers avec ses poches ou son compte bancaire, il avait décrété que sa créature *CONACED* devait évaluer tous les 19 candidats à la présidence en vue de conseiller à la population quel serait le bon choix le 28 novembre? Rien que çà. Après trois conférences de presse au cours desquelles on a trouvé un Osner Févry en découvreur des « talents » pour être chef d'Etat, on a fini par apprendre que ce vieux routier de la politicaillerie haïtienne nous recommande, avec « grande surprise », le choix de Jude Célestin. Selon lui, c'est ce candidat qui a le plus de compétence, d'intelligence, pourquoi pas plus d'argent pendant qu'on y est, pour devenir Président de la République. Sacré Osner !

Le pire dans ce mélodrame, c'est que de tous les critères définis par Me Févry, dans un exercice intellectuel digne de Me Zabelbok, de Maurice Sixto, pour justifier le choix du candidat du pouvoir par *CONACED,* aucun ne diffère de ceux des deux autres finalistes de son concours, Mirlande Manigat et Jacques Edouard Alexis. En Haïti, on le sait, Me Osner Févry, à chaque élection présidentielle joue à qui perd gagne. Si lui et sa *CONACED* ont fait le choix de Jude Célestin contre les autres, c'est tout simplement qu'ils devaient justifier leur engagement à l'égard de ce candidat. C'est tout comme les OP (Organisations Populaires) et autres groupuscules donnent un peu partout des conférences de presse afin de justifier l'argent qu'ils ont reçu auprès des candidats pour les soutenir, même s'ils ne partagent en rien la même vision politique et ne vont certainement pas voter pour ces candidats le 28 novembre prochain. Ainsi donc, de tout temps, pour toutes élections en Haïti, ce sont les moyens qui justifient la fin.

# Fenêtre Culturelle

## Par Prince Guetjens

**Par Prince Guetjens**

On est en plein dans la saison des *Gede* tant en Haïti que dans les communautés haïtiennes en terre étrangère. C'est la période dans le Vodou qui coïncide avec le culte de morts dans beaucoup d'autres cultures. Mais au-delà de l'aspect religieux qui l'environne le *Gede* comporte d'autres compartiments souvent ignorés, comme l'artistique entr' autres. Ce qui, à notre avis, constitue un déficit énorme dans l'effort à entreprendre pour permettre à un plus grand nombre de gens d'avoir accès à la Beauté (disons mieux à l'Esthétique) ; un droit naturel.

L'initié qui est chevauché par le *Gede* est paré d'un costume - déguisement avec des motifs dessus, il adopte un comportement, chante, danse, en un acte. Les objets qu'il utilise portent la trace d'une création à un moment donné. Le bâton qu'il porte à la main est souvent sculpté. Dans cet enchevêtrement de formes, de figures que constitue ce *Gede* en train de vaquer à ses activités, plus d'une discipline se combinent pour construire un esthétique pas toujours défini. Donc au passage du personnage, au même titre que le Vodouisant le non religieux parvient à tirer un certain plaisir pour d'autres raisons.

Face à un tel constat est-ce qu'on ne doit pas se fier à cette théorie matérialiste qui veut que, pas plus que la vérité ontologique dont l'art est le véhicule, sa vérité sociale n'a besoin pour être transmise de passer par la jouissance esthétique - dont il faut cependant reconnaître qu'elle seule a permis, au long d'une expérience séculaire, de dégager la fonction émancipatrice de l'art.

-------------------



**Une répétition de danse de Kriye Bòde**



**Chantal Drice et la mairesse de Dakar**



**Un tableau d'Iris**

### Clin d'œil sur l'actualité artistique et littéraire

• Les répétitions de danse pour l'édition 2011 de ***Kriye Bòde*** ont repris ce samedi 6 novembre. Les danseuses et danseurs de la Compagnie de Danse de *Péniel Guerrier* ont donc six mois de travail pour préparer le prochain spectacle qui doit avoir lieu au mois de Mai. Ces artistes qui sont sélectionnés dans les différentes écoles de danse où le chorégraphe Péniel Guerrier dispense des cours, sont convoqués en fonction de leur habileté à faire partie de l'équipe qui doit animer la représentation de clôture. *Fenêtre Culturelle* vous permettra de suivre pas à pas les différentes étapes qui culmineront à la grande représentation du mois de Mai. ***Kriye Bòde*** a lieu en Eté depuis cinq ans à l'Auditorium d'Alvin Ailey School de Manhattan et au cours de chaque édition des personnalités du monde culturel sont honorées pour leur apport à la promotion de la culture.

-------------------

• La participation d'Haïti aux manifestations culturelles de Fesman III qui doivent avoir lieu à Dakar du 10 au 31 Décembre 2010 à Dakar Sénégal est désormais une réalité. En effet, après une longue période de préparation (4 ans), la représentante officielle en Haïti de Fesman III, l'Artiste Chantal Drice et son équipe sont maintenant en train de peaufiner l'œuvre globale qu'Haïti doit présenter à cette importante tribune des peuples noirs, selon la coordonnatrice. C'est au prix de grands sacrifices que Chantal Drice a pu tenir le cap au cours de ces quatre années de travail assidu en vue de présenter un autre aspect de la première république noire indépendante du monde. À cette vitrine internationale des artistes haïtiens dans plusieurs disciplines artistiques ainsi que des artisans seront à l'honneur.

-------------------

• L'Artiste peintre Geneviève L.E mieux connue sous le nom d'*Iris* est invitée à montrer ses dernières créations picturales dans une exposition qui aura lieu à Paris au cours du mois de Novembre. La palette s'inscrit dans un univers qu'elle s'est créée de toutes pièces et donne à voir dans un ailleurs difficilement définissable, des aspects autres d'un quotidien enrobé dans un réel soumis aux caprices des couleurs et des lignes. Et comme pas un, elle utilise des signes et en invente à n'en plus finir pour construire sa syntaxe plastique.

# De la Prose aux Vers

## Des Vents Contraires
## Un roman d'Olivier Adam

*Un extrait*

J'ai tout de suite repéré la bagnole de flics, garée devant l'école. Les parents s'étaient regroupés près des grilles et encerclaient la directrice, une femme sèche aux cheveux courts et à la voix étrangement grave. Clément s'est dirigé vers sa classe, encore ensuqué de sommeil, bâillant à s'en décrocher la mâchoire. Le jour n'était pas tout à fait levé et je l'ai regardé s'éloigner en me demandant pourquoi on infligeait des trucs pareils aux gamins. Manon me serrait la main comme si elle craignait un danger quelconque, elle n'avait pas tort, tous les regards convergeaient vers nous et la directrice nous a désignés du menton à un type en blouson de cuir, un peu fort, moustachu et dégarni. Il a hoché la tête et s'est avancé vers moi, son visage était rougi par le froid et sur sa chemise, une tache qu'on devinait de café formait un petit ballon de rugby. Il m'a tendu une main potelée avant de se présenter, José Combe, inspecteur divisionnaire, il avait quelques questions à me poser.

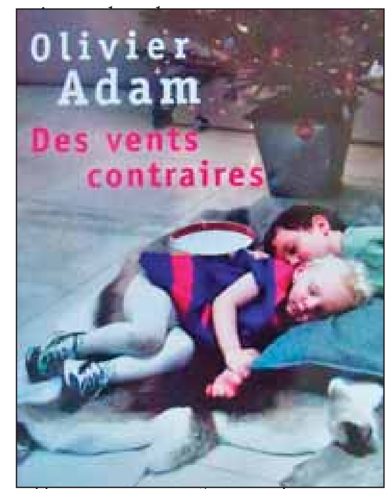
-À quel sujet ? ai-je demandé.

-La disparition.

Mon sang s'est fait la malle, je devrais être livide. J'ai cherché quelque chose à quoi m'accrocher, je n'ai trouvé que Mannon, il y avait si longtemps maintenant qu'elle et son frère me tenaient debout. J'ai regardé Combe et tout cela n'avait pas le moindre sens, pourquoi venait-il à l'école pour me parler de Sarah ? Il a sorti un mouchoir et se l'est passé sur le front, comment il pouvait suer par un temps pareil c'était un mystère, le ciel était d'un bleu coupant et, sur le pare-brise des voitures, le givre n'avait pas encore fondu.

-La disparition du gamin, a-t-il précisé. Le petit Thomas Lacroix, il a disparu hier à seize heures trente. Vous êtes venu chercher la fille, hier à seize heures trente, n'est-ce pas ?

J'ai hoché la tête et tous mes nerfs se sont relâchés d'un coup, dans mes veines le trafic a repris de plus en plus belle. Je savais où il voulait en venir mais j'étais soulagé, le déménageur avait dû embarquer son fils, c'était prévisible, inévitable, il n'allait pas se contenter de lui faire la causette assis sur un banc et de le regarder faire des miettes avec son




n'était pas bon pour elle d'entendre ce genre de truc. J'ai salué l'inspecteur, il a quand même voulu noter mon numéro de téléphone et mon adresse, au cas où.

Dans la classe au milieu des odeurs de colle et de feutres, de peinture et de papier, la plupart des enfants s'affairaient déjà : les garçons malaxaient des boules de pâtes à modeler et les filles jouaient sagement à la marchande, s'échangeaient des tonnes de fruits et des monceaux de légumes en attendant que le cours commence. On était les derniers et Mme Désiles nous a jeté un regard noir, pas six jours qu'on était là et elle nous avait déjà dans le nez, je l'ai saluée avec toute la politesse nécessaire. Elle a fourré la petite devant un coloriage, seule à sa table en fleur Mannon s'est mise à fouiller du bout des doigts parmi les feutres puis elle a fixé son dessin sans rien faire, Mickey, Minnie et Pluto sur des skis ça n'avait pas l'air de la convaincre.

-Ça ne te plait pas ?

-Pas trop, non.

-Ah bon ? Tu n'aimes pas Mickey ?

-Ben non.

Désiles a lâché un soupir agacé, elle paraissait au bord de l'implosion, visiblement il lui en fallait peu. Dans sa partie, il me semblait pourtant que l'essentiel était de savoir garder son calme. Elle nous a plantés là et s'est tournée vers le fond de la classe, deux petits blonds s'y disputaient un camion de pompiers flambant un engin terrible en ferraille rouge, avec des tas de tuyaux d'arrosage et une grande échelle.

# Gede : le Culte de la mort dans la Culture Haïtienne

Sans l'ombre d'un doute, le Culte de la Mort est l'un des points de ressemblance que l'on retrouve dans toutes cultures. Chaque peuple, chaque ethnie à sa manière, choisit une dâte au cours de l'année pour rendre hommage à ses morts. C'est une manière de dire merci à ses ancêtres et à tous ceux qui ont vécu avant, pour ce qu'ils ont laissé en héritage. Et, dans chaque culture, cet acte prend une allure différente en fonction de la conception du monde du groupe en question. Si chez les Chrétiens c'est une occasion d'honorer ceux qui ont passé de la vie au trépas, chez les Musulmans et chez les Bouddhistes les approches diffèrent, et chez les Vodouisants c'est un prétexte pour célébrer la vie. Dans la culture haïtienne, cette dâte est commémorée sous le nom de *Gede*.

Le *Gede* est l'un des moments importants du calendrier Vodou. Dans le Panthéon des *Lwa* du Vodou haïtien, le *Gede* est considéré comme le début et la fin de toutes choses, *naissance* et *funérailles*, *plaisir* et *douleur*, *Eros* et *Thanatos*. Est-ce pourquoi le vocabulaire *Gede* est alimenté par noms d'organes génitaux masculin et féminin. Ce qui écarte du même coup toute dichotomie entre les concepts pourtant opposables dans la pensée occidentale, qui forment le binôme *Vie/Mort*.

Le culte des morts constitue la base même du vodou haïtien. Il s'agit d'un retour psychique au passé ; un passé que le peuple haïtien entend perpétuer. En fait il serait impardonnable de dissocier le culte des morts du Vodou en Haïti, parce que le Vodou s'appuie en général sur le souvenir des anciens. Tous les chants reflètent en fin de compte une manière d'honorer les morts. C'est sans doute dû au fait que les grands *Lwa* ou entités spirituelles du Vodou ne sont autres que des ancêtres plus ou moins lointains consacrés par l'amour filial 1. Il est souvent difficile de fixer la biographie de ces ancêtres dont l'histoire héroïque ou merveilleuse s'est vaporisée dans la nuit des temps coloniaux ou post-coloniaux, parce qu'il ne fait point de doute qu'en dehors de sa descendance du *Vodun* 2 (qui n'est pas le Vodou) du Dahomey, le rite *Gede* vient en droite ligne des cimetières de Saint-Domingue 3.

La tradition du Culte de la Mort que l'on a tendance à lier à la religion l'a précédée en réalité. Il faut remonter vers 30.000 à 25.000 ans avant notre ère en Tchécoslovaquie pour retracer la première manifestation de l'homme de l'époque paléolithique dans ce qu'il convient de nommer le culte des morts. En effet, l'une des trois premières sculptures créées par l'homme au moment où il vivait encore de la chasse et de la cueillette, à côté de la « *Venus de Willendorf* » et la « *Venus de Brassempouy* » est bien sûr « *l'Homme de Brno* ». Brno est la ville Tchécoslovaque où au cours de cette période une statuette de 20cm de haut taillée dans l'ivoire a été placée dans la tombe d'un dignitaire, en guise d'hommage le jour de ses funérailles. Cette statuette représente un homme dont le corps avait été schématiquement rendu. Dans une observation plus rapprochée, on peut constater que l'attention de l'artiste était portée sur la tête et l'ensemble est montré dans un rendu naturaliste, avec des cheveux courts. Les yeux sont profondément enfoncés dans l'orbite. L'homme de Brno se trouve actuellement au Musée Morave, à Brno en Slovaquie 4.

Le fait par l'homme du paléolithique d'offrir des présents à des proches qui venaient de mourir, au point de déposer des objets précieux




**Dans le Panthéon des Lwa du Vodou haïtien, le Gede est considéré comme le début et la fin de toutes choses, naissance et funérailles, plaisir et douleur, Eros et Thanatos.** *Photo : Macimala Roy*

dans leur tombe au moment des funérailles, constitue la preuve qu'il croyait déjà en une nouvelle vie après la mort. Cette démarche se fonde sur une croyance en l'au-delà qui donnera naissance à la religion.

Chaque année au mois de Novembre, dans la culture haïtienne c'est la période des *Gede*. Les cimetières sont remis à neuf, des initiés chevauchés par le *Lwa Gede* gagnent les rues dans des accoutrements de circonstance ; costume noir, chapeau haut de forme noir rehaussé d'une croix blanche, foulard mauve et le visage camouflé derrière une épaisse couche de poudre blanche. Le fameux bâton noir et la bouteille noire contenant du clairin pimenté à la main, ils sillonnent les rues en dénonçant les travers de humains par mots obscènes qui charrient toute la laideur de la société. Ces mots, que les « *gens de bonnes familles* » ne peuvent prononcer que pendant la période du carnaval, sont autant de prétextes à *Gede* pour tourner en dérision les philistins de tout acabit.


Denis, Lorimer. *Le Cimetière*, in Bulletin du Bureau d'Ethnologie, Série II, No.13, Port-au-Prince. 1956.

Dienguele, G, M. *Notes de cours d'ethnologie de l'art*, Ecole nationale des Arts, 1997.

Trouillot, Henock. *Introduction A une Histoire du Vaudou*, p.133, Les Editions Fardin, Port-au-prince, Haïti. 1983

Large, Frantz. *Notes de cours sur l'Histoire de l'Art occidentale*, Ecole Nationale des Arts, Port-au-prince, 1995.


**Prince Guetjens**
**Critique d'art**